

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 155
N° 29**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 20
no Tiurai 2006

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 200 SME/BRHT/MJA du 26 juin 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	2405
Arrêtés n° HC 201 et n° HC 202 SME/BRHT/clj du 26 juin 2006 portant composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des adjoints et agents administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	2406
Arrêtés n° HC 1638 à n° HC 1647 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines	2407
Arrêté n° HC 3 TG du 27 juin 2006 portant agrément de M. Puniava Tehiva en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fangatau	2411
Arrêté n° HC 314 SATPN du 3 juillet 2006 portant nomination du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006	2412
Arrêté n° HC 319 SATPN du 5 juillet 2006 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité et la composition de la commission de surveillance des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006	2413
Arrêté, n° HC 320 SATPN du 5 juillet 2006 fixant les listes des candidats autorisés à concourir aux épreuves écrites d'admissibilité des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006	2414
Arrêté n° HC 232 SME/BRHT/ET du 13 juillet 2006 modifiant l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 portant délégation de signature à M. Benoît Trevisani, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et aux chefs des bureaux du cabinet	2415

EXTRAITS

Arrêté n° 7-06 MARQ du 12 mai 2006 portant attribution d'une subvention à la commune de Nuku Hiva au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, catégorie AE 2, ministère de l'outre-mer, année 2006, ministère 214, programme 123, action 02, sous-action 05, catégorie 64	2416
---	------

Arrêtés n° 8-06 et n° 10-06 MARQ du 12 mai 2006 portant attribution de subventions aux communes de Nuku Hiva et Ua Pou au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE 1, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales, année 2006, ministère 209, programme 119, action 01, sous-action 01	2416
Arrêté n° 15-06 MARQ du 23 mai 2006 portant attribution d'une subvention à la commune de Fatu Hiva au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, catégorie AE 2, ministère de l'outre-mer, année 2006, ministère 214, programme 123, action 02, sous-action 05, catégorie 64	2417
Arrêté n° 18-06 MARQ du 15 juin 2006 portant attribution d'une subvention à la commune de Ua Huka au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE 1, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales, année 2006, ministère 209, programme 119, action 01, sous-action 01.	2417
Arrêté n° 19-06 MARQ du 16 juin 2006 portant attribution d'une subvention à la commune de Ua Huka au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE 1, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales, année 2006, ministère 209, programme 119, action 01, sous-action 01.	2417
Arrêté n° 20-06 MARQ du 16 juin 2006 portant attribution d'une subvention à la commune de Ua Huka au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, catégorie AE 2, ministère de l'outre-mer, année 2006, ministère 214, programme 123, action 02, sous-action 05, catégorie 64	2418
Arrêté n° 309 CAB/DPC du 22 juin 2006 fixant les résultats de l'examen pour un monitorat national des premiers secours, le 19 juin 2006, au lycée hôtelier de Punaauia (Tahiti)	2418

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

Conventions santé n° 57-06 à n° 60-06 du 23 juin 2006 relatives à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française. (Extraits)	2419
Convention santé n° 63-06 du 27 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française. (Extraits)	2423

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Avis n° 2006-14 A/APF du 6 juillet 2006 sur le projet de décret fixant pour les années 2004, 2005 et 2006 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation.	2424
Délibération n° 2006-37 APF du 6 juillet 2006 relative à la transformation en société d'économie mixte de la société anonyme "Te Mau Ito Api"	2424
Délibération n° 2006-38 APF du 6 juillet 2006 portant transfert de parcelles du domaine public de la Polynésie française au domaine public de la commune de Faa'a	2425
Délibération n° 2006-39 APF du 7 juillet 2006 portant modification d'une disposition du code des postes et télécommunications en Polynésie française	2426
Délibération n° 2006-40 APF du 7 juillet 2006 approuvant le compte administratif de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2005	2426
Délibération n° 2006-41 APF du 7 juillet 2006 portant modification n° 1 du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2006.	2430
Acte de délégation n° 2006-1 AD/APF du 7 juillet 2006	2431

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 673 CM du 7 juillet 2006 portant nomination de certains chefs d'établissements d'enseignement public en Polynésie française.	2432
---	------

Arrêté n° 694 CM du 7 juillet 2006 constatant l'état des inventaires du patrimoine culturel polynésien au 31 décembre 2005.....	2433
Arrêté n° 697 CM du 11 juillet 2006 fixant les modalités de saisine et de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux en application de l'article 951-8 du code des impôts et portant approbation des imprimés de demande d'agrément.....	2470
Arrêté n° 698 CM du 11 juillet 2006 portant nomination à la commission consultative d'évaluation des charges prévue par l'article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.....	2507
Arrêté n° 701 CM du 11 juillet 2006 portant modification de l'arrêté n° 8 CM du 9 mars 2005 portant nomination des représentants de la Polynésie française auprès de la SEM Tahiti Nui Télévision.....	2507
Arrêtés n° 702 et n° 703 CM du 11 juillet 2006 relatifs à la fabrication et à la mise sur le marché de sucettes de puériculture lumineuses et de confiseries lumineuses.....	2507
EXTRAITS	
Arrêté n° 666 CM du 6 juillet 2006 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre dénommée "domaine Neuffer partie" et les constructions y édifiées, cadastrées commune de Uturoa, au profit du service du développement rural.....	2510
Arrêté n° 674 CM du 7 juillet 2006 portant retrait de l'arrêté n° 210 CM du 9 mars 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Anau, commune de Bora Bora, au profit de Mlle Nadine Tapea.....	2510
Arrêtés n° 675 à n° 692 CM du 7 juillet 2006 portant rétrocession de parcelles de terre sises dans la commune de Arue et cadastrées : - L 510 de 21 mètres carrés dépendant de la terre Atitevaea parcelle, au profit des ayants droit de M. Tihau Tiaoao ; - N 227 de 2 mètres carrés dépendant des terres Amau et Farereia 3 parcelle et N 228 de 42 mètres carrés dépendant de la terre Atitautumua parcelle, au profit de MM. Albert Walker Lévy, Alban Walker Lévy et Mlle Nancy Walker Lévy ; - M 288 de 26 mètres carrés dépendant des terres Paepae, Faretou et Teurupareva, au profit des consorts Sanford ; - L 504, au profit de M. Jean Tuterai Virassamy veuf de Mme Mauri Heimanu ; - N 223 et N 221, au profit de M. Marcel Michel Dieumegard époux de Mme Jacqueline Larchier ; - N 243 et N 242, au profit de Mme Héliène Marguerite Verry et Mlle Edith Titaua Richecœur ; - N 254, au profit de Mme Mireille Ahuura Laurey-Cochin épouse de M. Albert Bourdin ; - N 233, au profit de Mme Marguerite Liu épouse de M. Jean-Charles Marie Boulloc ; - N 231 et N 232, au profit de Mme Juanita Lenoir ; - N 214, au profit de M. Georges Alexis Brinckfieldt époux de Mme Arlette Trafton ; - N 236, au profit de Mme Marie Joséphine Anouita Hina Peiaputu ; - N 216, au profit de M. André Maretu Snow époux de Mme Oma Garnier ; - L 533, au profit de Mme Frida Bennett épouse de M. François Xavier Martinez ; - M 286, au profit de M. Vetea Tetuanui ; - M 278, au profit des consorts Puna Fenuae ; - L 528, au profit de Mme Frida Bennett épouse de M. François Xavier Martinez ; - L 526, au profit de Mme Rosa Tetuanui épouse de M. Ruivini Teamo Tahehaetua.....	2510
Arrêté n° 693 CM du 7 juillet 2006 portant abrogation du numéro 4 de l'annexe de l'arrêté n° 194 CM du 19 février 1999 autorisant les locations et les transferts de bail de diverses parcelles de terre domaniales sises à Mataiea (Teva I Uta), Vaiaau (Tumaraa) et Iripau (Tahaa).....	2514
Arrêté n° 695 CM du 10 juillet 2006 portant nomination d'un huissier de justice à la résidence de Papeete.....	2514
Arrêté n° 696 CM du 10 juillet 2006 portant transaction sur un litige au profit du groupement d'entreprises solidaires Tapeta/AGP/JPL.....	2514
Arrêté n° 699 CM du 11 juillet 2006 portant modification de l'arrêté n° 463 CM du 11 juillet 2005 portant désignation de la commission des impôts de la Polynésie française.....	2514
Arrêté n° 700 CM du 11 juillet 2006 portant nomination de Mme Nancy Mao Che en qualité de chef du service des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou.....	2514
Arrêté n° 704 CM du 11 juillet 2006 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de Mme Raquel Evangélista épouse Thiollent.....	2514
Arrêté n° 705 CM du 11 juillet 2006 portant modification de l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 modifié fixant la liste des services et emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires.....	2514
Arrêté n° 706 CM du 11 juillet 2006 portant résiliation de la concession d'exploitation de l'îlot Fetaro sis dans la commune de Uturoa, Raiatea.....	2514

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 1758 PR du 12 juillet 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel	2514
--	------

EXTRAITS

Arrêtés n° 1710 et n° 1711 PR du 7 juillet 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un camion à ordures ménagères et 4 véhicules de transport en commun.	2515
Arrêté n° 1712 PR du 7 juillet 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Taïarapu-Ouest pour la réalisation d'un cimetière à Vairao.	2515
Arrêté n° 1734 PR du 10 juillet 2006 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif de l'aide en faveur des petits commerces	2515
Arrêté n° 1735 PR du 10 juillet 2006 portant versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 93 865 015 F CFP à l'établissement public "Centre de formation professionnelle des adultes" (CFPA) pour le financement de la phase d'études relative à la construction de l'unité de formation du CFPA de Taravao	2515
Arrêté n° 1737 PR du 10 juillet 2006 autorisant le versement d'une subvention d'investissement à l'Agence tahitienne de presse au titre du financement de son programme d'investissement, exercice 2006	2515

Ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports

Arrêté n° 441 MET.AU du 5 juillet 2006 portant approbation du dossier de la 1 ^{re} tranche du lotissement "Le Hameau de Mahinarama" de 48 lots, n° 23 à 28, 31 à 42, 45 à 54 et 59 à 78, sis à Mahina.	2516
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 447 MET du 10 juillet 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Tegahahe (parcelle n° 450) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Takapoto	2517
Arrêtés n° 448 et n° 449 MET du 10 juillet 2006 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 1 et Gatururua 1 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu)	2517
Arrêtés n° 450 à n° 452 MET du 10 juillet 2006 portant déconsignation de parties des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau.	2517
Arrêtés n° 453 à n° 455 MET du 10 juillet 2006 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora	2517
Arrêté n° 456 MET du 10 juillet 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Ahototaeae (plan 5) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra	2517
Arrêté n° 457 MET du 10 juillet 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Aorai (PV 157) et Tepirahirahi (PV 210) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès de la vallée de Papenoo.	2518

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique

Arrêté n° 1000 MTE/PEL du 5 juillet 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de 13 médecins généralistes de 2 ^e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française.	2518
--	------

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 69 à n° 76 MAE du 7 juillet 2006 portant octroi d'aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à Mlle Temarama Teahuotoga, MM. Tai Tehau, René Morifano Tapi, Ririfatu Alexandre Teaku, Mme Tevavaro Tevaitau Kavera épouse Tereroa, Mlles Josiane Tehariki, Temehani Marjorie Rose Mairoto et M. Manarii Rooteapua Poetai **2518**

Ministère du logement et des affaires foncières**EXTRAITS**

- Arrêté n° 109 MLA du 10 juillet 2006 portant délégation de signature au directeur des affaires foncières par intérim. . . . **2519**

Ministère du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie

- Arrêté n° 38 MDD du 6 juillet 2006 autorisant la SA Toa Moorea à installer et exploiter les équipements frigorifiques de son supermarché sis dans la baie de Vaire à Moorea (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) **2520**

Ministère de la santé**EXTRAITS**

- Arrêté n° 162 MSP/DS du 12 juillet 2006 portant proclamation des résultats du concours d'entrée à l'Institut de formation en soins infirmiers "Mathilde-Frébault" préparant à la formation d'infirmier(ère) diplômé (e) d'Etat (session 2006). **2524**

Ministère de la jeunesse et de la culture**EXTRAITS**

- Arrêté n° 9 MJC du 6 juillet 2006 autorisant MM. Yoshihiko Sinoto et Eric Komori à effectuer une campagne de diagnostic archéologique sur la terre Vaito'otia, dans la commune de Fare, île de Huahine, archipel de la Société. **2524**

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Arrêté interministériel du 17 mai 2006 modifiant l'arrêté du 3 mai 2000 portant application des articles 4 et 4 bis du décret du 28 octobre 1970 fixant le régime particulier des primes accordées à certains personnels techniques de la navigation aérienne. (JORF du 4 juillet 2006) **2525**
- Arrêté interministériel du 19 juin 2006 relatif au directoire de l'espace aérien. (JORF du 4 juillet 2006) **2527**
- Arrêté interministériel du 19 juin 2006 instituant une régie d'avances auprès de la direction régionale des douanes et droits indirects de Polynésie française. (JORF du 6 juillet 2006) **2528**
- Arrêté interministériel du 21 juin 2006 modifiant l'arrêté du 21 juin 2001 modifié relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française. (JORF du 1er juillet 2006) **2529**
- Arrêté interministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. (JORF du 4 juillet 2006) **2530**
- Arrêté interministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. (JORF du 4 juillet 2006) **2531**
- Arrêté interministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat. (JORF du 4 juillet 2006) **2531**
- Avis d'examen professionnel d'accès aux corps des secrétaires administratifs du ministère chargé de l'agriculture. (JORF du 30 juin 2006) **2532**

Avis relatif à l'arrêté du 14 mars 2006 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2006 du concours pour le recrutement d'agents des services techniques (spécialité marin pont) des services déconcentrés des douanes et droits indirects. (JORF du 2 juillet 2006)	2533
--	------

Avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2004	2534
---	------

EXTRAITS

Décret du 26 juin 2006 portant nomination (magistrature). (JORF du 28 juin 2006).	2539
--	------

Arrêté ministériel du 29 juin 2006 modifiant l'arrêté du 14 mars 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents des services techniques (spécialité marin pont) des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects. (JORF du 2 juillet 2006)	2539
---	------

Résultat d'une délibération. (JORF du 1er juillet 2006).	2539
---	------

Avenants n° 16-06 et n° 17-06 MARQ du 26 mai 2006 aux conventions n° 11-04 du 14 juin 2004 et n° 12-04 du 15 juin 2004 portant attribution de subventions à la commune de Nuku Hiva au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE 1, ministère de l'Intérieur et collectivités territoriales, ministère 209, programme 119, action 01, sous-action 01	2540
--	------

Convention de financement n° 3-06 TG du 21 juin 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hikueru pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Mise en œuvre du projet Pape Ora"	2541
--	------

Avenant n° 21-06 MARQ du 28 juin 2006 à la convention n° 7-04 du 28 mai 2004 portant attribution d'une subvention à la commune de Nuku Hiva au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, catégorie AE 2, ministère de l'outre-mer, année 2006, ministère 214, programme 123, action 02, sous-action 05, catégorie 64	2541
---	------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Texte adopté n° 2006-6 LP/APF de la loi du pays du 7 juillet 2006 portant modification de l'article 87 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.	2541
--	------

Institut d'émission d'outre-mer.— Cours des changes (période du 20 juillet au 2 août 2006 inclus).	2542
---	------

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2543
---------------------------------------	------

Annonces diverses	2549
-------------------------	------

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 200 SME/BRHT/MJA du 26 juin 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
 , en Polynésie française,
 chevalier de la Légion d'honneur,
 officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté n° HC 110 SME/BRHT/clj du 29 mars 2006 instituant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des agents administratifs, adjoints administratifs et secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 111 SME/BRHT/MJA du 29 mars 2006 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° HC 558 SME/BRHT/MJA du 31 mai 2006 de recensement des bulletins de vote et de proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du CEAPF ;

Vu la correspondance n° 3640 MTE/PEL/SIDV du 20 juin 2006 désignant les représentants de l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

I - Représentants de l'administration :

- titulaire : le secrétaire général du haut-commissariat ;
- suppléant : le secrétaire général adjoint du haut-commissariat ;
- titulaire : le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;
- suppléant : le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;
- titulaire : M. Alfred Chan, attaché d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française) ;
- suppléante : Mlle Linda Fong, attachée d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française) ;
- titulaire : le chef du service des moyens de l'Etat ;
- suppléant : le chef du bureau des ressources humaines et des traitements.

II - Représentants du personnel :

Pour le grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle :

- titulaire : Mlle Nadia Yon Kouï ;
- suppléante : Mme Monique Ellacott.

Pour le grade de secrétaire administratif de classe supérieure :

- titulaire : M. Emile Kwon ;
- suppléante : Mme Rosa Lai.

Pour le grade de secrétaire administratif de classe normale :

- *titulaires* : M. Marc Tetahio et Mme Sandra Clark ;
- *suppléantes* : Mme Denise Riveta et Mlle Titaua Paofai.

Art. 2.— Les attributions de la présente commission sont étendues aux agents de catégorie B du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française affectés au service administratif et technique de la police (SATP) conformément à l'article 2, 3e alinéa, du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, dès lors que les effectifs ne permettent pas la constitution d'une commission spéciale à ce corps.

Art. 3.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire ainsi constituée est fixée à trois ans à compter du 6 août 2006.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef du service des moyens de l'Etat sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ARRETE n° HC 201 SME/BRHT/clj du 26 juin 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté n° HC 110 SME/BRHT/clj du 29 mars 2006 instituant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des agents administratifs, adjoints administratifs et secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 114/SME/BRHT/clj du 29 mars 2006 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° HC 557 SME/BRHT/clj du 31 mai 2006 de recensement des bulletins de vote et de proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs du CEAPF ;

Vu la correspondance n° 6341/MTE/PEL/SIDV du 20 juin 2006 désignant les représentants de l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

I - Représentants de l'administration :

- *titulaire* : le secrétaire général du haut-commissariat ;
- *suppléant* : le chef du service des moyens de l'Etat ;
- *titulaire* : M. Alfred Chan, attaché d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française) ;
- *suppléante* : Mlle Linda Fong, attachée d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française).

II - Représentants du personnel :

Pour les grades d'adjoint administratif principal des 1re et 2e classes :

- *titulaire* : Mme Jirina Sylvana Tahuhuterani ;
- *suppléante* : Mlle Titaina Aturia.

Pour le grade d'adjoint administratif :

- *titulaire* : Mme Valérie Le Guillou ;
- *suppléante* : Mme Teraimateata Atger.

Art. 2.— Les attributions de la présente commission sont étendues aux adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française affectés au service administratif et technique de la police (SATP) conformément à l'article 2, 3e alinéa, du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, dès lors que les effectifs ne permettent pas la constitution d'une commission spéciale à ce corps.

Art. 3.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire ainsi constituée est fixée à trois ans à compter du 6 août 2006.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des moyens de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ARRETE n° HC 202 SME/BRHT/clj du 26 juin 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des agents administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C, et notamment son article 13 ;

Vu l'arrêté n° HC 110 SME/BRHT/clj du 29 mars 2006 instituant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des agents administratifs, adjoints administratifs et secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 112 SME/BRHT/clj du 29 mars 2006 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des agents administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° HC 584 SME/BRHT/clj du 1er juin 2006 de recensement des bulletins de vote et de proclamation des résultats de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des agents administratifs du CEAPF ;

Vu la correspondance n° 6396 MTE/PEL/SIDV du 21 juin 2006 désignant les représentants de l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des agents administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

I - Représentants de l'administration :

- titulaire : le secrétaire général du haut-commissariat ;
- suppléant : le chef du service des moyens de l'Etat ;
- titulaire : M. Alfred Chan, attaché d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française) ;
- suppléante : Mlle Linda Fong, attachée d'administration (service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française).

II - Représentants du personnel :

- titulaires : Mmes Danielle Lucas et Rauana Cathie Holozet-Vernier ;
- suppléantes : Mmes Sandrine Cancian et Cécile Fournier.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire ainsi constituée est fixée à trois ans à compter du 6 août 2006.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des moyens de l'Etat et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ARRETE n° HC 1638 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 30 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Aline Kato est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 3.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1639 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 24 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean Pierre Pugibet est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mme Annick Pugibet, Mlle Vaiata Pugibet et M. Yannick Tataoa.

Art. 3.— L'intéressé est autorisé à exploiter le jeu dénommé "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressé la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1640 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 4 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Lorina Arnaud est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux, à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

M. Ronald Teariki, Mlle Marie-Louise Arnaud et Mme Nora Terai épouse Tehou.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter des jeux dénommés "Bingo" et "Torpille", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1641 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 12 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Hélène Rochette épouse Liao est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

M. Nelson Liao, Mlles Hélène Liao et Weena Liao.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter des jeux dénommés "Bingo" et "Torpille", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1642 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 17 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Lisa Teriinohorai est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

M. Pa Tiarii, Mme Raphé Vaipihau et Mlle Jasmina Teriinohorai.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter des jeux dénommés "roue foraine" et "jeux divers", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1643 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 16 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Madeleine Tetoka est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 3.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1644 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 20 avril 2006,

Arrête :

Article 1er.— M. Wilfred Tcheou est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux, à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mlle Muriel Tcheou Hiva Tchong, M. Nick Vahimarae, Mlles Dorelle Ahuura Hutia, Norton Vaiatea Hutia, MM. Amona Tefaata, Patrick Hutia, Mlle Iléna Tama et M. Georges Mou Sang.

Art. 3.— L'intéressé est autorisé à exploiter des jeux dénommés "Torpille", "Kikiri" et "Tourniquet", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressé la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 645 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 5 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— M. Wally Fray Temarii est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux, à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 2.— Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

M. Wally Fray Temarii (fils), Mlle Teha Temarii et M. Christian Vaearii Auraa.

Art. 3.— L'intéressé est autorisé à exploiter des jeux dénommés "Torpille" et "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressé la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1646 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 17 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Sandrina Teraiamano est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— Est agréée pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, la personne désignée ci-après :

M. Mahei Teraiamano.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "Bingo", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1647 CAB du 27 juin 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 17 mai 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Sandrina Teraiamano est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 28 juin au 31 août 2006.

Art. 2.— Est agréée pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, la personne désignée ci-après :

M. Mahei Teraiamano.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "Bingo", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel, commandant la gendarmerie pour la Polynésie française, est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 3 TG du 27 juin 2006 portant agrément de M. Puniava Tehiva en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fangatau.

Le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu l'arrêté n° DOMA 400052A du 23 septembre 2004 du ministère de l'outre-mer portant nomination de M. Daniel Josserand-Jaillet, administrateur civil, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2005 du 27 septembre 2005 portant recrutement de M. Puiava Tehiva en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fangatau ;

Vu la demande présentée par Mme le maire de Fangatau,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Fangatau est donné à M. Puniava Tehiva.

Art. 2.— Le maire de la commune de Fangatau et M. le commandant de la compagnie des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Puniava Tehiva pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 27 juin 2006.
Daniel JOSSERAND-JAILLET.

ARRETE n° HC 314 SATPN du 3 juillet 2006 portant nomination du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 75-765 du 14 août 1975 relatif à la limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires des corps classés en catégorie B, C et D ;

Vu le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-362 du 4 mai 1994 relatif aux adjoints administratifs de la police nationale et modifiant le décret n° 73-877 du 29 août 1973 fixant certaines dispositions particulières applicables aux commis de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1994 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours de recrutement d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2003 modifiant l'arrêté du 9 mai 1995 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours d'adjoints administratifs de la police nationale ;

Vu la circulaire du 10 décembre 1947 au sujet des bonifications de points accordés aux orphelins de guerre mineurs ;

Vu l'arrêté NOR INTC 0600106 A du 14 février 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale ;

Vu l'arrêté n° 117 SATP du 9 mars 2006 portant organisation de deux concours pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté NOR INTC 0600475 A du 22 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle DAPN/SDRH/BR 4-05-4279 du 9 mai 2005 concernant l'organisation des concours externe et interne déconcentrés d'adjoint administratif de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, au titre de l'année 2006, est fixée comme suit :

Présidente : Mme Anne Boquet, haut-commissaire de la République en Polynésie française, ou son représentant, M. Benoît Trevisani, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Membres :

- M. Alain Astre, attaché de police, chef du service administratif et technique de la police ;
- M. Jean-Claude Masson, directeur de préfecture, directeur des actions de l'Etat ;
- Mme Carmen Portal, attachée principale de 2e classe, chef du bureau des ressources humaines et des traitements ;
- Mme Joëlle Guelaud épouse Gaiffe, secrétaire administrative, en fonction à la direction de la sécurité publique.

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 319 SATPN du 5 juillet 2006 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité et la composition de la commission de surveillance des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 75-765 du 14 août 1975 relatif à la limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires des corps classés en catégorie B, C et D ;

Vu le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-362 du 4 mai 1994 relatif aux adjoints administratifs de la police nationale et modifiant le décret n° 73-877 du 29 août 1973 fixant certaines dispositions particulières applicables aux commis de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1994 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours de recrutement d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2003 modifiant l'arrêté du 9 mai 1995 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours d'adjoints administratifs de la police nationale ;

Vu la circulaire du 10 décembre 1947 au sujet des bonifications de points accordés aux orphelins de guerre mineurs ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600106A du 14 février 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale ;

Vu l'arrêté n° 117 SATP du 9 mars 2006 portant organisation de deux concours pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 314/SATPN du 3 juillet 2006 portant nomination du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600475A du 22 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'instruction ministérielle DAPN/SDRH/BR 4-05-4279 du 9 mai 2005 concernant l'organisation des concours externe et interne déconcentrés d'adjoint administratif de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites d'admissibilité pour les concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale au titre de l'année 2006 se dérouleront le lundi 17 juillet 2006 comme suit :

CONCOURS EXTERNE

Centre d'examen	Lieux	Epreuves et horaires
Papeete	Université de la Polynésie française à Punaauia	Explication d'un texte d'ordre général 8 h 30 à 10 heures Durée 1 h 30, coefficient 3
	Collège Anne-Marie-Javouhey à Papeete	Courts exercices 10 h 30 à 12 heures Durée 1 h 30, coefficient 3

CONCOURS INTERNE

Centre d'examen	Lieu	Epreuves et horaires
Papeete	Collège Anne-Marie-Javouhey à Papeete	Rédaction d'une lettre administrative courante 8 h 30 à 10 heures Durée 1 h 30, coefficient 3

Art. 2.— La commission de surveillance est composée comme suit :

- président de la commission de surveillance et chef des centres d'examen de Papeete, M. Alain Astre, chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;
- chef du centre de l'université de la Polynésie française à Punaauia, Mlle Hitiura Ellacott, responsable de la division AG/RH/Contentieux/Recrutement au SATPN de Polynésie française ;
- chef du centre d'Anne-Marie-Javouhey à Papeete, Mlle Titaina Fareata, responsable de la section recrutement au SATPN de Polynésie française.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2006.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

Le directeur de cabinet,

Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 320 SATPN du 5 juillet 2006 fixant les listes des candidats autorisés à concourir aux épreuves écrites d'admissibilité des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, session 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 75-765 du 14 août 1975 relatif à la limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires des corps classés en catégorie B, C et D ;

Vu le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-362 du 4 mai 1994 relatif aux adjoints administratifs de la police nationale et modifiant le décret n° 73-877 du 29 août 1973 fixant certaines dispositions particulières applicables aux commis de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1994 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours de recrutement d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2003 modifiant l'arrêté du 9 mai 1995 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves des concours d'adjoints administratifs de la police nationale ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600106A du 14 février 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale ;

Vu l'arrêté n° 117 SATP du 9 mars 2006 portant organisation de deux concours pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600475A du 22 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au recrutement d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 314 SATPN du 3 juillet 2006 portant nomination du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 319 SATPN du 5 juillet 2006 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité et la composition de la commission de surveillance des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu la circulaire du 10 décembre 1947 relative aux bonifications de points pour les orphelins de guerre mineurs ;

Vu l'instruction ministérielle DAPN/SDRH/BR 4-05-4279 du 9 mai 2005 concernant l'organisation des concours externe et interne déconcentrés d'adjoint administratif de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Sont autorisés à se présenter aux épreuves d'admissibilité pour les concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF au titre de l'année 2006 qui se dérouleront au centre d'examen de Papeete le lundi 17 juillet 2006, les candidats dont les noms figurent sur les listes annexées au présent arrêté (annexe 1 et annexe 2) (1).

Art. 2.— Les candidats seront convoqués individuellement par le service administratif et technique de la police à Papeete.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2006.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

Le directeur de cabinet,

Benoît TREVISANI.

(1) Les annexes peuvent être consultées au service administratif et technique de la police.

ARRETE n° HC 232 SME/BRHT/ET du 13 juillet 2006 modifiant l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 portant délégation de signature à M. Benoît Trevisani, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et aux chefs des bureaux du cabinet.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté n° 5978 du 12 décembre 1978 portant création de la direction de la protection civile ;

Vu le décret du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Anne Boquet, préfète en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° 209 DAF/PERS du 12 août 2003 portant affectation de M. Pascal Mainguy, capitaine de corvette, en qualité d'adjoint-mer à la direction de la protection civile, à compter du 9 août 2003 ;

Vu l'arrêté n° 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 portant délégation de M. Benoît Trevisani, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et aux chefs des bureaux du cabinet ;

Vu la décision n° HC 185 SME/BRHT/ET du 6 juin 2006 portant affectation de M. Fabrice Gonzales, inspecteur des systèmes d'information et de communication, en qualité de chef du service des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'arrêté n° 527 DPAN/RH/PATS du 16 mai 2006 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire portant mutation à compter du 1er juillet 2006 de M. Alain Astre, attaché de police, au service administratif et technique de la police nationale en Polynésie française, en qualité de chef du service administratif et technique de la police ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 susvisé, est complété par les dispositions suivantes :

“à effet de signer les actes suivants :

- les correspondances et actes courants adressés à l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités de la Polynésie française ;
- les correspondances diplomatiques ;
- tous actes relatifs à la communication de l'Etat ;
- les expulsions foncières et locatives et l'octroi de la force publique y afférant ;
- la légalisation des signatures ;
- les arrêtés ouvrant les sessions d'examen pour l'admission aux différents brevets et spécialisations concernant le secourisme et la protection civile ;
- les arrêtés portant désignation des jurys concernant les examens visés ;
- les arrêtés fixant les résultats des examens précités ;
- les arrêtés portant composition et appel des classes pris en application des dispositions du code du service national.”

Art. 2.— L'article 2, paragraphe 4, deuxième alinéa “Fonctionnement du service des systèmes d'information et de communication” est modifié comme suit en ce qui concerne le programme :

Au lieu de : “programme 126” ;

Lire : “programme 216”.

Art. 3.— L'article 6 de l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 est remplacé, à compter du 3 août 2006, par les dispositions suivantes :

“Délégation de signature est donnée à M. Pascal Mainguy, directeur de la protection civile, dans le cadre de ses attributions, pour les actes suivants :

- les avis techniques demandés par les services de l'Etat ;
- les diplômes relatifs à tous types de formation dispensée dans le domaine du secourisme, de la lutte contre l'incendie et des secours en général ;
- les ampliations des arrêtés pris dans le champ de compétence de la direction ;
- les bordereaux de transmission et d'envoi de pièces administratives.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Mainguy, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Alain Boulou, adjoint au directeur de la protection civile.”

Art. 4.— L'article 7 de l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :

“Délégation de signature est donnée à M. Alain Astre, chef du service administratif et technique de la police en Polynésie française, dans le cadre de ses attributions pour les actes suivants :

- 1° Tous les actes à caractère interne relatifs à la gestion du service et aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés, des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou à l'administration de la Polynésie française et ses établissements publics, des décisions de déplacements de personnels et des marchés ;
- 2° Les sanctions disciplinaires du premier groupe, avertissements et blâmes, à l'encontre des personnels du corps d'encadrement et d'application de la police nationale et du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, et des agents placés sous l'autorité du service administratif et technique de la police en Polynésie française ;
- 3° Les ampliations des actes administratifs du haut-commissaire de la République de la Polynésie française ;
- 4° L'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel) sur le programme 176, police nationale d'un montant inférieur à 45 740 euros imputées sur le budget de l'Etat du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, dans les domaines d'attribution du service ;
- 5° Les états et attestations de service fait relatifs à la paie et aux indemnités de toutes natures supplémentaires au traitement de base des personnels du service administratif et technique de la police et des services de police de la police nationale en fonction en Polynésie française sur le budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, programme 176, police nationale, article de regroupement 01, dépenses de personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Astre, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- Mlle Hitiura Ellacott, uniquement les paragraphes 1, 2 et 3 ;
- M. Christian Roussel, uniquement les paragraphes 4 et 5.”

Art. 5.— Il est inséré à l'arrêté n° HC 68 SME/BRHT/ET du 20 février 2006, l'article 5-1 ainsi rédigé :

“Délégation de signature est donnée à M. Fabrice Gonzales, chef du service des systèmes d'information et de communication, dans le cadre de ses attributions, pour les actes suivants :

- les courriers à caractère technique inhérents aux domaines des télécommunications et de l'informatique ;
- les bons de commande, prise en charge des bons de livraison, certifications des services faits, contrats relatifs aux domaines des télécommunications et de l'informatique, pour les budgets dont le SSIC est service dépensier ;
- les bons de commande de lignes téléphoniques et ouvertures de ligne Vini ;
- les courriers afférents à la gestion administrative et indemnitaire des personnels en exercice au service SSIC.”

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet du haut-commissaire et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2006.
Anne BOQUET.

Par arrêté n° 7-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 12 mai 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Nuku Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée “Aménagement d'une salle d'exposition à Hatiheu”.

Description de l'opération

L'opération consiste en l'aménagement d'une salle de classe désaffectée de l'école de Hatiheu, et notamment :

- aménagement d'un accès (trottoir en béton avec chape bouchardée) ;
- portail et clôture (27 mètres) ;
- électricité générale ;
- mobilier en bois local pour exposition.

Le coût de cette opération a été estimé à 4 600 000 F CFP, soit 38 548 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune (20 %)	920 000 F CFP,	soit 7 709,60 €
- Etat 2006 (80 %)	3 680 000 F CFP,	soit 30 838,40 €
Coût total (100 %)	4 600 000 F CFP,	soit 38 548 €

Par arrêté n° 8-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 12 mai 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Nuku Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée “Sirènes d'alerte pour Aakapa et Taipivai”.

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition et l'installation à Aakapa et Taipivai de deux sirènes électroniques 360° et 136 dB (A) comprenant :

- l'acquisition proprement dite de deux sirènes électroniques avec alimentation de secours sur batteries ;
- une commande par liaison satellite pour déclenchement à distance ;
- l'installation dans une zone dégagée ;
- la construction ou l'hébergement du matériel de commande et des batteries dans un local protégé.

Le coût de cette opération a été estimé à 4 100 000 F CFP, soit 34 358 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds communaux (10 %)	410 000 F CFP,	soit	3 435,80 €
- Etat FIDES (30 %)	1 230 000 F CFP,	soit	10 307,40 €
- Etat DGE (60 %)	2 460 000 F CFP,	soit	20 614,80 €
Coût total (100 %)	4 100 000 F CFP,	soit	34 358 €

Par arrêté n° 10-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 12 mai 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de voirie communale à Hakamaii".

Description de l'opération

L'opération consiste à effectuer des travaux de voirie communale à Hakamaii comprenant :

- la maîtrise du foncier ;
- la construction d'une chaussée en béton de 0,15 centimètres (de 3,5 mètres de large sur 314 mètres et 2,5 mètres de large sur 374 mètres) ;
- la construction de caniveaux sur l'ensemble, soit 688 mètres.

Le coût de cette opération a été estimé à 13 000 000 F CFP, soit 108 940 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds communaux (20 %)	2 600 000 F CFP,	soit	21 788 €
- Etat FIDES (20 %)	2 600 000 F CFP,	soit	21 788 €
- Etat DGE (60 %)	7 800 000 F CFP,	soit	65 364 €
Coût total (100 %)	13 000 000 F CFP,	soit	108 940 €

Par arrêté n° 15-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 23 mai 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etudes du pont Pohokua à Hanavave".

Description de l'opération

L'opération consiste à effectuer des études d'un nouveau pont à Pohokua, et notamment :

- une mission complète de maîtrise d'œuvre (études et suivi des travaux) ;
- le contrôle des études (bureau de contrôle reconnu).

Le coût de cette opération a été estimé à 2 500 000 F CFP, soit 20 950 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune (24 %)	600 000 F CFP,	soit	5 028 €
- Etat 2006 (76 %)	1 900 000 F CFP,	soit	15 922 €
Coût total (100 %)	2 500 000 F CFP,	soit	20 950 €

Par arrêté n° 18-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 15 juin 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Ua Huka pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de route à Vaipae".

Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux de construction d'une chaussée en béton le long de la rivière de la vallée de Vaipae d'une longueur de 300 mètres, d'une largeur de 3 mètres et d'une épaisseur de 0,15 mètre.

Le coût de cette opération a été estimé à 6 000 000 F CFP, soit 50 280 €.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune (40 %)	2 400 000 F CFP,	soit	20 112 €
- Etat DGE (60 %)	3 600 000 F CFP,	soit	30 168 €
Coût total (100 %)	6 000 000 F CFP,	soit	50 280 €

Par arrêté n° 19-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 16 juin 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Ua Huka pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une sirène d'alerte pour Hokatu".

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition et l'installation à Hokatu d'une sirène électronique 360° et 136 dB (A) comprenant :

- l'acquisition proprement dite d'une sirène électronique avec alimentation de secours sur batteries ;
- une commande par liaison satellite pour déclenchement à distance ;

- l'installation dans une zone dégagée ;
- la construction ou l'hébergement du matériel de commande et des batteries dans un local protégé.

Le coût de cette opération a été estimé à 2 050 000 F CFP, soit 17 179 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds communaux (10 %)	205 000 F CFP,	soit	1 717,90 €
- Etat FIDES (30 %)	615 000 F CFP,	soit	5 153,70 €
- Etat DGE (60 %)	1 230 000 F CFP,	soit	10 307,40 €
<i>Coût total (100 %)</i>	<i>2 050 000 F CFP,</i>	<i>soit</i>	<i>17 179 €</i>

Par arrêté n° 20-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 16 juin 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Ua Huka pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une sirène d'alerte pour Hokatu".

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition et l'installation à Hokatu d'une sirène électronique 360° et 136 dB (A) comprenant :

- l'acquisition proprement dite de trois sirènes électronique avec alimentation de secours sur batteries ;
- une commande par liaison satellite pour déclenchement à distance ;
- l'installation dans une zone dégagée ;
- la construction ou l'hébergement du matériel de commande et des batteries dans un local protégé.

Le coût de cette opération a été estimé à 2 050 000 F CFP, soit 17 179 € toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds communaux (10 %)	205 000 F CFP,	soit	1 717,90 €
- Etat FIDES (60 %)	1 230 000 F CFP,	soit	10 307,40 €
- Etat DGE (30 %)	615 000 F CFP,	soit	5 153,70 €
<i>Coût total (100 %)</i>	<i>2 050 000 F CFP,</i>	<i>soit</i>	<i>17 179 €</i>

Par arrêté n° 309 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en date du 22 juin 2006.— Sont admis à l'examen du monitorat national des premiers secours, qui s'est déroulé le 19 juin 2006 au lycée hôtelier de Punaauia (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

MM. Yoan Chahaut, Léon Sichoix et Mlle Marie Tetua.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION SANTE n° 57-06 du 23 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française.

Entre :

- l'Etat, ministère de l'outre-mer, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. le Président de la Polynésie française, ci-après désigné "la Polynésie française",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention définit les modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention versée par l'Etat à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Amélioration des communications entre les services de santé" dans les archipels, consistant dans l'achat de téléphones portables à liaison satellite pour équiper les structures sanitaires.

Art. 2.— *Plan de financement*

L'opération décrite sur la fiche projet est financée comme suit :

- amélioration des communications
entre les services de santé 80 000 € HTVA 9 546 539 F CFP HTVA

La TVA reste à la charge de la Polynésie française.

La participation de l'Etat est limitée au montant réel de la dépense, dans la limite maximale fixée ci-dessus.

Art. 3.— *Participation de l'Etat*

L'Etat finance la totalité de l'opération, soit 80 000 € HTVA, soit 9 546 539 F CFP. Sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement, la participation de l'Etat se fera sous forme de 2 dotations réparties comme suit :

- 56 000 € ;
- le solde dès réception des autorisations d'engagement complémentaires.

Art. 4.— *Versement*

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de l'Etat, d'un montant de 80 000 €, fera l'objet de deux versements :

- une avance de 40 000 € à la signature de la convention ;
- le solde de la participation, soit 50 %, sera versé au plus tard le 31 décembre 2006, sur production des documents suivants :
 - le bilan financier en dépenses et recettes accompagné d'un état des mandatement hors TVA relatifs aux dépenses pour cette opération, visé par le payeur du territoire ainsi que le bilan qualitatif de l'opération ;
 - le certificat de réception des téléphones dans les structures.

Art. 5.— *Engagement de la Polynésie française*

En contrepartie de la participation de l'Etat, la Polynésie française est tenue :

- d'effectuer l'action selon le calendrier indiqué sur la fiche projet ;
- d'utiliser la subvention conformément à son objet ;
- de ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat (avenant) ;
- de faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- de tenir durant toute la durée d'utilisation des crédits une comptabilité administrative du financement de l'action subventionnée ;
- de faire référence à la participation de l'Etat dans le cadre de la convention santé - solidarité à l'occasion de chaque action de médiatisation.

Art. 6.— *Evaluation*

La Polynésie française s'engage à mettre en place et à communiquer à l'Etat une évaluation de la mesure de financement tant sur un plan quantitatif que qualitatif, au plus tard 1 an après signature de la convention.

La Polynésie française doit établir une évaluation des mesures prises dans le cadre de l'application de la présente convention. Ce dispositif peut être constitué des indicateurs suivants :

- le nombre de communications avec le SAMU ;
- le nombre de communications dans le cadre de la prise en charge urgente des patients ;
- les instructions élaborées à l'attention des structures de santé.

Art. 7.— Conséquence du non-respect des obligations

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente convention.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la Polynésie française.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de la convention.

Art. 8.— Modification

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Art. 9.— Expiration

La présente convention expire le 31 décembre 2006.

CONVENTION SANTE n° 58-06 du 23 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française.

Entre :

- l'Etat, ministère de l'outre-mer, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. le Président de la Polynésie française, ci-après désigné "la Polynésie française",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention définit les modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention versée par l'Etat à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux pour l'archipel des îles Sous-le-Vent" à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, conformément à la fiche projet.

Art. 2.— Plan de financement

L'opération décrite sur la fiche projet est financée comme suit :

- traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux pour l'archipel des îles Sous-le-Vent 290 000 € HTVA 34 606 205 F CFP HTVA

La TVA reste à la charge de la Polynésie française.

La participation de l'Etat est limitée au montant réel de la dépense, dans la limite maximale fixée ci-dessus.

Art. 3.— Participation de l'Etat

L'Etat finance la totalité de l'opération, soit 290 000 € HTVA, soit 34 606 205 F CFP. Sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement, la participation de l'Etat se fera sous forme de 2 dotations réparties comme suit :

- 203 000 € ;
- le solde des réception des autorisations d'engagement complémentaires.

Art. 4.— Versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de l'Etat, d'un montant de 290 000 €, fera l'objet de deux versements :

- une avance de 145 000 € à la signature de la convention ;
- le solde de la participation, soit 50 %, sera versé au plus tard le 31 décembre 2006, sur production des documents suivants :
 - le bilan financier en dépenses et recettes accompagné d'un état des mandatement hors TVA relatifs aux dépenses pour cette opération, visé par le payeur du territoire ainsi que le bilan qualitatif de l'opération ;
 - un certificat de réception du matériel à l'hôpital de Uturoa.

Art. 5.— Engagement de la Polynésie française

En contrepartie de la participation de l'Etat, la Polynésie française est tenue :

- d'effectuer l'action selon le calendrier indiqué sur la fiche projet ;
- d'utiliser la subvention conformément à son objet ;
- de ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat (avenant) ;
- de faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- de tenir durant toute la durée d'utilisation des crédits une comptabilité administrative du financement de l'action subventionnée ;
- de faire référence à la participation de l'Etat dans le cadre de la convention santé - solidarité à l'occasion de chaque action de médiatisation ;
- d'acquérir un matériel conforme aux normes environnementales.

Art. 6.— Evaluation

La Polynésie française s'engage à mettre en place et à communiquer à l'Etat une évaluation de la mesure de financement tant sur un plan quantitatif que qualitatif, au plus tard 1 an après signature de la convention.

La Polynésie française doit établir une évaluation des mesures prises dans le cadre de l'application de la présente convention. Ce dispositif peut être constitué des indicateurs suivants :

- le volume de déchets d'activité de soins à risque infectieux traité ;

- la liste des professionnels de santé adressant leurs déchets d'activité de soins ;
- le questionnaire d'auto-évaluation relatif au traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux.

Art. 7.— Conséquence du non-respect des obligations

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente convention.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la Polynésie française.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de la convention.

Art. 8.— Modification

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Art. 9.— Expiration

La présente convention expire le 31 décembre 2006.

CONVENTION SANTE n° 59-06 du 23 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française.

Entre :

- l'Etat, ministère de l'outre-mer, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. le Président de la Polynésie française, ci-après désigné "la Polynésie française",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention définit les modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention versée par l'Etat à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Amélioration de la sécurité et de la qualité de la prise en charge au sein des structures de santé de Polynésie française" pour l'ensemble des archipels de la Polynésie française, conformément à la fiche projet.

Art. 2.— Plan de financement

L'opération décrite sur la fiche projet est financée comme suit :

- amélioration continue de la qualité des soins dans les structures de santé 225 000 € HTVA 26 849 642 F CFP HTVA

La TVA reste à la charge de la Polynésie française.

La participation de l'Etat est limitée au montant réel de la dépense, dans la limite maximale fixée ci-dessus.

Art. 3.— Participation de l'Etat

L'Etat finance la totalité de l'opération, soit 225 000 € HTVA, soit 26 849 642 F CFP. Sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement, la participation de l'Etat se fera sous forme de 2 dotations réparties comme suit :

- 157 500 € ;
- le solde des réception des autorisations d'engagement complémentaires.

Art. 4.— Versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de l'Etat, d'un montant de 225 000 €, fera l'objet de deux versements :

- une avance de 112 500 € à la signature de la convention ;
- le solde de la participation, soit 50 %, sera versé au plus tard le 31 décembre 2006, sur production des documents suivants :
 - le bilan financier en dépenses et recettes accompagné d'un état des mandatement hors TVA relatifs aux dépenses pour cette opération, visé par le payeur du territoire ainsi que le bilan qualitatif de l'opération ;
 - un exemplaire des ouvrages réalisés.

Art. 5.— Engagement de la Polynésie française

En contrepartie de la participation de l'Etat, la Polynésie française est tenue :

- d'effectuer l'action conformément à la fiche projet ;
- d'utiliser la subvention conformément à son objet ;
- de ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat (avenant) ;
- de faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- de tenir durant toute la durée d'utilisation des crédits une comptabilité administrative du financement de l'action subventionnée ;
- de faire référence à la participation de l'Etat dans le cadre de la convention santé - solidarité à l'occasion de chaque action de médiatisation.

Art. 6.— Evaluation

La Polynésie française s'engage à mettre en place et à communiquer à l'Etat une évaluation de la mesure de financement tant sur un plan quantitatif que qualitatif, au plus tard 1 an après signature de la convention.

La Polynésie française doit établir une évaluation des mesures prises dans le cadre de l'application de la présente convention. Ce dispositif peut être constitué des indicateurs suivants :

- des questionnaires de satisfaction des patients ;
- le recensement des plaintes et dysfonctionnements ;
- le questionnaire d'auto-évaluation relatif à l'utilisation des protocoles et des procédures.

Art. 7.— Conséquence du non-respect des obligations

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente convention.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la Polynésie française.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de la convention.

Art. 8.— Modification

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Art. 9.— Expiration

La présente convention expire le 31 décembre 2006.

CONVENTION SANTE n° 60-06 du 23 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française.

Entre :

- l'Etat, ministère de l'outre-mer, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. le Président de la Polynésie française, ci-après désigné "la Polynésie française",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention définit les modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention versée par l'Etat à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Création d'une maison de l'hygiène et de la prévention" à Atuona, île de Hiva Oa, Marquises, conformément à la fiche projet.

Art. 2.— Plan de financement

L'opération décrite sur la fiche projet est financée comme suit :

- création d'une maison de l'hygiène et de la prévention	35 000 € HTVA	4 176 610 F CFP HTVA
--	---------------	----------------------

La TVA reste à la charge de la Polynésie française.

La participation de l'Etat est limitée au montant réel de la dépense, dans la limite maximale fixée ci-dessus.

Art. 3.— Participation de l'Etat

L'Etat finance la totalité de l'opération, soit 35 000 € HTVA, soit 4 176 610 F CFP. Sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement, la participation de l'Etat se fera sous forme de 2 dotations réparties comme suit :

- 24 500 € ;
- le solde dès réception des autorisations d'engagement complémentaires.

Art. 4.— Versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de l'Etat, d'un montant de 35 000 €, fera l'objet de deux versements :

- une avance de 17 500 € à la signature de la convention ;
- le solde de la participation, soit 50 %, sera versé au plus tard le 31 décembre 2006, sur production des documents suivants :
 - le bilan financier en dépenses et recettes accompagné d'un état des mandatements hors TVA relatifs aux dépenses pour cette opération, visé par le payeur du territoire ainsi que le bilan qualitatif de l'opération ;
 - une attestation de fin d'opération.

Art. 5.— Engagement de la Polynésie française

En contrepartie de la participation de l'Etat, la Polynésie française est tenue :

- d'effectuer l'action selon le calendrier indiqué sur la fiche projet ;
- d'utiliser la subvention conformément à son objet ;
- de ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat (avenant) ;
- de faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- de tenir durant toute la durée d'utilisation des crédits une comptabilité administrative du financement de l'action subventionnée ;
- de faire référence à la participation de l'Etat dans le cadre de la convention santé - solidarité à l'occasion de chaque action de médiatisation.

Art. 6.— Evaluation

La Polynésie française s'engage à mettre en place et à communiquer à l'Etat une évaluation de la mesure de financement tant sur un plan quantitatif que qualitatif, au plus tard 1 an après signature de la convention.

La Polynésie française doit établir une évaluation des mesures prises dans le cadre de l'application de la présente convention. Ce dispositif peut être constitué des indicateurs suivants :

- les plannings d'utilisation des salles ;
- la liste des programmes de prévention concernés ;
- le questionnaire d'auto-évaluation relatif aux programmes de prévention.

Art. 7.— Conséquence du non-respect des obligations

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus,

L'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente convention.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la Polynésie française.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de la convention.

Art. 8.— *Modification*

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Art. 9.— *Expiration*

La présente convention expire le 31 décembre 2006.

CONVENTION SANTE n° 63-06 du 27 juin 2006 relative à la participation de l'Etat au financement des actions de santé de la Polynésie française.

Entre :

- l'Etat, représenté par M. le ministre,

Et :

- le gouvernement de la Polynésie française, représenté par M. le Président de la Polynésie française, ci-après désigné "la Polynésie française",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention définit les modalités de financement, de versement et d'utilisation de la subvention versée par l'Etat à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Lutte antivectorielle" pour l'ensemble des archipels de la Polynésie française, conformément à la fiche projet.

Art. 2.— *Plan de financement*

L'opération décrite sur la fiche projet est financée comme suit :

- lutte antivectorielle 290 000 € HTVA 34 606 205 F CFP HTVA

La TVA reste à la charge de la Polynésie française.

La participation de l'Etat est limitée au montant réel de la dépense, dans la limite maximale fixée ci-dessus.

Art. 3.— *Participation de l'Etat*

L'Etat finance la totalité de l'opération, soit 290 000 € HTVA, soit 34 606 205 F CFP. Sous réserve de la disponibilité des autorisations d'engagement, la participation de l'Etat se fera sous forme de 2 dotations réparties comme suit :

- 203 000 € ;
- le solde dès réception des autorisations d'engagement complémentaires.

Art. 4.— *Versement*

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de l'Etat, d'un montant de 290 000 €, fera l'objet de deux versements :

- une avance de 145 000 € à la signature de la convention ;
- le solde de la participation, soit 50 %, sera versé au plus tard le 31 décembre 2006, sur production des documents suivants :
 - le bilan financier en dépenses et recettes accompagné d'un état des mandatements hors TVA relatifs aux dépenses pour cette opération, visé par le payeur du territoire ainsi que le bilan qualitatif de l'opération ;
 - un certificat de réception du matériel.

Art. 5.— *Engagement de la Polynésie française*

En contrepartie de la participation de l'Etat, la Polynésie française est tenue :

- d'effectuer l'action selon le calendrier indiqué sur la fiche projet ;
- d'utiliser la subvention conformément à son objet ;
- de ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit de l'Etat (avenant) ;
- de faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- de tenir durant toute la durée d'utilisation des crédits une comptabilité administrative du financement de l'action subventionnée ;
- de faire référence à la participation de l'Etat dans le cadre de la convention santé - solidarité à l'occasion de chaque action de médiatisation.

Art. 6.— *Evaluation*

La Polynésie française s'engage à mettre en place et à communiquer à l'Etat une évaluation de la mesure de financement tant sur un plan quantitatif que qualitatif, au plus tard 1 an après signature de la convention.

La Polynésie française doit établir une évaluation des mesures prises dans le cadre de l'application de la présente convention. Ce dispositif peut être constitué des indicateurs suivants :

- nombre de lieux traités au niveau de la lutte anti-larvaire ;
- nombre d'équipes d'agents communaux disponibles ;
- nombre de formations à la lutte antivectorielle organisées ;
- nombre de brochures diffusées ;
- questionnaire d'auto-évaluation relatif aux programmes de prévention.

Art. 7.— *Conséquence du non-respect des obligations*

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente convention.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou serait utilisée à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par la Polynésie française.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de la convention.

Art. 8.— *Modification*

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

Art. 9.— *Expiration*

La présente convention expire le 31 décembre 2006.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

AVIS n° 2006-14 A/APF du 6 juillet 2006 sur le projet de décret fixant pour les années 2004, 2005 et 2006 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la lettre n° 1039 DRCL du 16 juin 2006 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de décret fixant pour les années 2004, 2005 et 2006 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 72-2006 du 28 juin 2006 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 6 juillet 2006,

Emet l'avis suivant :

Le projet de décret fixant pour les années 2004, 2005 et 2006 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française, sous réserve toutefois que les 1°, 2° et 3° de l'article 1er du projet de décret soient remplacés par la rédaction suivante :

- 1° Pour l'année 2004, à 15 % du total des impôts, droits et taxes perçus pendant l'année 2004 ;
- 2° Pour l'année 2005, à 15 % du total des impôts, droits et taxes perçus pendant l'année 2005 ;
- 3° Pour l'année 2006, à 17 % du total des impôts, droits et taxes perçus pendant l'année 2006.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

DELIBERATION n° 2006-37 APF 6 juillet 2006 relative à la transformation en société d'économie mixte de la société anonyme "Te Mau Ito Api".

NOR : MET0601054DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 529 CM du 9 juin 2006 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 65-2006 du 28 juin 2006 de la commission de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public ;

Dans sa séance du 6 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— L'adaptation des statuts de la société anonyme "Te Mau Ito Api" aux statuts types des sociétés d'économie mixte locales est autorisée simultanément à la prise de participation du pays dans le capital social de la société.

L'objet de la société est le suivant :

- la production, le transport et la distribution d'énergie électrique à partir de centrales mixtes énergie renouvelable/combustibles fossiles. La production d'énergie renouvelable devra être prioritaire et sa proportion dans la production totale maximisée ;
- la participation de la société à toutes opérations susceptibles de se rattacher audit objet par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, acquisition, location ou location-gérance de fonds de commerce ;
- ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement audit objet, ou à tous objets similaires ou connexes.

Art. 2.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

DELIBERATION n° 2006-38 APF du 6 juillet 2006 portant transfert de parcelles du domaine public de la Polynésie française au domaine public de la commune de Faa'a.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 56 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération du conseil municipal de Faa'a en date du 14 septembre 2005 acceptant le transfert des parcelles cadastrées C 191, D 303, I 376, S 850 et 194, et T 173, 524, 541, 542, 788 et 823 appartenant au domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 904 MLA en date du 13 juillet 2005 du ministre de l'urbanisme, du logement et des affaires foncières ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la proposition de délibération déposée par Mme la représentante Rosina Chin Foo et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 8389 du 22 juin 2006 ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 66-2006 du 28 juin 2006 de la commission de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public ;

Dans sa séance du 6 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— Les parcelles du domaine public de la Polynésie française, cadastrées C 191, D 303, I 376, S 850, S 194, T 173, T 541, T 542 et T 788, situées sur le territoire de la commune de Faa'a, ainsi que les équipements et immeubles qu'elles supportent, tels qu'ils sont décrits dans le tableau joint en annexe, sont transférés au domaine public de la commune de Faa'a.

Art. 2.— Le transfert des parcelles citées à l'article 1er sera effectif à compter de la signature d'un procès-verbal de remise définissant, en particulier, la consistance et la superficie des parcelles en cause.

Ce procès-verbal devra être établi entre la Polynésie française et la commune de Faa'a dans un délai maximum de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de la présente délibération.

A défaut de signature dans ce délai, le transfert sera considéré comme réalisé selon les mentions figurant dans le tableau joint en annexe à la présente délibération.

Art. 3.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

ANNEXE

à la délibération n° 2006-38 APF du 6 juillet 2006

Désignation	Référence cadastrale		Superficie en mètres carrés	Destination
	Section	N°		
Ruoto parcelle	C	191	4 139	Ecole Heiri maternelle
Pouhono Tefaurai parcelle	D	303	16 651	Ecole Piafau primaire, salle omni-sports et cuisine centrale
Avataiura Punaao Vaiaha	I	376	6 805	Ecole Vaiaha primaire
Teahia parcelle	S	850	2 375	Dispensaire "Mont-Sinaï"
Teahara Mouatiaoro Faretaara	S	194	846	
Domaine Pamatai, lot n° 3, n° 4 et n° 5 partie	T	173	764	Station de pompage Tarahu
Paroa 1.2 Taharuu partie	T	541	846	Réservoir Pupure Taee
Paroa 1.2 Taharuu partie	T	542	1 684	Forage Paroa
Ancienne propriété Bonnelin	T	788	9 600	Forage Paroa
				Ecole Oremu primaire et CJA

DELIBERATION n° 2006-39 APF du 7 juillet 2006 portant modification d'une disposition du code des postes et télécommunications en Polynésie française.

NOR : OPT0602012DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1023 AT du 8 mars 1985 modifiée portant création de l'établissement public territorial dénommé "Office des postes et télécommunications" ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 530 CM du 9 juin 2006 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 67-2006 du 28 juin 2006 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 7 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— Au sein de l'article D. 311-3 du code des postes et télécommunications, la disposition suivante :

"La certification des comptes de l'Office des postes et télécommunications est assurée par deux commissaires aux comptes nommés par arrêté en conseil des ministres, sur proposition de son conseil d'administration."

est remplacée par :

"La certification des comptes de l'Office des postes et télécommunications est assurée par deux commissaires aux comptes nommés par délibération du conseil d'administration."

Art. 2.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président de séance,
Jean-Michel CARLSON.

DELIBERATION n° 2006-40 APF du 7 juillet 2006 approuvant le compte administratif de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2005.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi

n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2004-107 APF du 23 décembre 2004 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2005 ;

Vu la délibération n° 2004-109 APF du 23 décembre 2004 modifiée approuvant le budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2005 ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la proposition de délibération déposée par M. Philip Schyle, président de l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 7785 du 8 juin 2006 ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 73-2006 du 30 juin 2006 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 7 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes budgétaires totales de l'assemblée de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2005 et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur de l'assemblée de la Polynésie française s'élèvent à la somme de 2 730 987 626 F CFP (*deux milliards sept cent trente millions neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-six francs*).

Art. 2.— Les dépenses budgétaires totales de l'assemblée de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2005 et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur de l'assemblée de la Polynésie française s'élèvent à la somme de 2 209 908 863 F CFP (*deux milliards deux cent neuf millions neuf cent huit mille huit cent soixante-trois francs*).

Art. 3.— Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

Art. 4.— La concordance entre le compte administratif et le compte de gestion de l'assemblée de la Polynésie française est constatée.

Art. 5.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE
BALANCE GENERALE - EXERCICE 2005

ANNEXE I

DEPENDENSES

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
CHAP	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES (a)	PREVISIONS MODIFIEES (b)	REALISATIONS MANDATS ©
931	Personnel Permanent	759 354 000	759 354 000	712 014 111
933	Pouvoirs Publics	1 288 661 000	1 288 661 000	1 092 856 786
935	Administration Générale	423 794 000	423 794 000	270 467 231
970	Prélèvement fonctionnement	0	30 000 000	30 000 000
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		2 471 809 000	2 501 809 000	2 105 338 128

RECETTES

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
CHAP	LIBELLES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS MODIFIEES	REALISATIONS
931	Personnel Permanent	0	0	11 711 457
933	Pouvoirs Publics	0	0	20 819 878
935	Administration Générale	2 471 809 000	2 471 809 000	2 474 661 669
970	Charges et produits non affectés	0	30 000 000	0
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		2 471 809 000	2 501 809 000	2 507 193 004

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

CHAP	ART	LIBELLES	B. PRIMITIF	B. MODIFIE	REALISATIONS
900	132	Etudes	5 000 000	31 509 995	9 948 180
	214-0	Matériel et mobilier	46 400 000	64 811 245	42 344 289
	215-0	Matériel de transport	19 920 000	36 429 607	2 209 000
	218-0	Logiciels	11 000 000	20 305 692	6 807 385
	230	Travaux neufs	1 000 000	39 685 640	4 078 270
	231-2	Grosses réparations	59 000 000	122 587 105	39 183 611
		Total du chapitre 900	142 320 000	315 329 284	104 570 735
927	060	Résultat d'investissement reporté			
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			142 320 000	315 329 284	104 570 735

TOTAL GENERAL	2 614 129 000	2 817 138 284	2 209 908 883
---------------	---------------	---------------	---------------

SOLDE DE L'EXERCICE 2005	521 078 763
SOLDE SECTION DE FONCTIONNEMENT	401 854 876
SOLDE SECTION D'INVESTISSEMENT	119 223 887

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

CHAP	ART	LIBELLES	B. PRIMITIF	B. MODIFIE	REALISATIONS
900	105-3	Participation du budget général	0	0	142 320 000
900	132	Frais d'études ou de recherche	5 000 000	5 000 000	0
900	132-8	Amortissement des frais d'études	0	0	170 000
900	214	Matériel, outillage et mobilier	46 400 000	46 400 000	0
900	214-8	Amortissement du matériel outillage et mobilier	0	0	34 391 268
900	215	Matériel de transport	19 920 000	19 920 000	845 000
900	215-8	Amortissement du matériel de transport	0	0	15 628 079
900	218	Immobilisations incorporelles	11 000 000	11 000 000	0
900	218-8	Amortissement des immobilisations incorporelles	0	0	240 275
900	230-2	Travaux neufs	1 000 000	1 000 000	0
900	231-2	Bâtiments	59 000 000	59 000 000	0
925	060	Résultat d'investissement reporté	0	143 009 284	0
925	115-00	Excédents de fonctionnement capitalisés	0	30 000 000	30 000 000
		TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	142 320 000	315 329 284	223 794 622

TOTAL GENERAL	2 614 129 000	2 817 138 284	2 730 987 626
---------------	---------------	---------------	---------------

	RESULTATS CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT		RESULTATS DE L'EXERCICE 2005		RESULTATS CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2005	
	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT
FONCTIONNEMENT		574 657 445		401 854 876		978 512 321
INVESTISSEMENT		149 549 443		119 223 887		268 773 330

ANNEXE II

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - EXERCICE 2005

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Réalisations 2005	% Réalisations 2005
931	827 829	Produits sur exercices antérieurs Mandats annulés (ou atteints par déchéances)			1986248 9725209	
Total du chapitre 931 - Personnel permanent			0	0	11711457	
933	790 827 829	Produits exceptionnels Produits sur exercices antérieurs Mandats annulés (ou atteints par déchéances)			19357602 1462276	
Total du chapitre 933 - Pouvoirs publics			0	0	20819878	
935	733-97 733-99 737 737-3 799 829	Recouvrement des frais de téléphone Recouvrement divers Participations et contributions Subvention du budget général Autres produits exceptionnels Mandats annulés (ou atteints par déchéances)	2471809000	2471809000	2839169 2471809000 13500	
Total du chapitre 935 - Administration générale			2471809000	2471809000	2474661669	
970	820	Résultat de fonctionnement reporté		30000000		
Total du chapitre 970 - Charges et produits non affectés			0	30000000	0	
TOTAL			2471809000	2501809000	2507193004	

ANNEXE III

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - EXERCICE 2005

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chapitre	Article	Libellé	Prévisions primitives	Prévisions modifiées	Réalisations 2005	% Réalisations 2005
900	105-3	Participation du budget général			142320000	
900	132	Frais d'études ou de recherche	5000000	5000000		
900	132-8	Amortissement des frais d'études			170000	
900	214	Matériel, outillage, mobilier	46400000	46400000		
900	214-8	Amortissement du matériel outillage et mobilier			34391268	
900	215	Matériel de transport	19920000	19920000	845000	
900	215-8	Amortissement du matériel de transport			15828079	
900	218	Immobilisations incorporelles	11000000	11000000		
900	218-8	Amortissement des immobilisations incorporelles			240275	
900	230-2	Bâtiments	1000000	1000000		
900	231-2	Bâtiments	59000000	59000000		
Total du chapitre 900			142320000	142320000	193794622	
925	60	Résultat d'investissement reporté			143009284	
925	115-00	Excédents de fonctionnement capitalisés		30000000	30000000	
Total du chapitre 925			0	173009284	30000000	
Total général			142320000	316329284	223794622	

ANNEXE IV

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - EXERCICE 2005

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

Chap	Article	Libellés	Prévisions primitives (a)	Prévisions modifiées (b)	Réalisations mandats ©	% (c/a)	% (c/b)
931	610	Rémunération brute du personnel permanent	547 505 000	491 615 589	475 339 795	86,82%	96,69%
	611	Rémunération brute du personnel de remplacement	6 130 000	74 687 966	66 584 903	1086,21%	89,15%
	614	Heures supplémentaires	7 000 000	16 426 443	11 727 814	167,54%	71,40%
	618	Charges sociales, part patronale	141 409 000	133 405 640	121 740 020	86,09%	91,26%
	639	Autres travaux et services extérieurs	57 010 000	13 010 000	8 127 108	14,26%	62,47%
	644	Honoraires médicaux et frais pharmaceutiques	300 000	300 000	0	0,00%	0,00%
	826	Charges sur exercices antérieurs	0	29 660 531	28 246 640		95,23%
	828	Titres annulés ou admis en non valeur	0	24 783 1	24 783 1		100,00%
Total du chapitre 931 - Personnel permanent			759 354 000	759 354 000	712 014 111	93,77%	93,77%
933	610	Rémunération brute du personnel	479 143 000	282 033 362	192 771 087	40,23%	68,35%
	618	Charges sociales, part patronale	268 148 000	242 709 724	176 872 489	65,96%	72,87%
	640-1	Contributions versées aux groupes politiques	0	29 036 674	27 939 025		96,22%
	640-2	Collaborateurs des représentants à l'APF	0	176 030 000	175 394 465		99,64%
	666	Indemnités des élus	54 137 000	54 098 368	50 249 687	92,82%	92,89%
	699	Autres charges exceptionnelles	0	320 000	320 000		100,00%
	826	Charges sur exercices antérieurs	0	17 547 559	17 062 863		97,24%
	828	Titres annulés ou admis en non valeur					
Total du chapitre 933 - Pouvoirs publics			1 288 661 000	1 288 661 000	1 092 856 786	84,81%	84,81%
935	600	Produits pharmaceutiques & d'hygiène	1 300 000	1 300 000	1 077 616	82,89%	82,89%
	601	Alimentation	2 400 000	2 381 034	1 506 214	62,76%	63,26%
	602	Habillage	2 400 000	2 105 750	571 790	23,82%	27,15%
	603	Carburants et produits de garage	1 005 000	8 050 000	3 946 557	39,27%	49,03%
	604	Combustibles	100 000	100 000	21 372	21,37%	21,37%
	605	Produits d'entretien ménager	1 500 000	1 480 251	1 370 781	91,39%	92,60%
	606	Fournitures de voirie	300 000	300 000	41 760	13,92%	13,92%
	608	Fournitures de bureau	16 000 000	15 795 974	8 804 229	55,03%	55,74%
	609	Autres denrées et fournitures consommées	6 000 000	7 993 388	7 944 118	132,40%	99,38%
	620	Impôt et taxe	3 400 000	3 400 000	3 358 394	98,78%	98,78%
	630	Loyers et charges locatives	30 000 000	27 482 378	7 751 600	25,84%	28,21%
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	12 000 000	11 614 433	9 672 851	80,61%	83,28%
	632	Travaux d'exploitation à l'entreprise	2 182 000	2 182 000	0	0,00%	0,00%
	633	Acquisition petit matériel, outils et mobiliers	4 500 000	4 442 254	4 158 225	92,41%	93,61%
	634	Electricité, eau, gaz	29 000 000	29 000 000	17 483 307	60,29%	60,29%
	638	Primes d'assurances	5 150 000	5 150 000	3 070 703	59,63%	59,63%
	639	Autres travaux et services extérieurs	38 000 000	36 812 893	22 871 049	60,19%	62,13%
	660	Fêtes et cérémonies	34 050 000	33 922 900	19 728 899	57,94%	58,16%
	661	Frais de transport	72 050 000	67 924 140	20 465 108	28,40%	30,13%
	662	Impression, reliures et autres prestations de services	8 600 000	8 600 000	10 122 71	11,77%	11,77%
	663	Documentation générale	5 000 000	4 718 135	3 792 290	75,85%	80,38%
	664	Frais de postes et télécommunications	73 300 000	65 883 387	64 371 904	87,82%	97,71%
	665	Frais d'acte et de contentieux	5 000 000	4 970 000	256 520	5,13%	5,16%
	667	Frais de mission des élus	9 500 000	9 500 000	4 541 000	47,80%	47,80%
	669	Autres frais de gestion générale et transport	3 900 000	3 779 360	842 369	21,60%	22,29%
	682	Dotation aux amortissements des immobilisations	48 112 000	50 629 622	50 629 622	105,23%	100,00%
	826	Charges sur exercices antérieurs	0	14 276 101	11 176 682		78,29%
Total du chapitre 935 - Administration générale			423 794 000	423 794 000	270 467 231	63,82%	63,82%
970	831	Prélèvements sur recettes de fonctionnement		30 000 000	30 000 000		100,00%
Total du chapitre 970 - Charges et produits non-affectés			0	30 000 000	30 000 000		100,00%
TOTAL GENERAL			2 471 809 000	2 501 809 000	2 105 338 128	85,17%	84,15%

ANNEXE V

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - EXERCICE 2005

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitre	Article	Libellé	CP 2005 (a)	Prévisions modifiées (b)	Dépenses réalisations ©	Réalisations 2004	CP à reporter (d=b-c)	% (c/b)
900	132	Frais d'études	5 000 000	31 509 995	9 948 180		21 561 815	31,57%
900	214-0	Matériel et mobilier de bureau	46 400 000	64 811 245	42 344 289	34 399 144	22 466 956	65,33%
900	215	Matériel de transport	19 920 000	36 429 607	2 209 000	72 5280	34 220 607	6,06%
900	218-0	Logiciels	11 000 000	20 305 692	6 807 385	694 308	13 498 307	33,52%
900	230	Travaux neufs	1 000 000	39 685 640	4 078 270	29 439 500	35 607 370	10,28%
900	231-0	Grosses réparations	59 000 000	122 587 105	39 183 611	3 387 327	83 403 494	31,96%
Total du Chapitre 900			142 320 000	315 329 284	104 570 735	68 645 559	210 758 549	33,16%
927	060	Résultat d'investissement reporté						
Total du Chapitre 927			0	0	0	0		
TOTAL			142 320 000	315 329 284	104 570 735	68 645 559	210 758 549	33,16%

DELIBERATION n° 2006-41 APF du 7 juillet 2006 portant modification n° 1 du budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2006.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2005-114 APF du 13 décembre 2005 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2006 ;

Vu la délibération n° 2005-116 APF du 13 décembre 2005 approuvant le budget de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2006 ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la proposition de délibération déposée par Mme Danièle Peirsegaie, premier questeur de l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 7942 du 13 juin 2006 ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 74-2006 du 30 juin 2006 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 7 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— Le budget de fonctionnement de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2006 est modifié comme suit :

En recettes :

Chap.	Article	Libellé	En +
970	820	Résultat de fonctionnement reporté	149 000 000
<i>Total chapitre 970</i>			<i>149 000 000</i>

En dépenses :

Chap.	Article	Libellé	En +
931	610	Rémunération brute du personnel	26 200 000
<i>Total chapitre 931</i>			<i>26 200 000</i>
933	618	Charges sociales, part patronale	12 300 000
	666	Indemnité des élus	8 000 000
<i>Total chapitre 933</i>			<i>20 300 000</i>
935	682	Dotation aux amortissements	10 636 351
<i>Total chapitre 935</i>			<i>10 636 351</i>
970	831	Prélèvement sur recettes de fonctionnement	91 863 649
<i>Total chapitre 970</i>			<i>91 863 649</i>
<i>Total général</i>			<i>149 000 000</i>

Art. 2.— Le budget d'investissement de l'assemblée de la Polynésie française pour l'exercice 2006 est modifié comme suit :

En recettes :

Chap.	Article	Libellé	En -	En +
900		Dotation aux amortissements		10 636 351
<i>Total chapitre 900</i>			<i>0</i>	<i>10 636 351</i>
925	060	Résultat d'investissement reporté		210 758 549
925	115-00	Excédents de fonctionnement capitalisés		91 863 649
<i>Total chapitre 925</i>				<i>302 622 198</i>
<i>Total général</i>			<i>0</i>	<i>313 258 549</i>
<i>Solde</i>				<i>313 258 549</i>

En autorisations de programme :

Chap.	OP	Libellé	En -	En +
900	1-1997	Frais d'études	60 848 149	
900	2-1997	Matériel et mobilier	9 813 804	
900	4-1997	Logiciels	82 777	
900	5-1997	Travaux neufs	311 408 118	
900	6-1997	Grosses réparations	32 872 081	
900	1-2000	Matériel et mobilier	359 231	
900	2-2000	Logiciels	89 858	
900	4-2000	Travaux	79 384 583	
900	1-2001	Matériel de transport	17 530 000	
900	2-2001	Matériel de transport	13 788 607	
900	1-2002	Grosses réparations	161 238 954	
900	2-2002	Matériel, outillage et mobilier	121 690	
900	3-2002	Matériel de transport	4 012 000	
900	4-2002	Travaux neufs	4 106 475	
900	1-2003	Matériel et mobilier	15 762	
900	2-2003	Logiciels	80 210	
900	1-2004	Matériel, outillage et mobilier	10 243	
900	2-2004	Travaux neufs	341 602	
900	3-2004	Grosses réparations	1 450 948	
900	1-2005	Frais d'études	5 000 000	
900	2-2005	Matériel, outillage et mobilier	601 229	
900	3-2005	Matériel de transport		35 330 607
900	4-2005	Immobilisations incorporelles	9 380 323	
900	5-2005	Travaux neufs	495 075 941	
900	6-2005	Grosses réparations	59 000 000	
900	1-2006	Frais d'études		65 848 149
900	2-2006	Matériel, outillage et mobilier		34 621 959
900	3-2006	Logiciels		18 433 168
900	4-2006	Travaux neufs		810 932 136
900	5-2006	Grosses réparations		333 946 566
Total chapitre 900			1 266 612 585	1 299 112 585
Total général			1 266 612 585	1 299 112 585
Solde				32 500 000

En crédits de paiement :

Chap.	OP	Libellé	En -	En +
900	1-1997	Frais d'études	3 849 775	16 561 815
900	5-1997	Travaux neufs	159 293	159 293
900	1-2000	Matériel et mobilier	8 770	92 081
900	3-2000	Travaux	2 640 583	4 894 726
900	1-2001	Matériel de transport	3 788 607	3 788 607
900	2-2001	Grosses réparations	6 793 405	18 057 820
900	1-2002	Matériel, outillage et mobilier	121 690	865 011
900	2-2002	Matériel de transport	4 012 000	10 512 000
900	4-2002	Travaux neufs	4 106 475	4 106 475
900	1-2003	Matériel et mobilier	15 762	15 762
900	2-2003	Logiciels	80 210	2 498 307
900	1-2004	Matériel, outillage et mobilier	10 243	542 902
900	2-2004	Travaux neufs	341 602	341 602
900	3-2004	Grosses réparations	1 450 948	1 450 948
900	1-2005	Frais d'études	5 000 000	5 000 000
900	2-2005	Matériel, outillage et mobilier	601 229	20 951 200
900	3-2005	Matériel de transport		27 720 607
900	4-2005	Immobilisations incorporelles	9 380 323	11 000 000
900	5-2005	Travaux neufs	25 075 941	31 000 000
900	6-2005	Grosses réparations	59 000 000	59 000 000
900	1-2006	Frais d'études		8 849 775
900	2-2006	Matériel, outillage et mobilier		24 457 694
900	3-2006	Logiciels		18 260 533
900	4-2006	Travaux neufs		99 683 311
900	5-2006	Grosses réparations		69 884 936
Total chapitre 900			126 436 856	439 695 405
Solde				313 258 549

Art. 3.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

ACTE DE DELEGATION n° 2006-1 AD/APF du 7 juillet 2006.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la proposition d'acte de délégation enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 8445 du 23 juin 2006 ;

Vu la lettre n° 898 bis MER du 27 juin 2006 du ministère de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la lettre n° 2598-2006 APF/SG du 28 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 70-2006 du 28 juin 2006 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Dans sa séance du 7 juillet 2006,

Adopte :

Article 1er.— La commission permanente est habilitée, pour la période du 12 juillet 2006 au 20 septembre 2006, à délibérer sur les affaires qui figurent en annexe au présent acte de délégation.

Art. 2.— La commission permanente est habilitée, durant la même période, à émettre des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'Etat est prévue, à l'exception des projets ou propositions de loi modifiant la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Art. 3.— La commission permanente est habilitée, durant la même période, à procéder à la désignation des rapporteurs des projets ou propositions de lois du pays.

Art. 4.— Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent acte de délégation qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le président,
Philip SCHYLE.

ANNEXE**LISTE DES AFFAIRES RENVOYÉES A LA COMMISSION PERMANENTE***Demandes d'avis :*

- projet de loi autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'Organisation hydrographique internationale. (Lettre n° 963 DRCL du 01/06/2006) ;

- projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe. (Lettre n° 1002 DRCL du 09/06/2006) ;
- projet de loi autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco. (Lettre n° 1057 DRCL du 22/06/2006).

Projets de délibération :

- projets de délibérations portant approbation des comptes financiers des établissements publics de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2000 du collège de Hao. (Lettre n° 83 PR du 05/05/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2001 du collège de Hao. (Lettre n° 84 PR du 05/05/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2001 du collège de Faaroa. (Lettre n° 85 PR du 09/05/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2001 du collège de Hitiaa. (Lettre n° 86 PR du 09/05/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2001 du collège de Faa'a. (Lettre n° 87 PR du 09/05/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2001 du collège de Mataura. (Lettre n° 88 PR du 09/05/2006) ;
- projet de délibération modifiant la délibération n° 2005-10 APF du 7 janvier 2005 modifiée portant création d'un dispositif de soutien de la pêche (DSP). (Lettre n° 122 PR du 15/06/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte administratif du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2005. (Lettre n° 121 PR du 15/06/2006) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier de l'établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent dénommé "Fare Tama Hau" pour l'exercice 2005. (Lettre n° 142 PR du 06/07/2006) ;
- projet de délibération relative à l'aval du pays dans le cadre de l'emprunt souscrit par Maeva Transport pour renouveler la flotte des bus ;
- projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation de la caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 réglementant le commerce des boissons ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 90-40 AT du 15 février 1990 portant réglementation de la profession d'agent immobilier ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 relative aux agents non titulaires des services et établissements publics de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-121 APF du 12 octobre 2000 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 2002-69 APF du 13 juin 2002 relative aux modalités d'indemnisation des services de garde dans les hôpitaux et les centres médicaux de la direction de la santé ;

- projet de délibération portant modification de la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 portant statut particulier du cadre d'emploi des praticiens hospitaliers de la fonction publique de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 97-198 APF du 24 octobre 1997 portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers des structures hospitalières publiques de la direction de la santé ;
- projet de délibération portant modification des dispositions relatives à la reprise d'ancienneté lors de la nomination dans certains cadres d'emplois de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;
- projet de délibération fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- projet de délibération relatif au repos de sécurité des praticiens hospitaliers de la fonction publique de la Polynésie française dans les établissements publics hospitaliers ;
- projet de délibération portant modification de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires de la Polynésie française ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2004 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPAPF) ;
- projet de délibération portant approbation du compte financier 2005 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPAPF) ;
- projet de délibération relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie vétérinaire ;
- projet de délibération relative à la protection des dispositifs de concentration de poissons ;
- projet de délibération relative à la réglementation des activités de collecte, d'élevage et de réensemencement d'espèces récifales en Polynésie française ;
- projet de délibération relative aux laboratoires d'analyses de denrées alimentaires.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 673 CM du 7 juillet 2006 portant nomination de certains chefs d'établissements d'enseignement public en Polynésie française.

NOR : DES0601089AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-74 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires, ensemble l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 modifié portant organisation de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 sur l'éducation en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 juin 2006,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés chefs d'établissements à compter de leur arrivée en Polynésie française, les principaux de collèges suivants :

- collège de Huahine : Jean-Marie Barreau ;
- collège de Faaroa : Pierre Michel ;
- collège de Tahaa : Pierre Champion ;
- collège de Taiohae : Guy Chassignole ;
- collège de Tipaerui : Jean-Jacques Foletti ;
- collège de Ua Pou : Bernard Cayol.

Art. 2.— Sont nommés chefs d'établissements à compter du 15 juillet 2006, par mutation interne, les principaux de collèges suivants :

- collège de Arue : Dominique Liu ;
- collège de Paopao : Sheila Lan Sun Luk ;
- collège de Punaauia : Nicole Charlemarty ;
- collège de Taravao : Jean-Paul Charrier.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 694 CM du 7 juillet 2006 constatant l'état des inventaires du patrimoine culturel polynésien au 31 décembre 2005.

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la conférence mondiale de l'UNESCO le 16 novembre 1972, et notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la conférence générale de l'UNESCO le 27 octobre 2003, et notamment son article 12 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales sur la protection du patrimoine culturel, qu'il soit matériel et immatériel, la Polynésie française a entrepris de dresser des inventaires permettant d'identifier les richesses patrimoniales situées sur son territoire, en vue d'en assurer la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures.

Les travaux d'inventaire du patrimoine culturel polynésien sont menés, sous l'autorité du ministre chargé de la culture, dans les domaines suivants :

- collections publiques d'objets mobiliers ;
- fonds d'archives écrites et audiovisuelles ;
- sites archéologiques, historiques et légendaires ;
- patrimoine culturel immatériel.

Art. 2.— Les inventaires arrêtés au 31 décembre 2005 et annexés au présent arrêté sont les suivants :

A - Collections publiques d'objets mobiliers :

Inventaire des collections de Te Fare Manaha - musée de Tahiti et des îles :

- collection d'objets ethnographiques ;
- collection photographique ;
- collection d'oiseaux naturalisés ;
- collection de coquillages ;
- principales acquisitions de 2002 à 2005.

B - Fonds d'archives publiques du pays :

- recensement des fonds d'archives audiovisuelles de l'Institut de la communication audiovisuelle ;
- tableau récapitulatif des fonds d'archives audiovisuelles de l'Institut de la communication audiovisuelle ;
- recensement des fonds d'archives publiques communicables au public du service des archives ;
- inventaire provisoire des périodiques du service des archives.

C - Sites archéologiques, historiques et légendaires :

- inventaire provisoire des sites archéologiques, historiques et légendaires de Polynésie française (île de Tahiti, communes de Papeete, Faa'a et Punaauia) du service de la culture et du patrimoine ;
- liste des sites classés au titre de leur intérêt culturel ou historique.

L'inventaire du patrimoine culturel immatériel polynésien, dont les travaux ont été lancés en janvier 2006, n'est pas encore disponible.

Art. 3.— Ces inventaires présentent l'état actuel des travaux d'inventaire et devront faire l'objet d'une mise à jour régulière, pour les compléter au fur et à mesure de l'avancement de la démarche.

Art. 4.— Le ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la jeunesse et de la culture,
Tauhiti NENA.

RECENSEMENT DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Intitulé du Fond (1)	Date 1ère Copie	Déposant	Support (2)	Nbre supports	Années de production		Nbre d'heures	AVANCEMENT DU PROGRAMME DE SAUVEGARDE PAR DIGITALISATION	
					Début	Fin		Tx NUM	Support NUM
TELEVISION									
Fonds EEPF films/émissions de télévision	1974 - 1987	EEPF	16 MM	267	1974	1987	49	1%	BETACAM / DVCAM
Fonds JT RFO langue française	1983	RFO	UMATIC	11	1983	1991	610	100%	DVCAM
Fonds JT RFO langue française	1984	RFO	UMATIC	43				50%	DVCAM
Fonds JT RFO langue française	1985	RFO	UMATIC	33				0%	
Fonds JT RFO langue française	1987	RFO	UMATIC	49				0%	
Fonds JT RFO langue française	1988	RFO	UMATIC	258				0%	
Fonds JT RFO langue française	1989	RFO	UMATIC	394				0%	
Fonds JT RFO langue française	1990	RFO	UMATIC	235				0%	
Fonds JT RFO langue française	1991	RFO	UMATIC	74				0%	
Fonds JT RFO langue française	1989	RFO	SVHS	13	1989		108	0%	
Fonds JT RFO langue française	1990	RFO	SVHS	55	1990			0%	
Fonds JT RFO langue française	1991	RFO	SVHS	37	1991			0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1983	RFO	UMATIC	7	1983	1991	187	0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1984	RFO	UMATIC	17				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1985	RFO	UMATIC	12				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1987	RFO	UMATIC	35				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1988	RFO	UMATIC	86				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1989	RFO	UMATIC	97				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1990	RFO	UMATIC	89				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1991	RFO	UMATIC	30				0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1990	RFO	SVHS	4	1990		8	0%	
Fonds JT RFO langue tahitienne	1991	RFO	SVHS	2	1991			0%	
Fonds RFO JTF + JTT + FARE MIDI	1992-1997	RFO	BETACAM	2 229	1992	1997	2 229	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	1996	RFO	SVHS	24	1996		72	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	1997	RFO	SVHS	124	1997		372	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	1998	RFO	SVHS	125	1998		375	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	1999	RFO	SVHS	132	1999		396	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	2000	RFO	SVHS	137	2000		411	0%	
Pige antenne JT RFO / Autres copies ICA / OTAC	2001	RFO	SVHS	60	2001		180	0%	
Pige antenne JT RFO + direct tv	2004	RFO	DVD	152	2004		228	100%	
Pige antenne JT RFO + direct tv	2005	RFO	DVD	281	2005		422	100%	
Pige antenne JT TNTV + direct tv	2004	TNTV	DVD	213	2004		320	100%	DVD
Pige antenne JT TNTV + direct tv	2005	TNTV	DVD	441	2005		662	100%	DVD
RADIO									
Fonds EEPF Emissions de radio	1963	EEPF	BL 6,35 GF	2	1963		1	100%	
Fonds EEPF Emissions de radio	1973-1990	EEPF	BL 6,35 GF	264	1973	1990	132	0%	
Fonds Maco Tevane - Radio Tahiti		TEVANE	K7	25	1975		21	10%	CD-R
Fonds phonographiques Mottet - Emissions radio	1980	ICA	BL 6,35 GF	106	1980		106	15%	CD-R
PHONOGRAMMES									
Fonds disques Bambridge - Dubois	1950	ICA	78t	118	1950	1960	20	0%	
Fonds disques Mottet (Collection tahitienne)	1960	ICA	33t	34	1960	1980	17	0%	
Fonds disques Mottet (Collection tahitienne)	1960	ICA	45t	24	1960	1980	6	20%	
Fonds disques Mottet (Collection tahitienne)	1950	ICA	78t	56	1950	1960	9	0%	
Fonds Eddie Lund - Collection Tahiti records	1960	TISIOT	33t	34	1965	1980	17	100%	CDR
Fonds Eddie Lund - Collection Tahiti records	1965	TISIOT	45t	60	1965	1980	15	0%	
Fonds Guilbert bandes lisses Tiare Tahiti records	1965	ICA	BL 6,35 MF	11	1965		6	0%	
Fonds Guilbert Collection de vinyle US	1950	ICA	33t	382	1950	1960	191	0%	
Fonds Michèle Dechazeaux - Disques Mareva	1955	MDC	78t	12	1955		2	100%	DVCAM
Fonds MTI	1980	MTI	BL 6,35 MF	3	1980		1	0%	
Fonds phonographique ICA (Polynésie)	1960	ICA	33t	52	1970	1980	26	0%	
Fonds phonographique Jean Sun	1965	JS	BL 6,35 MF	9	1965		5	0%	
Fonds phonographique Manuï - Tahiti Records - TTR	2004	ICA	CDR	203	1950	2000	203	100%	CDR
Fonds phonographique TFTN	1999	TFTN	CDR	111	1977	1990	111	100%	CDR
Fonds phonographiques CPSH - Bishop Museum	2004	CPSH	CDR	95	1924	1966	95	100%	CDR
Fonds phonographiques ICA - OTAC - FR3 - Reports	2004	DIVERS	CDR	432	1950	2005	432	100%	CDR
Fonds phonographiques ICA (International)	1960	ICA	33t	185	1970	1980	93	0%	
Fonds TAVT - Collection musicale sur multipistes	1970	TAVT	BL 16 pistes	33	1970	2000	17	0%	
Fonds TAVT - Collection musicale sur multipistes	1970	TAVT	BL 2 pistes 6,35	97	1970	2000	49	0%	
Fonds TAVT - Collection musicale sur multipistes	1970	TAVT	BL 4 pistes	69	1970	2000	35	0%	
Fonds TFTN Heiva	1995-1996	TFTN	DAT	30	1995	1996	30	100%	DAT
Fonds TFTN Productions DTAC + Heiva	1979-1994	TFTN	BL 6,35 GF	366	1979	1994	366	30%	CD-R
Fonds TFTN Rushes audio & Productions DTAC	1981-1989	TFTN	BL 6,35 MF	30	1981	1989	15	50%	
Fonds TFTN Rushes audio & Productions OTAC	1974-1989	TFTN	BL 6,35 PF	411	1974	1989	137	0%	

RECENSEMENT DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

DIVERS									
15 605									
FONDS PRIVES									
1 064									
254									
Fonds Aufrère	1973	AUFRERE	8 MM	5	1973		2	100%	OVCAM
Fonds Australian War Memorial	2003	AWM	BETACAM SP	1	1942		1	100%	DVCAM
Fonds B.L.O. Enchanted isles - Turtles of Tahiti (BA)	1960	ICA	16 MM	2	1949	1956	1	100%	DVCAM
Fonds Bailly - Sortilège tahitien	1965	BAILLY	8 MM	1	1965		1	100%	DVCAM
Fonds Bambridge - Dubois Actualités Fox & Pathé	1973 - 1974	DUBOIS	16 MM	168	1973	1974	31	0%	
Fonds Bambridge - Dubois cinématographique	1961	DUBOIS	35 MM	29	1961		10	0%	
Fonds Bareilles		BAREILLES	Super 8 MM	2	1981		1	100%	DVCAM
Fonds Bervas	1957	BERVAS	8 MM	30	1957	1962	2	100%	DVCAM
Fonds Bodo	1970	BODO	8 MM	4	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Bonnard	1965	BONNARD	8 MM	5	1965	1975	2	100%	DVCAM
Fonds Bonnard	1977	BONNARD	8 MM	3	1977		2	100%	DVCAM
Fonds Bosmel	1966	BOSMEL	16 MM	2	1966		1	50%	DVCAM
Fonds Bourdelon		BOURDELON	Super 8 MM	17	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Bourgeois	1961	BOURGEOIS	8 MM	1	1961	1964	1	100%	DVCAM
Fonds Bourgeois	1954	BOURGEOIS	k7	1	1954		1	100%	CDR
Fonds Boyer		BOYER	Super 8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Caballero Leverd	1951	CABALLERO	8 MM	1	1951	1970	2	100%	DVCAM
Fonds cinématographique Dechazeaux	1960	DE CHAZEUX	16 MM	8	1960		1	100%	DVCAM
Fonds Corbin de Broca	1952	DE BROCA	16MM	10	1952	1955	1	100%	DVCAM
Fonds Cridland	1969	CRIDLAND	8 MM	1	1969	1981	1	100%	DVCAM
Fonds Davanzati	1990	DAVANZATI	UMATIC	8	1990		8	0%	
Fonds De Bedoya	1975	DE BEDOYA	8 MM	1	1975	1980	2	100%	DVCAM
Fonds Delacour	1970	DELACOUR	8 MM	1	1970		1	100%	DVD
Fonds Eddie Lund	1956	TISIOT	35 MM	3	1956		45	100%	DIGITAL BETACAM
Fonds Film World - Cinereview	2003	FILM WORLD	BETACAM SP	2	1942	1962	1	100%	DVCAM
Fonds Fondation Raoul Follereau	1960	FRF	DVCAM	1	1960		1	100%	DVCAM
Fonds French Lines - Calédonien à Tahiti	2004	FRENCH LINES	BETACAM	1	1953		1	100%	DVCAM
Fonds Frogier	1955	FROGIER	8 MM	20	1955	1965	1	100%	DVCAM
Fonds Gervais	1975	GERVAIS	8 MM	20	1975		4	100%	DVCAM
Fonds Haut-Commissariat de la République	1978-1985	HCR	VHS	9	1985	1990	5	0%	
Fonds Haut-Commissariat de la République	1978-1985	HCR	UMATIC	524	1980		262	0%	
Fonds HSFA - The Tahitian	2004	HSFA	DVCAM	2	1956		2	100%	DVCAM
Fonds Hua	1972	HUA	8 MM	7	1972	1974	4	100%	DVCAM
Fonds Isa Weber		WEBER	Super 8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Jean Sun	1960	SUN	16 MM	11	1961	1964	1	100%	DVCAM
Fonds Jeanine Sylvain	1975	SYLVAIN	16 MM	7	1975		2	50%	DVCAM
Fonds John Martin	1950	MARTIN	8 MM	5	1950	1980	5	100%	DVCAM
Fonds Kon Tiki Museum	2003	KTM	DVCAM	1	1947		1	100%	DVCAM
Fonds Kugler	1966	KUGLER	8 MM	2	1966		1	100%	DVCAM
Fonds Largeteau	1977	LARGETEAU	8 MM	4	1977		2	100%	DVCAM
Fonds Lonfat	1960	LONFAT	16 MM	10	1960		1	100%	DVCAM
Fonds Lonfat	1970	LONFAT	8 MM	6	1970		3	100%	DVCAM
Fonds Longine	1970	LONGINE	8 MM	3	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Louvat - Race to Tahiti	1956	LOUVAT	16 MM	1	1956		1	100%	DVCAM
Fonds Louvat - Tahiti's Reri	1960	LOUVAT	8 MM	1	1960		1	100%	DVCAM
Fonds Ly Kui	1970	KUI	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Malateste	1970	MALATESTE	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Manfredini	2004	MANFREDINI	DVCAM	5	2004		2	100%	DVCAM
Fonds Marchand	1985	MARCHAND	V8	1	1985		1	100%	DVCAM
Fonds Masson - An happy life	1955	MASSON	16 MM	1	1955		1	100%	DIGITAL BETACAM
Fonds Miclia	1970	MICLIA	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Monnier	1974	MONNIER	8 MM	20	1974		2	100%	DVCAM
Fonds Normand	1970	NORMANO	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Pierre Blanc	1960	BLANC	16 MM	2	1960	1975	1	100%	DVCAM
Fonds Pommier	1970	POMMIER	8 MM	1	1970		1		
Fonds Rebourg	1960	REBOURG	8 MM	2	1960		2	100%	DVCAM
Fonds Robinson - L'ambitieuse	2004	ROBINSON	DVCAM	1	1959		2	100%	DVCAM
Fonds Sanford		SANFORD	Super 8 MM	1	1970		1	100%	
Fonds Saturnin Cabral	1965	CABRAL	8 MM	60	1965	1975	3	100%	DVCAM
Fonds Sincère	1955	GIAU	16 MM	4	1955	1965	1	100%	DVCAM
Fonds Sincère	1960	GIAU	8 MM	4	1960	1975	2	100%	DVCAM
Fonds Teyssier	1966	TEYSSIER	16 MM	4	1966		2	100%	DVCAM
Fonds Tokorani	1971-1976	TOKORANI	Super 8 MM	2	1971	1976	1	100%	DVCAM
Fonds Trondle	1964	TRONOLE	8 MM	5	1964	1978	5	100%	DVCAM
Fonds Turquem	1970	TURQUEM	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Winchester	1968	WINCHESTER	8 MM	1	1968	1976	1	100%	DVCAM
Fonds Zucconi	1970	ZUCCONI	8 MM	1	1970		1	100%	DVCAM
Fonds Curtis Brown PTY LTD - In the wake of the Bounty	2003	CURTIS BROWN	BETACAM SP	1	1933		1	100%	DVCAM
FONDS ETABLISSEMENTS PUBLICS (HORS ICA)									
1337									
698									
Fonds TFTN films édition + Production OTAC	1984-1985	TFTN	POUCE 8 SECAN	4	1984	1985	4	0%	
Fonds GIE Tourisme - Prod étrangère sur Océanie	1965 - 1985	GIE TOURISME	16 MM	39	1965	1985	20	1%	DVCAM
Fonds GIE Tourisme - Prod étrangère sur Océanie	1980-1996	GIE TOURISME	UMATIC	45	1980	1996	23	0%	

RECENSEMENT DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Fonds GIE Tourisme - Prod étrangère sur Océanie	1980-2000		VHS / BETAMAX	499	1980	2000	250	1%	
Fonds MTI	1970	MTI	16 MM	3	1949	1975	2		
Fonds Service de la Culture	1980	SC	8 MM	85	1982		6	100%	DVCAM
Fonds Service de la Culture	1983	SC	UMATIC	32	1983		18	0%	
Fonds Service de la Culture	1980	SC	VHS	2	1980		2	0%	
Fonds Service de la Culture	1980	SC	BETACAM	7	1980		5	0%	
Fonds Service de la Culture	1980	SC	5,35	32	1980		22	0%	
Fonds Service de la Culture	1980	SC	V8	2	1980		2	0%	
Fonds Service de la Culture	2000	SC	DVCPRO	2	2000		2	100%	DVCPRO
Fonds IFTN (Pièces de théâtre)	1988-1992	TFTN	V8	83	1988	1992	42	0%	
Fonds TFTN Conférences OTAC	1980	TFTN	K7	27	1980		27	0%	
Fonds TFTN Films d'édition Océanie	1980	TFTN	BETAMAX	5			5	0%	
Fonds TFTN Films d'édition Océanie	1980-1993	TFTN	VHS	49	1980	1993	49	0%	
Fonds TFTN films édition + Production OTAC	1960 - 1988	TFTN	16 MM	401	1953	1988	201	10%	OVCAM
Fonds TFTN films édition + Production OTAC	1984-1985	TFTN	UMATIC	20	1984	1985	10	10%	DVCAM

FONDS ICA - MASTER				3 268	2 072				
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2000	ICA	DVCAM	6	2000		5	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2001	ICA	DVCAM	264	2001		198	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2002	ICA	DVCAM	323	2002		242	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2003	ICA	DVCAM	158	2003		119	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2004	ICA	DVCAM	176	2004		132	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2005	ICA	DVCAM	80	2005		80	100%	DVCAM
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2000	ICA	DVCPRO	3	2000		3	100%	DVCPRO
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2001	ICA	DVCPRO	3	2001		3	100%	DVCPRO
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2003	ICA	DVCPRO	1	2003		1	100%	DVCPRO
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2004	ICA	DVCPRO	9	2004		9	100%	DVCPRO
Master/Prémaster ICA Archives/Productions/Reports	2000-2005		DIGITAL BETACAM	90	2000	2005	90	100%	DIGITAL BETACAM
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1984	ICA	POUCE B SECAM	2	1984		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1985	ICA	POUCE B SECAM	2	1985		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1986	ICA	POUCE B SECAM	7	1986		4	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1987	ICA	POUCE B SECAM	27	1987		14	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1988	ICA	POUCE B SECAM	14	1988		7	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1989	ICA	POUCE B SECAM	23	1989		12	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1990	ICA	POUCE B SECAM	1	1990		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	POUCE B SECAM	31	1991		16	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1985	ICA	BETACAM B	71	1985		18	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1986	ICA	BETACAM B	56	1986		14	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1987	ICA	BETACAM B	37	1987		9	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1988	ICA	BETACAM B	80	1988		20	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1989	ICA	BETACAM B	91	1989		23	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1990	ICA	BETACAM B	64	1990		16	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM B	7	1991		2	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1992	ICA	BETACAM B	2	1992		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM B	7	1993		2	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM B	3	1994		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1995-2005	ICA	BETACAM B	51	1995	2005	13	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM G	1	1991		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM G	3	1993		3	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1996	ICA	BETACAM G	4	1996		4	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1997	ICA	BETACAM G	21	1997		21	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1998	ICA	BETACAM G	2	1998		2	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1999	ICA	BETACAM G	7	1999		7	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2001	ICA	BETACAM G	1	2001		1	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1990	ICA	BETACAM SP M	17	1990		9	50%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM SP M	17	1991		9	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1992	ICA	BETACAM SP M	3	1992		2	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM SP M	15	1993		8	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM SP M	37	1994		19	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1995	ICA	BETACAM SP M	21	1995		11	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1996	ICA	BETACAM SP M	57	1996		29	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1997	ICA	BETACAM SP M	58	1997		29	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1998	ICA	BETACAM SP M	98	1998		49	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1999	ICA	BETACAM SP M	79	1999		40	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2000	ICA	BETACAM SP M	45	2000		23	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2001	ICA	BETACAM SP M	29	2001		15	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2002	ICA	BETACAM SP M	24	2002		12	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2003	ICA	BETACAM SP M	7	2003		4	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2004	ICA	BETACAM SP M	5	2004		3	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1990	ICA	BETACAM SP L	20	1990		17	50%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM SP L	39	1991		33	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1992	ICA	BETACAM SP L	26	1992		22	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM SP L	22	1993		18	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM SP L	27	1994		23	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1995	ICA	BETACAM SP L	15	1995		13	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1996	ICA	BETACAM SP L	27	1996		23	0%	

RECENSEMENT DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Master/Prémaster production/coproduction ICA	1997	ICA	BETACAM SP L	27	1997		23	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1998	ICA	BETACAM SP L	25	1998		21	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1999	ICA	BETACAM SP L	17	1999		14	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2000	ICA	BETACAM SP L	16	2000		13	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2001	ICA	BETACAM SP L	4	2001		3	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2002	ICA	BETACAM SP L	3	2002		3	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2003	ICA	BETACAM SP L	3	2003		3	0%	
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1983	ICA	UMATIC	8	1983		3	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1984	ICA	UMATIC	37	1984		12	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1985	ICA	UMATIC	27	1985		9	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1986	ICA	UMATIC	12	1986		4	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1987	ICA	UMATIC	11	1987		4	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1988	ICA	UMATIC	21	1988		7	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1989	ICA	UMATIC	18	1989		6	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1990	ICA	UMATIC	20	1990		7	90%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1991	ICA	UMATIC	4	1991		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1996	ICA	UMATIC	1	1996		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1997	ICA	UMATIC	3	1997		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1998	ICA	UMATIC	1	1998		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	1999	ICA	UMATIC	1	1999		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Master/Prémaster production/coproduction ICA	2001	ICA	UMATIC	1	2001		1	0%	DVCAM/DIG BETA
Fonds cinématographique Mottet	1961 - 1985	ICA	16 MM	218	1961	1985	109	70%	DVCAM
Fonds cinématographique Guilbert	1944 - 1970	ICA	16 MM	50	1944	1970	8	100%	DVCAM
Fonds Hollande	1947	ICA	16 MM	1	1946		1	100%	DVCAM
Autres DVD Productions ICA / Coproduction	2003-2005	ICA	DVD	323	2003	2005	323	100%	DVD
FONDS ICA - RUSHES				9 936			5 311		
Report téléciné brut AM16	2002-2005	ICA	BETACAM SP	304	1944	1988	152	15%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	1985	ICA	BETACAM B	657	1985		329	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1986	ICA	BETACAM B	536	1986		268	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1987	ICA	BETACAM B	394	1987		197	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1988	ICA	BETACAM B	648	1988		324	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1989	ICA	BETACAM B	610	1989		305	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1990	ICA	BETACAM B	476	1990		238	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM B	69	1991		35	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1992	ICA	BETACAM B	125	1992		63	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM B	89	1993		45	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM B	43	1994		22	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1995-2005	ICA	BETACAM B	587	1995	2005	294	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM G	1	1991		1	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM G	14	1993		14	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM G	2	1994		2	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1995	ICA	BETACAM G	13	1995		13	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1996	ICA	BETACAM G	76	1996		76	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1997	ICA	BETACAM G	25	1997		25	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1998	ICA	BETACAM G	14	1998		14	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1999	ICA	BETACAM G	42	1999		42	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2000	ICA	BETACAM G	3	2000		3	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2001	ICA	BETACAM G	5	2001		5	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2002	ICA	BETACAM G	5	2002		5	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1990	ICA	BETACAM SP L	35	1990		29	50%	
Rushes production/coproduction ICA	1991	ICA	BETACAM SP L	95	1991		79	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1992	ICA	BETACAM SP L	59	1992		49	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1993	ICA	BETACAM SP L	50	1993		50	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1994	ICA	BETACAM SP L	53	1994		53	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1995	ICA	BETACAM SP L	10	1995		8	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1996	ICA	BETACAM SP L	51	1996		43	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1997	ICA	BETACAM SP L	54	1997		45	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1998	ICA	BETACAM SP L	19	1998		16	0%	
Rushes production/coproduction ICA	1999	ICA	BETACAM SP L	41	1999		34	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2000	ICA	BETACAM SP L	30	2000		25	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2001	ICA	BETACAM SP L	3	2001		3	0%	
Rushes production/coproduction ICA	2000	ICA	DVCAM	3	2000		2	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2001	ICA	DVCAM	201	2001		151	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2002	ICA	DVCAM	196	2002		147	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2003	ICA	DVCAM	155	2003		116	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2004	ICA	DVCAM	251	2004		188	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2005	ICA	DVCAM	41	2005		31	100%	DVCAM
Rushes production/coproduction ICA	2001	ICA	DVCPRO	4	2001		4	100%	DVCPRO
Rushes production/coproduction ICA	2002	ICA	DVCPRO	2	2002		2	100%	DVCPRO
Rushes production/coproduction ICA	2004	ICA	DVCPRO	1	2004		1	100%	DVCPRO
Rushes production/coproduction ICA	1983	ICA	UMATIC	93	1983		31	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1984	ICA	UMATIC	221	1984		74	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1985	ICA	UMATIC	146	1985		49	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1986	ICA	UMATIC	77	1986		26	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1987	ICA	UMATIC	51	1987		17	0%	DVCAM/DIG BETA

RECENSEMENT DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Rushes production/coproduction ICA	1988	ICA	UMATIC	103	1988	34	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1989	ICA	UMATIC	96	1989	32	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1990	ICA	UMATIC	76	1990	25	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1991	ICA	UMATIC	3	1991	1	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1997	ICA	UMATIC	7	1997	2	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA	1999	ICA	UMATIC	6	1999	2	0%	DVCAM/DIG BETA
Rushes production/coproduction ICA/CE	1990	ICA	BETACAM	1	1990	1	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1990	ICA	BETACAM SP M	153	1990	77	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1991	ICA	BETACAM SP M	146	1991	73	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1992	ICA	BETACAM SP M	138	1992	69	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1993	ICA	BETACAM SP M	68	1993	34	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1994	ICA	BETACAM SP M	144	1994	72	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1995	ICA	BETACAM SP M	180	1995	90	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1996	ICA	BETACAM SP M	244	1996	122	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1997	ICA	BETACAM SP M	89	1997	45	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1998	ICA	BETACAM SP M	434	1998	217	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	1999	ICA	BETACAM SP M	493	1999	247	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	2000	ICA	BETACAM SP M	279	2000	140	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	2001	ICA	BETACAM SP M	167	2001	84	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	2002	ICA	BETACAM SP M	290	2002	145	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	2003	ICA	BETACAM SP M	77	2003	39	0%	
Rushes production/coproduction ICA/CE	2004	ICA	BETACAM SP M	42	2004	21	0%	

TOTAL GENERAL

24 625

17 306

(1) Les fonds sont composés de masters, de rushes, de copies d'exploitation.

(2) Pour les supports Betacam: B petite cassette Betacam, G grande cassette Betacam, M petite cassette Betacam SP & L grande cassette Betacam SP

INVENTAIRE DES FONDS DE L'INSTITUT DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : tableau récapitulatif par support (au 31 décembre 2005)

RECAPITULATIF PAR TYPE DE SUPPORT	NOMBRE DE SUPPORTS	DUREE
VHS	559	6,5
BETAMAX	5	5
S VHS	713	1921,5
V 8	86	41,5
U MATIC	3143	1465,166667
BETACAM	7180	4709,25
BETACAM SP	4555	2542,166667
1 POUCE B SECAM	111	57,5
DVCAM	1864	1418,95
DVCPRO	25	24
DIGITAL BETACAM	90	90
DVD	1410	4454,136667
8 MM	305	40
SUPER 8 MM	24	5,63666667
16 MM SON OPTIQUE / DB	1209	233,366667
35 MM OPTIQUE	32	54,66666667
DISQUES 78 T	186	31
DISQUES 33 T	687	343,5
DISQUES 45 T	84	21
K7	53	21,83333333
BANDE 6,35	1331	816,5
BANDE AUDIO 4 PISTES	69	34,5
BANDE AUDIO 16 PISTES	33	16,5
CD	841	841
DAT	30	30
NOMBRE TOTAL DE SUPPORTS	24625	
DUREE TOTALE		17305,53667

SERVICE DES ARCHIVES : RECENSEMENT DES FONDS D'ARCHIVES PUBLIQUES COMMUNICABLES AU PUBLIC

Designation	Organisme versant	Période couverte	Nombre de mètre linéaire
fonds 17 W	Gouverneur	1846 à 1986	53 mètres linéaires
fonds 18 W	Etat Arr. Déc.	1883 à 1986	33,3 mètres linéaires
fonds 20 W	Finances (CA d'Ets publics)	1954 à 1970	21,6 mètres linéaires
fonds 31 W	Circ. Adm. Marquises	1882 à 1940	0,9 mètre linéaire
fonds 47 W	Sureté (police)	1890 à 1940	14,4 mètres linéaire
fonds 48 W	Etat, gouverneur.	1846 à 1980	37,8 mètres linéaires
fonds 65 W	ISLV	1904 à 1988	25 mètres linéaires
fonds 71 W	Circ. Adm. Tuamotu	1920 à 1921	1 mètre linéaire
fonds 83 W	Service du personnel	1889 à 1920	32,4 mètres linéaires
fonds 92 W	Service national	classe 1920 à 1925	1 mètre linéaire
fonds 93 W	Service national	classe 1926 à 1927	0,5 mètre linéaire
fonds 103 W	Service national	classe 1928 à 1929	0,8 mètre linéaire
fonds 109 W	Service national	classe 1930 à 1931	1,40 mètres linéaires
fonds 110 W	Grefte (jugement Appel)	1840 à 1994	15,3 mètres linéaires
fonds 115 W	Grefte (jugement 1re Instance)	1876 à 1976	18 mètres linéaires
fonds 117 W	Service national	classe 1932	1,40 mètres linéaires
fonds 118 W	Etat civil	1845 à 1903	21,6 mètres linéaires
fonds 119 W	Grefte (justice foraine + justice de paix PPT)	1934 à 1982	4,2 mètres linéaires
fonds 120 W	Grefte (jugement correctionnel)	1943 à 1973	6,3 mètres linéaires
fonds 121 W	Conseil privé	1890 à 1946	1,90 mètre linéaire
fonds 122 W	Service de l'urbanisme	1963 à 1996	186,6 mètres linéaires
base de données foncières*	Domaines	1852 à 1926	48 Mo

* fichier répertoriant les revendications foncières groupées par commune

SERVICE DES ARCHIVES : INVENTAIRE PROVISOIRE DES PERIODIQUES

Désignation	Organisme versant	Période couverte
JORF : Journal Officiel de la République Française	Les Journaux Officiels (France)	1869 à 2003 s/microfiches 1947 à 2002 s/CD-Rom 1880 à 2000 s/support papier
Les débats parlementaires de l'Assemblée Nationale	Les Journaux Officiels (France)	1943 à 1997 s/microfiches
Les débats parlementaires du Sénat	Les Journaux Officiels (France)	1950 à 1997 s/microfiches
Les rapports du Conseil Economique et Social (CES)	Les Journaux Officiels (France)	1980 à 2001
JOPF : Journal Officiel de la Polynésie Française	L'Imprimerie Officielle (Tahiti)	1882 à 2005 reliés 1882 à 1934 numérisés
Les débats de l'Assemblée Territoriale	L'Assemblée Territoriale	1948 à 1997
BOEFO : Bulletin Officiel des Etablissements Français de l'Océanie	L'Imprimerie Officielle (Tahiti)	1843 à 1902
Le messager de Tahiti (collect° complète numérisée et s/microfilm)		1852 à 1883
Annuaire des EFO		1863 à 1903
Le Journal de Tahiti		Mars 1963 à juillet 1987
Les Nouvelles de Tahiti	Les Nouvelles de Tahiti	Avril 1957 à 2005 reliés
La Dépêche de Tahiti	La Dépêche de Tahiti	Août 1964 à 2005 reliés
La Tribune		1993 à 1994 reliés
Tahiti Pacifique	SARL Tahiti-Pacifique Magazine	1991 à 2005 reliés
To'ere		2001 à 2005 reliés
L'Hebdo	SARL Maohi Editions	Août 2004 à décembre 2005 s/support papier
Tahiti Echoes of Polynesia		1966 à 1967
Les débats		1958 à 1962
Tahiti Bulletin		Fév. 1969 à juin 1980
Le Monde		Mai 1978 à mai 1994
Le Semeur (collect° incomplète)		1917 à 2003 reliés
Ve'a hepetoma (collection incomplète)		1980 à 1981 reliés
Ve'a katorika (collection incomplète)	L'Evêché	1978 à 2003 reliés 1934 à 1977, 1983 à 1989, 1996 à 1998 s/support papier
Ve'a porotetani (collect° incomplète)	L'Eglise Protestante Maohi de Polynésie française	1976 à 2002 reliés
To tatou ave'a		1949 à 1959 reliés
Une semaine dans le Pacifique Sud		1987 à 1989 reliés
Tahiti matin		1995 à 1996 reliés

**INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI - TFM : Collection d'objets
ethnographiques de la Polynésie française**

Domaine	dénomination des objets	Archipel des Australes	Archipel des Gambier	Archipel des Marquises	Archipel de la Société	Archipel des Tuamotu	Total
	Total	266	27	1 524	6 691	307	8 824
Agriculture, élevage	Lame de pelle					1	1
	Plantoir à taro				3		3
		0	0	0	3	1	4
Artisanat, industrie	Ciseau			4	397	22	423
	Eclat	2		41	828	11	882
	Forme à chapeau	4			2		6
	Grattoir	5		10	241	7	263
	Herminette et éléments d'herminette		7	316	2 059	53	2 435
	Lime			153	50	12	215
	Lissoir				3		3
	Nucleus	1		7	32		40
	Objet indéterminé	5		162	414	35	616
	Perçoir			12	14	1	27
	Percuteur	1		11	86		98
	Poinçon				9		9
		18	7	176	4 135	141	5 077
Chasse pêche cueillette	Aiguille	2	1	2	13		18
	Epuisette				2		2
	Filet				2		2
	Hameçon	10	6	261	812	139	1 228
	Harpon	2		5			7
	Lest/poids de pêche	2	1	77	285		365
	Leurre			29	120	1	150
	Nasse				5		5
	Panier à vifs/casier				3		3
	Piège à crabe				3		3
		16	8	374	1 245	140	1 783
Costume accessoires de costume	Anneau/bague			2			2
	Chapeau	7			15		22
	Coiffe/couronne	1		5	10		16
	Costumes de danse	24		1	120		145
	Ornement	9		104	63		176
	Pendentif /collier	5		6	16	4	31
	Veste				6		6
		46	0	118	230	4	398
Croyances- coutumes	Aide-mémoire			1			1
	Bâton de commandement	2		3		1	6
	Bol de cérémonie	1			4		5
	Cercueil (éléments)				13		13
	Chasse-mouche	1			6		7
	Eventail	1		3	2		6
	Effigie zoomorphe			5	6	1	12
	Figurine/statuette/statue (iti et iiki)	12		51	125		188
	Manche d'éventail			8	8		16
	Masque		1			1	2
	Pagale cérémonielle	19					19
	Pétroglyphe	1		1	1		3
	Plat de cérémonie						47
	Symbole de divinité ; réceptacle sacré				3		3
	Tabouret				5	1	6
		37	1	72	178	4	287

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI - TFM : Collection d'objets ethnographiques de la Polynésie française

Jeux sports	Arc				1		1
loisirs	Balle en corail				33		33
	Echasse				3		3
	Étrier (échasse)			5			5
	Flèche/pointe de flèche	2		5	35		42
	Javelot						9
		0	0	10	72	0	82
Musique	Castagnettes				2		2
chanson danse	Flûte			2	7		9
	Sifflet				2		2
	Tambour à lèvres/lendu/ à membrane (caisse)			4	10		14
	Trompe (conque)			1	4		5
		0	0	7	25	0	32
Transports	Ancre/est		2	4	12		18
communication	Ecope				12		12
	Pagaie/gouvernail	3	3	9	4		19
	Pirogue	1			5	2	8
	Pirogue (modèle réduit)	2		2	3		7
	Proue			2	2		4
	Selle			1			1
		6	0	10	30		46
Vie domestique	Appui-tête/appui-nuque/repose tête / chevet	2		2	3		7
	Baignoire	20	1		34		55
	Bol (mortier)			19	13	1	33
	Chambranle	3					3
	Coffre				3		3
	Coupe				2		2
	Enclume à tapa	2		5	2		9
	Etoffe (tapa)	7	2	12	5	2	28
	Fendoir				9		9
	Gourde	2		1	1		4
	Lampe	2			11		13
	Modèle réduit pour tatoueur			1			1
	Mortier/polissoir			2	18		20
	Panier	4				1	5
	Panneau	2		2			4
	Peigne à tatouer			3	10		13
	Pèle-fruit			4	17		21
	Perçoir			12	14	1	27
	Pièce de vannerie	1		4	36		41
	Pilon	51	1	69	379	3	503
	Pipe			6			6
	Planche à piler			1			1
	Plat	15		16	30	3	64
	Polissoir			3	32		35
	Poteau			7	1		8
	Râpe	7	2	7	58	2	76
	Spatule			5	24		29
	Table à piler	14			8		22
	Torche	4					4
		136	6	181	710	13	1046
Vie militaire	Lance	4		12	4	1	21
	Massue	1		12	37	1	51
	Pierre de fronde				3		3
	Projectile			4	16		20
		5	0	28	60	2	95

Collection photographique du MTI-TFM

	Lieu	Date	Auteur	Nombre
Afrique	Egypte	1880	Studio Giraudon	1
	Madagascar ; Nossi -Bé	1884	Ravoux François	1
Amérique	Mexique ; Acapulco	1900	Maunoury E.	1
	Pérou ; Cuzco	1900	Maunoury E.	1
	Etats Unis ; Californie	1860-70	Lawrence & Housewor	2
	Pérou	1864-1900	Courret Hermanos	2
	Mexique ; Tuxpan	1869-70	Miot Paul Emile	1
	Chili ; île de Pâques	1870-90	anonyme	7
	Chili ; île de Pâques	1885-9	Spitz G.	1
Asie	Indonésie ; Java	1874	Van Kinsbergen	2
	Indonésie ; Java	1880	anonyme	4
	Singapour	1880	anonyme	1
	Sri Lanka	1880	anonyme	27
	Borneo	1889	anonyme	1
	Cambodge ; Angkor	1889	N. D.	1
	Chine (?)	1900	anonyme	1
Europe	France	1860-70	Miot Paul Emile	2
	France (?)	1866	anonyme	2
	Grèce ; Athènes ; Parthénon	1868	Arosa G. et cie	31
	France (?)	1875-1903	anonyme	6
	France ; Nice (?)	1879-1900	Degand E.	1
	Principauté de Monaco ; Monte Carlo	1879-1900	Degand E.	3
	Italie	1884-95	anonyme	2
	France ; Paris	1889-99	anonyme	7
	France ; Paris	1889	ND.	1
	France	1889	Raoul E. (?)	8
	France ; Paris	1889	Raoul E.	5
	Grande Bretagne ; Westgate on Sea	1892	anonyme	2
	France	1898	Miot Paul Emile	2
	Grèce : Athènes	1900	anonyme	1
	Suisse ; Genève	1900	anonyme	1
	France ; île de la Réunion	1900	Fabre E.	1
	France ; Strasbourg (?)	1900	Fietta E.	1
	Europe ; ?	1900	Muller Ph.	1
	Europe ; ?	1900	Risler A.	1
Océanie	archipel des Fiji ; Viti Levu ; Suva	1880	anonyme	1
	Australie ; Tasmanie	1880	anonyme	1
	archipel des Fiji	1884	Burton Brothers	8
	archipel des Samoa	1884	Burton Brothers	6
	Royaume de Tonga	1884-9	Burton Brothers	4
	archipel des Samoa	1885-9	Spitz G.	4
	Polynésie	1885-9	Spitz G.	2
	Wallis et Futuna ; Futuna ; Uvea	1885-94	Spitz G.	1
	Australie	1985 (?)	Coirault Cl.	22
	Polynésie	1889	anonyme	5
	archipel des Cook	1890	anonyme	2
	Nouvelle-Calédonie (?)	1898	Raoul E. (?)	1
	Royaume de Tonga	2003	Mansell (d'après)	1
Polynésie française	Polynésie française	1863 -4	Courret Eugène	1
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1863 -4	Courret Eugène	6
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Hitiaa	1863 -4	Courret Eugène	4
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mataiea	1863 -4	Courret Eugène	2
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Paea	1863 -4	Courret Eugène	1
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papara	1863 -4	Courret Eugène	6
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Taravao	1863 -4	Courret Eugène	2
	Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Tautira	1863 -4	Courret Eugène	2

Collection photographique du MTI-TFM

Polynésie française ; archipel des Marquises	1863 -4	Courret Eugène	1
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva ; Taiohae	1863 -4	Courret Eugène	6
Polynésie française	1863 -5	Fournier A. (?)	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1863-64	Courret Eugène	17
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1863-64	Fournier Agenor	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1867-70	Miot Paul Emile	14
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1867-89	Petit P	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1868-1900	Hoare S.	57
Polynésie française ; archipel des Tuamotu	1868-1900	Hoare S.	6
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1868-79	Hoare C. B.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1869-70	Miot Paul Emile	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papara	1869-70	Miot Paul Emile	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1869-70	Miot Paul Emile	9
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	1869-70	Miot Paul Emile	1
Polynésie française ; archipel des Marquises	1870	Miot Paul Emile	5
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva	1870	Miot Paul Emile	6
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1870	Weeks G. H.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1875	Laroche	1
Polynésie française ; archipel de la société ; Bora Bora	1880	anonyme	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Huahine	1880	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea	1880	anonyme	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	1880	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1880-1900	anonyme	35
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Hitiaa	1880-9	anonyme	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1880-90	anonyme	23
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Taravao	1880-92	anonyme	2
Polynésie française	1884	Burton Brothers	1
Polynésie française	1884	Lavaert P. J.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1885	Spitz G.	134
Polynésie française	1885-1900	anonyme	73
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva ; Taiohae	1885-1920	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahaa	1885-9	Spitz G.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papara	1885-9	Spitz G.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	1885-9	Spitz G.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Tautira	1885-9	Spitz G.	7
Polynésie française ; archipel des Marquises	1885-9	Spitz G.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea ; Taputapuataea	1885-9	Spitz G.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Arue	1885-91	Spitz G.	8
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea	1885-92	Spitz G.	8
Polynésie française	1885-94	Spitz G.	69
Polynésie française ; archipel de la Société	1885-94	Spitz G.	12
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Faaa	1885-94	Spitz G.	4
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mahina	1885-94	Spitz G.	9
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mataiea	1885-94	Spitz G.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Paca	1885-94	Spitz G.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Pirae	1885-94	Spitz G.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Pucu	1885-94	Spitz G.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Taravao	1885-94	Spitz G.	11
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva	1885-94	Spitz G.	3
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva ; Taiohae	1885-94	Spitz G.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Bora Bora	1885-94	Spitz G.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1885-94	Spitz G.	5
Polynésie française ; archipel de la Société	1888-9	Ravoux François	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Huahine	1888-9	Ravoux François	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Îles Sous-le-Vent	1888-9	Ravoux François	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea	1888-92	Jaulmes E.	5

Collection photographique du MTI-TFM

Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea	1888-97	anonyme	19
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku Hiva	1889-90	anonyme	2
Polynésie française ; archipel de la Société	1889-92	anonyme	19
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1889-92	anonyme	10
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1889-94	Spitz G.	54
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Tautira	1889	anonyme	1
Polynésie française ; archipel des Marquises	1889	anonyme	2
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva ; Taiohae	1889	anonyme	1
Polynésie française	1889	Miot Paul Emile	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1889	Ravoux François	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1889	Ravoux François	1
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Hiva Oa	1890	anonyme	1
Polynésie française ; archipel des Tuamotu	1890	anonyme	1
Polynésie française ; archipel des Tuamotu ; Makatea	1890	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahaa	1890-2	anonyme	7
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1891-1905	anonyme	6
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea ; Uturoa	1892	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Faaa	1892	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mataiea	1892	anonyme	2
Polynésie française ; archipel de la Société	1892	Jaulmes E.	5
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1894-8	Agostini	4
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Paea	1894-8	Agostini	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Bora Bora	1895	Agostini	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1895	Homes F.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	1895	Homes F.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Taravao	1895	Homes F.	1
Polynésie française ; archipel des Marquises	1895	Homes F.	1
Polynésie française (?)	1895	Homes Frank	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea ; Papetoai	1895	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Tautira	1895-3	Homes F.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1895-8	Homes F.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1895-8	Lemasson H.	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1895-8	Lemasson H.	5
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1896	Agostini	4
Polynésie française	1898	Gauthier L.	1
Polynésie française	1898	Homes F.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1898	Homes F.	2
Polynésie française	1898	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea	1898	Lemasson H.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Faaa	1898	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papenoo	1898	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel des Marquises	1898	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Nuku-Hiva ; Taiohae	1898	Lemasson H.	1
Polynésie française ; archipel de la société	1898	Raoul E.	1
Polynésie française	1898	Stuart Wortley A.	1
Polynésie française ; archipel des Marquises	1900	anonyme	1
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Hiva Oa	1900	anonyme	1
Polynésie française	1900	Arnould & Bezon	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1901-4	Homes F.	1
Polynésie française ; archipel des Marquises ; Hiva Oa	1903	Vernier P.	1
Polynésie française	1904-21	Gauthier L.	1
Polynésie française ; archipel de la société	1904-21	Gauthier L.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1904-21	Gauthier L.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1904-21	Gauthier L.	7
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papara	1904-21	Gauthier L.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1904-21	Gauthier L.	2

Collection photographique du MTI-TFM

Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Taravao	1904-21	Gauthier L.	1
Polynésie française (?)	1920-40	Crake William	4
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Faaa	1920-40	Crake William	1
Polynésie française ; archipel de la Société	1928-30	Murnau W. F.	2
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1928-30	Murnau W. F.	1
Polynésie française	1932	Parry Roger	21
Polynésie française ; archipel de la Société ; Huahine	1932	Parry Roger	4
Polynésie française ; archipel de la Société ; Moorea	1932	Parry Roger	5
Polynésie française ; archipel de la Société ; Raiatea ; Fetuna	1932	Parry Roger	7
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	1932	Parry Roger	4
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mahina	1932	Parry Roger	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	1932	Parry Roger	20
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papenoo	1932	Parry Roger	1
Polynésie française	1946	Sylvain Adolphe	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	1960	anonyme	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Bora Bora	1962-2003	Christian Erwin	6
Polynésie française	2002	Maurin Michèle	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	2003	anonyme	3
Polynésie française	2003	Chansin M.	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Punaauia	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Tautira	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel des Australes ; Rurutu	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel des Australes ; Tubuai	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel des Tuamotu ; Tikehau	2003	Christian Erwin	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	2003	Dettloff A.	2
Polynésie française	2003	Duquesne Y.	4
Polynésie française	2003	Lemasson H. (d'après)	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti	2003	Lemasson H. (d'après)	3
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Mataiea	2003	Lemasson H. (d'après)	1
Polynésie française ; archipel de la Société ; Tahiti ; Papeete	2003	Lemasson H. (d'après)	1
Polynésie française	2003	Villierme Marie-Hélène	1

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection d'oiseaux naturalisés

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Archipel de collecte	Fréquence	Statut	Nombre de spécimens
<i>Acridotheres tristis</i>	Merle triste	Société	Très commune	introduit	3
<i>Acrocephalus caffer atypus</i>	Kotiotio, Kokikokiko	Tuamotu	Très commune	endémique	3
<i>Acrocephalus caffer caffer</i>	'Otatare	Société	Rare	endémique, protégé	3
<i>Aerodramus (leucophaeus) leucophaeus</i>	Ope'a	Société	Très rare	endémique, protégé	1
<i>Anas superciliosa</i>	Mo'ora		Très commune	À protéger	1
<i>Anous stolidus</i>	Noio, 'ōio, 'oa, n'go'fo, no'fo, ko'io		Très commune		1
<i>Anous tenuirostris minutus</i>	'Ōio, 'oa, tetera, kirikiri, parara, no'fo		Très commune		1
<i>Columba livia</i>	Pigeon		Très commune	Introduite	2
<i>Columba vitiensis vitiensis</i>		Fiji	Commune		1
<i>Ducula aurorae</i>	Rupe	Tuamotu	Rare	Endémique, en voie de disparition et protégée	1
<i>Ducula galeata</i>	Upe	Marquises	Rare	Endémique, protégée et en voie de disparition	1
<i>Ducula pacifica pacifica</i>		Vanuatu	Commune		1
<i>Egretta sacra sacra</i>	'Ōtu'u		Très commune		2
<i>Eudynamis taitensis</i>	Arevareva, 'o'ovea	Société	Commune		3
<i>Gallicolumba erythroptera</i>	Amaho, muairao, tuturunu, itikoe	Tuamotu	Commune	Endémique et en voie de disparition et protégée	3
<i>Geopelia striata</i>	Tourterelle	Société	Très commune	Introduite	2
<i>Gygis alba</i>	Kiakia ; 'Ita'eta'e ; pira'e ; pirake ; kotake ; minake ; inake ; pinake ; kirahu ; lake take	Tuamotu	Très commune		2
<i>Halcyon gambieri gertrudae</i>	Oteuteu ; kote'ute'u	Tuamotu	Très rare	Endémique, protégée, en voie de disparition	1
<i>Halcyon venerata</i>	Ruro	Société	Commune	Endémique	3
<i>Heteroscelus incanus</i>	'Ūiri	Société	Très commune		2
<i>Hirundo tahitica</i>	Ope'a	Société	Commune	Endémique	1
<i>Hypochamosyna palmarum</i>		Vanuatu			1
<i>Lonchura malacca</i>	Vini	Société	Très commune	Introduite	1
<i>Phaeton lepturus</i>	ma'uro'a, hope u'o	Société	Commune		1
<i>Phaeton rubricauda</i>		Cook	Très commune		2
<i>Phigys solitarius</i>		Fiji	Commune	Endémique	1
<i>Pomarea nigra</i>	Omama'o	Société	Très rare	Endémique, en voie de disparition et protégée	2
<i>Porphyrio porphyrio samoensis</i>		Samoa	Très commune ou rare selon les îles		1
<i>Porzana tabuensis</i>	Meho	Société	Commune		1
<i>Procelsterna cerulea</i>	'Ōio ; 'oa ; paraki ; gaga ; paraka ; kaha	Tuamotu	Commune		1
<i>Prosobonia cancellata</i>	Titi ; kivikivi		Très rare	Endémique, protégée	1
<i>Pseudobulweria rostrata</i>	Noha	Société	Rare	Endémique, à protéger car menacée	4
<i>Pterodroma leucoptera</i>		Société	Commune		2
<i>Ptilinopus dupetithouarsii</i>	Kukupu ; kuku	Marquises	Commune	Endémique	1
<i>Ptilinopus perousii mariae</i>		Fiji	Commune	Endémique	2
<i>Ptilinopus (purpuratus) coralensis</i>	O'o ; kuku	Société	Commune	Endémique, à protéger car menacée	1
<i>Ptilinopus (purpuratus) coralensis</i>	O'o ; kuku	Tuamotu	Commune	Endémique, à protéger car menacée	3
<i>Ptilinopus purpuratus</i>	U'upa	Société	Commune	Endémique	4
<i>Puffinus lherminieri</i>	Tira'o	Société	Commune		2
<i>Pycnonotus cafer</i>		Société	Très commune	Introduite	2
<i>Rallus philippensis pacificus</i>		Samoa	Commune		1
<i>Ramphocelus dimidiatus</i>	Vini	Société	Commune	Introduite	1
<i>Sterna bergii cristatus</i>	Tarāpapa, tara, tarara		Très commune		1
<i>Sterna fuscata</i>	Kaveka, tara, taraka		Très commune		1

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection d'oiseaux naturalisés

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Archipel de collecte	Fréquence	Statut	Nombre de spécimens
<i>Sterna lunata</i> ,	Kaveka, tara	Fiji	Commune	À protéger, car menacée	1
<i>Sterna sumatrana</i>		Iles Phoenix	Commune		1
<i>Sula leucogaster</i>	Kariga, kena, hope'uo, ma'uro'a	Cook	Commune		1
<i>Sula sula</i>	Uau	Société	Commune		2
<i>Trichoglossus haematodus massena</i>		Vanuatu			1
<i>Vini australis</i>		Samoa	Commune	Endémique	1
<i>Vini kuhlii</i>	Vini ura	Australes	Rare	Endémique, protégée	1
<i>Vini peruviana</i>	Vini	Société		éteint dans cet archipel	1
<i>Vini peruviana</i>	Vini	Tuamotu	Rare	Endémique	5
<i>Vini stepheni</i>		Pitcairn	Rare	Endémique	1
<i>Vini ultramarina</i>	Pihiti	Marquises	Très rare	Endémique, protégée, en voie de disparition	1
<i>Zosterop lateralis</i>	Vini	Société	Très commune	Introduite	1
	Nombre de spécimens		92		
	Nombre d'espèces représentées		57		

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Amalda contusa</i>	Gastéropodes	Afrique du Sud		Rare	3	
<i>Anachis paumotensis</i>	Gastéropodes		Tuamotu		5	
<i>Anachis peasei</i>	Gastéropodes		Australes		6	
<i>A. lachryma</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Anarithma stepheni</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Angaria delphinus</i>	Gastéropodes	Philippines			1	
<i>Anodontia edentula</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Antisabia foliacea</i>	Gastéropodes		Australes		2	
<i>Aplustrum amplustre</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			8	
<i>Apornhais pespelecani</i>	Gastéropodes	Méditerranée			2	
<i>Arca imbricata</i>	Bivalves		Société		1	
<i>Arca plicata</i>	Bivalves		Société		1	
<i>Arca ventricosa</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Architectonica perspectiva</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Arcopagia robusta</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Asaphis violaceus</i>	Bivalves				1	Endémique
<i>Aspella producta</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Astraea milloni</i>	Gastéropodes		Australes		1	
<i>Astraea rhodostoma</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		3	
<i>Atrina vexillum</i>	Bivalves	Pacifique et Polynésie			5	
<i>Atys cylindricus</i>	Gastéropodes				1	
<i>Aulica imperialis robinsona</i>	Gastéropodes	Philippines			1	
<i>Bittium glareosum</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Bittium impendens</i>	Gastéropodes		Société		2	
<i>Bittium zebrum</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		2	
<i>Bolinus brandaris</i>	Gastéropodes	Méditerranée			2	
<i>Botula cinnamomina</i>	Bivalves		Tuamotu		2	
<i>Bulla punctulata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Bursa bubo</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Bursa bufonia</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		3	
<i>Bursa californica</i>	Gastéropodes	Californie			1	
<i>Bursa cruentata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Bursa granularis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			3	
<i>Bursa rhodostoma</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Cancilla filaris</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cantharidus marmoreus</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cantharus fumosus</i>	Gastéropodes		Société		3	
<i>Cantharus pulcher</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Cantharus spica</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Cantharus undosus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		4	
<i>Cantharus wagneri</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cardita variegata</i>	Bivalves		Australes		2	
<i>Carinapex papillosa</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Casmaria erinaceus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			10	
<i>Casmaria sp.</i>	Gastéropodes				1	
<i>Cassia comuta</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			12	
<i>Cassia flammea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			1	
<i>Cassia tuberosa</i>	Gastéropodes	Brésil, Bermudes			4	
<i>Cellana taiensis</i>	Gastéropodes		Australes		1	
<i>Cerithium alveolus</i>	Gastéropodes		Société		10	
<i>Cerithium atomarginatum</i>	Gastéropodes		Société		2	
<i>Cerithium citrinoides</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cerithium columna</i>	Gastéropodes		Société	Commune	4	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Cerithium dialleucum</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cerithium echinatum</i>	Gastéropodes		Tuamotu		2	
<i>Cerithium mutatum</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Cerithium nesioticum</i>	Gastéropodes		Société		5	
<i>Cerithium rostratum</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Cerithium salebrosum</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		5	Endémique
<i>Cerithium sandwichense</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Cerithium torulosum</i>	Gastéropodes	Société et Tuamotu	Société		3	
<i>Chama lostoma</i>	Bivalves				1	
<i>Chama pacifica</i>	Bivalves		Société		2	
<i>Charonia tritonis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			10	
<i>Cheilea equestris</i>	Gastéropodes		Tuamotu	Commune	3	
<i>Chellea hipponiciformis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Société		1	
<i>Chicoreus brunneus</i>	Gastéropodes	Pacifique			1	Endémique
<i>Chicoreus chichoreus</i>	Gastéropodes	SE Asiatique			1	
<i>Chicoreus maurus</i>	Gastéropodes		Marquises	Peu com	5	
<i>Chicoreus ramosus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			10	
<i>Chlamys coruscans</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Chlamys nobilis</i>	Bivalves	Japon			3	
<i>Clavus bilineatus</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Clavus formosus</i>	Gastéropodes		Tuamotu		2	
<i>Clavus fusconitens</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Clavus laetus</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Clavus pica</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Clithon chlorostoma</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		8	
<i>Clypeomorus brevis</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		5	
<i>Clypeomorus moniliferus</i>	Gastéropodes		Australes		5	
<i>Codakia divergens</i>	Bivalves		Tuamotu		2	
<i>Codakia punctata</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Colubraria fantomei</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Colubraria nitidula</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	Endémique
<i>Colubraria tortuosa</i>	Gastéropodes		Société		1	Endémique
<i>Conus adamsoni</i> l	Gastéropodes	Australes	Australes	Rare	1	
<i>Conus auratinus</i>	Gastéropodes	Pacifique,			3	
<i>Conus auricomus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		2	
<i>Conus bandanus</i>	Gastéropodes	Pacifique			1	
<i>Conus betullinus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			1	
<i>Conus canonicus</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Conus catus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		3	
<i>Conus chaldaeus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Conus coffeae</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Conus coronatus</i>	Gastéropodes		Société		4	
<i>Conus cylindraceus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Conus distans</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		2	
<i>Conus ebraeus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			11	Endémique
<i>Conus ebumeus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		8	Endémique
<i>Conus eldredi</i>	Gastéropodes	Polynésie française			1	
<i>Conus encaustus</i>	Gastéropodes	Marquises	Marquises		1	
<i>Conus flavidus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		4	
<i>Conus frigidus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Conus generalis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			2	
<i>Conus geographus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		6	
<i>Conus imperialis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Conus leopardus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		11	
<i>Conus litiglyphus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			3	
<i>Conus lividus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société(3)		6	Endémique
<i>Conus magnificus</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Conus marchionatus</i>	Gastéropodes	Marquises	Marquises		1	
<i>Conus marmoreus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			2	
<i>Conus miles</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		5	
<i>Conus miliaris</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		3	
<i>Conus moreleti</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Conus nanus</i>	Gastéropodes	Pacifique	Tuamotu		3	
<i>Conus nucleus</i>	Gastéropodes				1	
<i>Conus nussatella</i>	Gastéropodes	Pacifique,			2	
<i>Conus pertusus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Conus pulicarius</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		5	
<i>Conus quercinus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Conus rattus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			5	
<i>Conus retifer</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Conus sanguinolentus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Conus sponsalis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		3	
<i>Conus striatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		4	
<i>Conus tenuistriatus</i>	Gastéropodes		Tuamotu		2	
<i>Conus terebra</i>	Gastéropodes	Pacifique			4	
<i>Conus tessulatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Conus textile</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		14	
<i>Conus textilinus</i>	Gastéropodes	Pacifique	des Marquises		1	
<i>Conus tulipa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	Endémique
<i>Conus vautieri</i>	Gastéropodes		Marquises		1	
<i>Conus vexillum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			5	
<i>Conus virgo</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		3	
<i>Conus vitulinus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Conus wittigi</i>	Gastéropodes	Indonésie			3	
<i>Coralliophila erosa</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Coralliophila porphyroleuca</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Coralliophila violacea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		10	
<i>Corculum fragum</i>	Bivalves		Tuamotu		2	
<i>Crassostrea cucullata</i>	Bivalves		Société		2	
<i>Cymatium aquatile</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société (1)		4	
<i>Cymatium gemmatum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Cymatium muricinum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		6	
<i>Cymatium nicobaricum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		5	
<i>Cymatium pileare</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		3	
<i>Cymatium rubeculum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		6	Endémique
<i>Cymbiola deshayesi</i>	Gastéropodes	Nouvelle-Calédonie			1	
<i>Cymbiola magnifica</i>	Gastéropodes	Australie			3	
<i>Cymbiola rutila</i>	Gastéropodes	Australie			1	
<i>Cymbiola sp</i>	Gastéropodes				1	
<i>Cymbiola vesperilio</i>	Gastéropodes	SE Asiat., Australie			5	Endémique
<i>Cymbiolista hunteri</i>	Gastéropodes	Australie			1	
<i>Cymbium pepo</i>	Gastéropodes	Afrique de l'Ouest			1	
<i>Cypraea argus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			1	
<i>Cypraea bistrinotata</i>	Gastéropodes				6	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Cypraea caputserpentis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (8)		12	
<i>Cypraea carneola</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (4)		4	Endémique
<i>Cypraea carneola propinqua</i>	Gastéropodes	Triangle polynésien			1	
<i>Cypraea childreni</i>	Gastéropodes	Maurice, Ceylan, Japon, Est et centre du Pacifique	Tuamotu (3)		3	
<i>Cypraea cumingii</i>	Gastéropodes	Îles de la Ligne) à la Polynésie française	Société (2)		2	
<i>Cypraea depressa</i>	Gastéropodes	Océan Indien, Est Pacifique et Pacifique central	Tuamotu (3)		5	
<i>Cypraea dillwyni</i>	Gastéropodes	Îles Kiribati, Fiji et Polynésie française	Tuamotu		2	
<i>Cypraea erosa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		5	
<i>Cypraea fimbriata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Cypraea globulus</i>	Gastéropodes		Gambier		1	
<i>Cypraea goodalli</i>	Gastéropodes		Tuamotu		3	
<i>Cypraea helvola</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (3)		4	
<i>Cypraea irrorata</i>	Gastéropodes		Tuamotu		5	
<i>Cypraea isabella</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (6)		8	
<i>Cypraea leviathan bouteti</i>	Gastéropodes		Tuamotu		5	
<i>Cypraea leviathan</i>	Gastéropodes	Triangle polynésien			3	Endémique
<i>Cypraea lynx</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		4	
<i>Cypraea maculifera</i>	Gastéropodes	Est Pacifique	Tuamotu (1)		5	
<i>Cypraea mappa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		2	
<i>Cypraea margarita</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (4)		4	
<i>Cypraea mariae</i>	Gastéropodes	Est de la province Indo-Pacifique,	Tuamotu		5	
<i>Cypraea mauritiana</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		15	
<i>Cypraea minoridens</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Cypraea moneta</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (8)		14	
<i>Cypraea nucleus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (5)		8	
<i>Cypraea obvelata</i>	Gastéropodes	Polynésie orientale	Société (9)		12	Endémique
<i>Cypraea poraria</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Cypraea punctata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Cypraea schilderorum</i>	Gastéropodes	Pacifique central et de l'Est	Tuamotu (6)		9	
<i>Cypraea scurra</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		4	
<i>Cypraea serrulifera</i>	Gastéropodes	Îles de la Ligne, archipels de la Société et des Tuamotu	Tuamotu (2)		2	
<i>Cypraea staphylaea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Société (1)		1	
<i>Cypraea subteres</i>	Gastéropodes	Archipels des Cook, Marquises, Société et des Tuamotu	Tuamotu (3)		3	
<i>Cypraea talpa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (3)		5	
<i>Cypraea teres</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		3	
<i>Cypraea tigris</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Marquises (1)		41	
<i>Cypraea ventriculus</i>	Gastéropodes	des Îles Salomon à la Polynésie	Tuamotu (5)		9	
<i>Cypraea vitellus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		4	
<i>Cypraea ziczac</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Cypraeacassis rufa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			11	
<i>Cypraeacassis testiculus testiculus</i>	Gastéropodes	Caribbes	Texas		1	
<i>Daphnella flammea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Daphnella reeveana</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Diala semistriata</i>	Gastéropodes		Australes (3)		3	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Diala varia</i>	Gastéropodes		Société (5)		5	
<i>Diodora rupellii</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Distorsio anus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		4	
<i>Drupa clathrata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Drupa grossularia</i>	Gastéropodes	De l'Indonésie à la Polynésie	Société (5)		5	
<i>Drupa morum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (4)		4	
<i>Drupa ricinus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			6	
<i>Drupa rubusculdaeus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Drupa speciosa</i>	Gastéropodes	Archipels des Gambier et des Tuamotu	Tuamotu (1)		1	Endémique
<i>Drupella comus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (5)		4	
<i>Drupella fenestrata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Drupella ochrostoma</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (10)		10	
<i>Drupella oparense</i>	Gastéropodes		Australies (1)		1	
<i>Echinus cumingi</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Emarginula concinna</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Engina farinosa</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Engina fragaria</i>	Gastéropodes		Marquises (1)		1	
<i>Engina phasinola</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Engina siderea</i>	Gastéropodes		Australies (1)		2	
<i>Engina zonalis</i>	Gastéropodes				1	
<i>Ericusa sowerbyi</i>	Gastéropodes		Australie	Rare	2	
<i>Erema acricula</i>	Gastéropodes		Australies (1)		1	
<i>Euchelus cf. instrictus</i>	Gastéropodes		Australies (2)		2	
<i>Euchelus clathratus</i>	Gastéropodes		Australies (1)		1	Endémique
<i>Eucithara pusilla</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Eucithara stromboides</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Eulima sp.1</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Fasciolaria sp.</i>	Gastéropodes				1	
<i>Fusinus hundatus</i>	Gastéropodes	Pacifique central			1	Endémique
<i>Gafrarium pectinatum</i>	Bivalves		Société		2	
<i>Gastrochaena dentifera</i>	Bivalves		Tuamotu		1	
<i>Gloripallium pallium</i>	Bivalves		Société (1)		7	
<i>Haliotis coccoradiata</i>	Gastéropodes	Australie			1	
<i>Haliotis pulcherima</i>	Gastéropodes	Polynésie	Tuamotu		3	
<i>Haliotis rufescens</i>	Gastéropodes	Californie			2	
<i>Haliotis sp.</i>	Gastéropodes				4	
<i>Harpa amouretta</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			15	
<i>Harpa articularis</i>	Gastéropodes	SW Pacifique, pas en Polynésie			5	
<i>Harpa davidis</i>	Gastéropodes	pas en Polynésie			2	
<i>Harpa gracilis</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Harpa harpa</i>	Gastéropodes	pas en Polynésie			5	
<i>Harpa major</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			9	
<i>Harpa ventricosa</i>	Gastéropodes	Indonésie, Polynésie			8	
<i>Hastula lanceata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Hastula matheroniana</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Hastula penicillata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Marquises		1	
<i>Hastula philippiana</i>	Gastéropodes		Société		1	
<i>Hastula strigillata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Hastula stylata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Heliacus sterkii</i>	Gastéropodes				1	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Heliacus trochoides</i>	Gastéropodes	Archipels des Philippines, Hawaii, Société et Nouvelle-Calédonie	Marquises		1	
<i>Heliacus variegatus</i>	Gastéropodes	province Indo-Pacifique,	Société		1	
<i>Hexaplex nigrinus</i>	Gastéropodes	Californie			5	
<i>Hipponyx conicus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (4)		4	
<i>Hippopus hippopus</i>	Bivalves	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			3	
<i>Homalopoma maculosa</i>	Gastéropodes	Archipels des Gambier, des Tuamotu et Tahiti	Tuamotu (4)		4	Endémique
<i>Ianthina ianthina</i>	Gastéropodes	Mers chaudes et tempérées	Tuamotu (1)		1	
<i>Imbricaria conovula</i>	Gastéropodes	Zone intertropicale du Pacifique	Société (3)		3	
<i>Imbricaria conularis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Imbricaria olivaeformis</i>	Gastéropodes	Zone intertropicale du Pacifique	Société (6)		6	
<i>Imbricaria punctata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (5)		5	
<i>Impages hectica</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Inforis cf. goubini</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Inforis perfecta</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Isognomon isognomum</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Isognomon nucleus</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		1	
<i>Isognomon pectinata</i>	Bivalves				1	
<i>Isognomon vulsella</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		1	
<i>Kermia bamadi</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Kermia felina</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Kermia pumila</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Kermia tessellata</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Lachryma sulcifera</i>	Gastéropodes		Société (5)		5	
<i>Lambis chiragra</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			7	
<i>Lambis crocata crocata</i>	Gastéropodes	Des côtes africaines aux Samoa			2	
<i>Lambis crocata pilsbryi</i>	Gastéropodes	Marquises		Très rare	8	Endémique
<i>Lambis lambis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			8	
<i>Lambis millepeda</i>	Gastéropodes	Pacifique (pas la Polynésie)			1	
<i>Lambis robusta</i>	Gastéropodes	Polynésie, îles du-Vent et île Fiti	Société (1)		1	Endémique
<i>Lambis scorpius scorpius</i>	Gastéropodes	Pacifique Ouest			5	
<i>Lambis truncata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			3	
<i>Lambis truncata sebae</i>	Gastéropodes	Pacifique			7	
<i>Latirus gemmatus</i>	Gastéropodes		Tuamotu (3)		3	
<i>Latirus nodatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		2	
<i>Latirus sanguifluus</i>	Gastéropodes	Polynésie,	Tuamotu (1)		1	
<i>Lienardia granosa</i>	Gastéropodes		Société (1)		2	
<i>Lienardia malleti</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Lienardia mighelsi</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Lienardia polynesiense</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Lienardia rubida</i>	Gastéropodes		Société (5)		5	
<i>Lima fragilis</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		1	
<i>Lioconcha philippinarum</i>	Bivalves		Tuamotu (2)		2	
<i>Lithophaga hanleyana</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Lithophaga laevigata</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		2	
<i>Lithophaga malaccana</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Lithophaga nigra</i>	Bivalves		Société (1)		1	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Littorina coccinea</i>	Gastéropodes	Indonésie et Pacifique	Société (6)		6	
<i>Littorina scabra</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (6)		6	
<i>Livonia</i> sp.	Gastéropodes				1	
<i>Lopha cristagalli</i>	Bivalves	Province Indo-Pacifique			1	
<i>Macteola interrupta</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Maculotrion serriale</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (6)		6	
<i>Malea pomum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		7	
<i>Mancinella tuberosa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Mastonia aegle</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastonia aurea</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastonia cf. squalida</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Mastonia cingulifera</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastonia evandina</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastonia iris</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastonia papillata</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mastoniaeforis decorata</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Maurea af. pellucida</i>	Gastéropodes	Nouvelle-Zélande			1	
<i>Melampus flavus</i>	Gastéropodes				1	
<i>Melo aethiopica</i>	Gastéropodes	Indonésie			1	
<i>Melo</i> sp.	Gastéropodes				3	
<i>Melo umbilicatus</i>	Gastéropodes	Australie			2	
<i>Mesophora granosa</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mitra acuminata</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra ambigua</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mitra ancillides</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra assimilis</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra aurora</i>	Gastéropodes	Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra coffea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)	Rare	2	
<i>Mitra columbelliformis</i>	Gastéropodes	Pacifique,	Tuamotu (7)		7	
<i>Mitra contracta</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
		Des Philippines à l'archipel des îles Hawaii et en Polynésie				
<i>Mitra coronata</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra cucumerina</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Mitra edentula</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)	Rare	1	
<i>Mitra fastigium</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)	Rare	1	
<i>Mitra ferruginea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (3)		7	
<i>Mitra fraga</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Gambier		1	
<i>Mitra fulvescens</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra incompta</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		3	
<i>Mitra litterata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Mitra mitra</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		12	
<i>Mitra papalis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			1	
<i>Mitra paupercula</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Mitra pellisserpentis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra salta</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra stictica</i>	Gastéropodes		Société (4)		7	
<i>Mitra testacea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Mitra turgida</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Mitra typha</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Mitrella articulata</i>	Gastéropodes		Gambier		1	
<i>Mitrella marquesa</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Mitrella moleculina</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
Mitrella plutonida	Gastéropodes		Gambier		1	
Mitrella rorida	Gastéropodes		Société (3)		3	
Mitromorpha atramentosa	Gastéropodes		Société (1)		1	
Modiolus auriculatus	Bivalves		Société (1)	commune	1	
Modulus candidus	Gastéropodes	Pacifique intertropical,	Tuamotu (2)		2	
Morula biconica	Gastéropodes		Société (1)		1	
Morula echinata	Gastéropodes		Société (1)		1	
Morula granulata	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (10)		10	
Morula margariticola	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (6)		6	
Morula nodicostata	Gastéropodes		Tuamotu (3)		3	
Morula parva	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
Morula spinosa	Gastéropodes		Société (1)		1	
Morula striata	Gastéropodes		Société (2)		2	
Morula uva	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (10)		10	
Murex haustellum	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			2	
Murex pecten	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			2	
Murex regius	Gastéropodes				1	
Nassa francolinus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		4	
Nassarius concinnus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
Nassarius fraudulentus	Gastéropodes		Société (1)		1	
Nassarius gaudiosus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		3	
Nassarius graniferus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (5)		5	
Nassarius papillosus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
Nassarius splendidulus	Gastéropodes				1	
Nassarius troendicorum	Gastéropodes		Société (1)		1	
Natica bougei	Gastéropodes		Société (1)		1	
Natica gualteriana	Gastéropodes		Société (1)		1	
Natica robillardi	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
Natica stellata	Gastéropodes	WPacifique, pas en Polynésie			3	
Natica violacea	Gastéropodes	Pacifique, archipels des Australes et de la Société	Société (1)		1	
Nautilus macromphalus	Céphalopodes	Province Indo-Pacifique jusqu'aux Fiji, pas en Polynésie			8	
Neocancilla camicolor	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
Neocancilla papilio	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (3)		7	
Neothais nesiotes	Gastéropodes		Australes (1)		1	
Nerita argus	Gastéropodes	Polynésie	Société (3)		3	
Nerita morio	Gastéropodes	Pacifique	Australes (3)		3	
Nerita plicata	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (7)		7	
Nerita polita	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Gambier		1	
Neritopsis radula	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
Nodillitonina leucosticta	Gastéropodes		Société (3)		3	
Oliva annulata	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			8	
Oliva duclosi	Gastéropodes	Pacifique			12	
Oliva miniacea	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			9	
Oliva panniculata	Gastéropodes		Marquises		1	
Oliva paxillus	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
Oliva peruviana	Gastéropodes	Pérou et Chili			3	Endémique
Oliva porphyria	Gastéropodes	Golfe de Californie			1	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Oliva reticulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			2	
<i>Otopleura mitralis</i>	Gastéropodes				1	
<i>Ovula ovum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			10	
<i>Papustyla pulcherima</i>	Gastéropodes	Papouasie-Nouvelle-Guinée			2	Endémique
<i>Partula suturalis</i>	Gastéropodes		Moorea	Éteinte dans la nature	18	Endémique
<i>Partula taeniata</i>	Gastéropodes		Moorea	Éteinte dans la nature	2	Endémique
<i>Partula tohiveana</i>	Gastéropodes		Moorea	Éteinte dans la nature	60	Endémique
<i>Patella dira</i>	Gastéropodes	Inde, abondante à Rapa	Australes	Rare	1	
<i>Patella flexuosa</i>	Gastéropodes	Pacifique et Indonésie, sauf aux Marquises	Tuamotu	Commune	6	
<i>Patelloida conoidalis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Australes		1	
<i>Peristernia chlorostoma</i>	Gastéropodes		Tuamotu		5	
<i>Peristernia nassatula</i>	Gastéropodes	Polynésie	Société		10	
<i>Peristernia sowerbyi</i>	Gastéropodes		Tuamotu		2	
<i>Peristernia ustulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Marquises		1	
<i>Phalium areola</i>	Gastéropodes	Océan Indien			3	
<i>Phalium bandatum</i>	Gastéropodes	Pacifique W., pas en Polynésie			1	
<i>Phalium glaucum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique dont Polynésie			1	
<i>Philippia radiata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Marquises		1	
<i>Phyllocoma convoluta</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Phyllonotus erythrostomus</i>	Gastéropodes	Pérou			1	
<i>Pinctada maculata</i>	Bivalves		Tuamotu (2)		2	
<i>Pinctada margaritifera</i>	Bivalves	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (8)		13	
<i>Pinctada</i> sp.	Bivalves				10	
<i>Pinna muricata</i>	Bivalves		Société (1)		2	
<i>Pisania australis</i>	Gastéropodes		Australes (1)		1	
<i>Pisania decollata</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Pisania ignea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Pisania iostoma</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Pisania truncata</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Pitar prora</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		1	
<i>Placostylus</i> sp.	Gastéropodes				5	
<i>Plagiocardium pseudolima</i>	Bivalves	Philippines			1	
<i>Planaxis fasciatus</i>	Gastéropodes		Société (7)		7	
<i>Planaxis nigrer</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Pleuroploca filamentosa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			1	
<i>Pleurotomaria beyrichii</i>	Gastéropodes	Mer de Chine		Très rare	1	
<i>Polinices flemingiana</i>	Gastéropodes	Archipels des Gambier, de la Société et des Tuamotu	Société		1	Endémique
<i>Polinices melanostoma</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société		1	
<i>Pseudocypraea adamsonii</i>	Gastéropodes	Pacifique	Tuamotu		1	
<i>Pseudodaphnella nexa</i>	Gastéropodes		Société		1	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Pseudodaphnella philippinensis</i>	Gastéropodes		Tuamotu		1	
<i>Pseudodaphnella tineta</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Pseudovergatus clava</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Société (1)		1	
<i>Pteria</i>	Bivalves	Pacifique			2	
<i>Pterygia crenulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Pterygia fenestrata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Pterygia nucea</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société		1	
<i>Pterygia pudica</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		2	
<i>Pterynotus tripterus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		2	
<i>Pupa solidula</i>	Gastéropodes				1	
<i>Pupa sulcata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Puperita reticulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (8)		8	
<i>Purpura persica</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Marquises (1)		24	
<i>Purpura pica</i>	Gastéropodes				1	
<i>Purpura sp.</i>	Gastéropodes				1	
<i>Pycnodonta hyotis</i>	Bivalves				2	
<i>Pyramidella sulcata</i>	Gastéropodes				1	
<i>Pyrene amirantium</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Pyrene flava</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Pyrene livescens</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Pyrene margarita</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Pyrene turturina</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		2	
<i>Pyrene varians</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Quidnypagus palatam</i>	Bivalves		Société (1)	Très commun	1	
<i>Quoyula madrepোরারum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (8)		8	
<i>Rapa rapa</i>	Gastéropodes	SW Pacifique, pas en Polynésie			2	
<i>Rapana rapiformis</i>	Gastéropodes	Asie du S-E			1	
<i>Rapana sp.</i>	Gastéropodes				2	
<i>Rhinoclavis articulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Rhinoclavis diadema</i>	Gastéropodes		Société (2)		2	
<i>Rhinoclavis fasciata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Tuamotu (4)		4	
<i>Rhinoclavis sinensis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Société (6)		6	
<i>Rissoina ambigua</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		2	
<i>Rissoina balteata</i>	Gastéropodes		Société (6)		6	
<i>Rissoina gigantea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Rissoina tenuistriata</i>	Gastéropodes		Australes (1)		1	
<i>Rissoina turricula</i>	Gastéropodes		Australes (1)		1	
<i>Scutarcopagia scobinata</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Semipallium rapaense</i>	Bivalves		Australes (1)		1	
<i>Sinovacula constricta</i>	Bivalves	Asie du S-E			1	
<i>Siphonaria sp.</i>	Gastéropodes				1	
<i>Spondylus regius</i>	Bivalves	W Pacifique, pas en Polynésie			1	
<i>Spondylus varians</i>	Bivalves	Province Indo-Pacifique			6	
<i>Stomatella laevis</i>	Gastéropodes		Australes (1)		1	
<i>Stomatella sanguinea</i>	Gastéropodes	Philippines, Queensland, Marshall, Cook, Société	Tuamotu (1)		1	
<i>Stomatella varia</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique,	Société (2)		2	
<i>Strombus bulla</i>	Gastéropodes	Indonésie			2	
<i>Strombus canarium</i>	Gastéropodes	S-W Pacifique			2	
<i>Strombus costatus</i>	Gastéropodes	Caribbes			2	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Strombus dentatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Strombus dilatatus</i>	Gastéropodes	S-W Pacifique	Société (1)		1	
<i>Strombus epidomis</i>	Gastéropodes	Philippines			1	
<i>Strombus gallus</i>	Gastéropodes				2	
<i>Strombus gibberulus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		5	
<i>Strombus gigas</i>	Gastéropodes	Caraïbes			1	
<i>Strombus lentiginosus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		9	
<i>Strombus luhuanus</i>	Gastéropodes	Ouest Pacifique			1	
<i>Strombus mutabilis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (8)		8	
<i>Strombus peruvianus</i>	Gastéropodes	Pérou			1	
<i>Strombus pugilis</i>	Gastéropodes	Caraïbes			1	
<i>Strombus raninus</i>	Gastéropodes	Floride - Brésil			1	
<i>Strombus sinuatus</i>	Gastéropodes	Pacifique, pas en Polynésie			3	
<i>Strombus thersites</i>	Gastéropodes	Polynésie		Rare	3	
<i>Strombus tricomis</i>	Gastéropodes	Mer Rouge			1	
<i>Strombus vomer</i>	Gastéropodes	Mélanésie			1	
<i>Subcancilia annulata</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Tectarius grandinatus</i>	Gastéropodes	Iles Cook, archipels des Gambier, de la Société et des Tuamotu	Société (6)		8	Endémique
<i>Tellina crebrimaculata</i>	Bivalves		Société (2)		2	
<i>Tellina obliquaria</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Tellina rhomboides</i>	Bivalves		Société (1)		1	
<i>Terebellum terebellum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			5	
<i>Terebra affinis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (7)		7	
<i>Terebra areolata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Terebra argus</i>	Gastéropodes	Pacifique, dont Polynésie,			4	
<i>Terebra babylonia</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Terebra cerithina</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Terebra chlorata</i>	Gastéropodes		Australes (1)		1	
<i>Terebra cingulifera</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Terebra columellaris</i>	Gastéropodes				1	
<i>Terebra crenulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (3)		5	
<i>Terebra dimidiata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		7	
<i>Terebra guttata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Terebra kilburni</i>	Gastéropodes	Nouvelle-Guinée, Queensland, Fiji, archipel de la Société			1	
<i>Terebra maculata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (3)		6	
<i>Terebra nitida</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			1	
<i>Terebra subulata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			4	
<i>Terebra undulata</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Thais aculeatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Thais armigera</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Thais sp.</i>	Gastéropodes					
<i>Thala mirifica</i>	Gastéropodes		Tuamotu (3)		3	
<i>Tibia fusus melanocheilus</i>	Gastéropodes	Asie du S-E		Très rare	2	
<i>Tibia insulaechorab</i>	Gastéropodes	Océan Indien		Rare	2	
<i>Tonna dolium</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique, pas en Polynésie			1	
<i>Tonna perdx</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			27	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
<i>Tonna sulcosa</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique pas en Polynésie			1	
<i>Trapezium oblongum</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		1	
<i>Tridacna derasa</i>	Bivalves				5	
<i>Tridacna gigas</i>	Bivalves				1	
<i>Tridacna maxima</i>	Bivalves		Tuamotu (1)		5	
<i>Tridacna squamosa</i>	Bivalves				8	
<i>Triphora triticea</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Tritonoturris cumingii</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
<i>Trivirostra exigua</i>	Gastéropodes	Archipels de la Société et des Tuamotu	Tuamotu (1)		1	
<i>Trivirostra hordacea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (3)		3	
<i>Trivirostra pellucidula</i>	Gastéropodes		Gambier		1	
<i>Trochus conoidalis</i>	Gastéropodes	Archipel des Tuamotu	Tuamotu (3)	Commun	3	Endémique
<i>Trochus niloticus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)	Commun	11	Introduit
<i>Turbo argyrostomus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)	Commun	7	
<i>Turbo mamoratus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique			5	
<i>Turbo petholatus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		14	
<i>Turbo setosus</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		4	
<i>Turridrupa astricta</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Turridrupa cincta</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Turritella af. fastigiata</i>	Gastéropodes	pas en Polynésie, Inde			3	
<i>Vanikoro cancellata</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (2)		2	
<i>Vanikoro helicoidea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Vasum armatum</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		2	
<i>Vasum ceramicum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		4	
<i>Vasum sp1</i>	Gastéropodes				1	
<i>Vasum sp2</i>	Gastéropodes				1	
<i>Vexilla fusconigra</i>	Gastéropodes		Marquises (1)		1	
<i>Vexilla vexillum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Vexillum cadaverosum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (2)		2	
<i>Vexillum cancellarioides</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum cavea</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum consanguineum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)	Rare	1	
<i>Vexillum coronatum</i>	Gastéropodes	Pacifique	Société (2)		2	
<i>Vexillum crocatum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Vexillum emiliae</i>	Gastéropodes				1	
<i>Vexillum exasperatum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum fortiplicatum</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum interruptum</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum leucozonias</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum microzonias</i>	Gastéropodes	De l'Indonésie à la Polynésie	Société (1)		1	
<i>Vexillum millecostatum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum modestum</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum patriarchalis</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Vexillum pisolinum</i>	Gastéropodes	Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum roseotinctum</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum roseum</i>	Gastéropodes	Pacifique	Tuamotu (1)		1	
<i>Vexillum rubrum</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum speciosum</i>	Gastéropodes		Tuamotu (1)		2	
<i>Vexillum suavis</i>	Gastéropodes		Société (1)		1	
<i>Vexillum tuberosum</i>	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
<i>Vexillum tusum</i>	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	

INVENTAIRE DES COLLECTIONS DU MTI-TFM : Collection de coquillages

Nom scientifique	Classe	répartition	archipel de collecte	fréquence	Nbre de spécimens	Statut
Vexillum unifascialis	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
Viriola incisa	Gastéropodes		Société (1)		1	
Viriola vulpina	Gastéropodes		Société (1)		1	
Voluta musca	Gastéropodes	Caraïbes			1	
Xenuroturnis cingulifera	Gastéropodes	Province Indo-Pacifique	Société (1)		1	
Zafra dautzenbergi	Gastéropodes		Australes (3)		3	
Zafra nanisca	Gastéropodes		Tuamotu (2)		2	
Zafra troglodytes	Gastéropodes		Société (1)		1	
		Nombre total de spécimens			1768	
		Nombre total d'espèces représentées			590	

PRINCIPALES ACQUISITIONS DE 2002 A 2005

Année	description objet	auteur	aire géographique	Acquisition		Mise à disposition du Musée	
				N° arrêté	date	N° convention	n° inv MTI-T
2002	parure de tête		Marquises	122/MAF	11/01/2002		D 2002.1.1
	bâton de commandement		Marquises	122/MAF			D 2002.1.2
	massue parahue		Marquises	122/MAF			D 2002.1.3
	massue u'u		Marquises	122/MAF			D 2002.1.4
	bâti de râpe à coco		Société	424/MAF	07/02/2002		D 2002.3.1
	ornement cylindrique ivi po'o		Marquises	424/MAF			D 2002.3.2
	Tambour à membrane		Marquises	1606/MAF	25/04/2002		D 2002.4.1
	pilon Société		Société		05/12/2002	2-2406/MAF	D 2003.1.1
	pilon Société		Société			2-2406/MAF	D 2003.1.2
2003	poncho		Polynésie		20/01/2003	3-0001/MAF	D 2003.2.1
	représentation anthropomorphe		Marquises			3-0002/MAF	D 2003.2.2
	représentation zoomorphe		Société			3-0003/MAF	D 2003.2.3
	représentation anthropomorphe		Société			3-0004/MAF	D 2003.2.4
2004	busle de Gauguin			30/MAF	07/01/2004	4-0005/DAF	D 2004.1.1
	tapa		Polynésie	32/MAF	15/10/2003	3-0014/MAF	D 2004.2.1
	bambou gravé		Marquises	31/MAF	07/01/2004	4-0001/MAF	D 2004.2.2
	collier		Marquises	35/MAF		4-0002/MAF	D 2004.2.3
	ornement d'oreille		Marquises	34/MAF		4-0003/MAF	D 2004.2.4
	ornement		Marquises	33/MAF		4-0004/MAF	D 2004.2.5
	tenture : légende du uru	Crocq H.		17/MAF	09/06/2004	21/MAF	D 2004.4.1
	tenture : figures géométriques	Crocq H.				21/MAF	D 2004.4.2
	tenture : Faaiheiehe	Crocq H.				21/MAF	D 2004.4.3
	photo : salle de sport	Chansin M.		28/MAF	09/06/2004	55/MAF	D 2004.5.1
	photo : la croix	Villierme M.-H.		27/MAF	09/06/2004	54/MAF	D 2004.7.1
	photo : course de pirogues	Sylvain A.		29/MAF	09/06/2004	56/MAF	D 2004.8.1
	photo : femme et banian	Sylvain A.				56/MAF	D 2004.8.2
	photo : pirogue à voile	Sylvain A.				56/MAF	D 2004.8.3
	peinture : écharpe de soie	Hashimoto S.		30/MAF	09/06/2004	57/MAF	D 2004.9.1
	dessin : scène de danse	Gouwe H.		18/MAF	04/06/2004		D 2004.10.1
	huile : scène de danse	Gouwe H.					D 2004.10.2
	photo : Anau	Christian E.		24/MAF	09/06/2004	52/MAF	D 2004.11.1
	photo : Faimano Holman	Christian E.					D 2004.11.2
	photo : pointe des pêcheurs	Christian E.					D 2004.11.3
	photo : Bora Bora 2001	Christian E.					D 2004.11.4
	photo : Baie de Moeraï	Christian E.					D 2004.11.5
	photo : Tautira	Christian E.					D 2004.11.6
	photo : au fare	Christian E.					D 2004.11.7
	photo : Tikehau	Christian E.					D 2004.11.8
	photo : le peintre Jean Masson	Christian E.					D 2004.11.9
	photo : uru	Christian E.					D 2004.11.10
	photo : pirogue à voile	Christian E.					D 2004.11.11
	livre : mémorial polynésien Tomes 1 à 6			25/MAF	09/06/2004		D 2004.12.(1 à 6)
	livre : voyage de Bougainville, Tomes 1 et 2)			26/MAF	09/06/2004	53/MAF	D 2004.13.(1 à 2)
	livre : Ka Hana Kapa, Tomes 1 et 2)	Brigham		21&34/MAF	11/06/2004	61/MAF	D 2004.14.(1 et 2)
	livre : Tatuurine	Steinen K. von den		20&32/MAF	11/06/2004	59/MAF	D 2004.15.1
	livre : Plastik	Steinen K. von den					D 2004.15.2
	pilon		Hawaii	19&33/MAF	11/06/2004	60/MAF	D 2004.16.1
	représentation anthropomorphe		Société		27/05/2004	13/MAF	D 2004.17.1
	pilon		Société				D 2004.17.2
	réceptient		Société				D 2004.17.3
	massue courte		Société				D 2004.17.4
	massue courte		Société				D 2004.17.5
	collier		Marquises				D 2004.17.6
	collection de photographies et de documents anciens			15/MAF	27/05/2004	14/MAF	D 2004.32
2005	photo : fleur de purau	Maurin M.		6/MAF	02/03/2005	5.0025/MAF	D 2004.6.1

Précision : Objets acquis par le Pays puis mis à disposition du Musée par convention.

Inventaire des sites de la commune de Papeete

N°	Nom du site	Archipel	Ile	Commune	Situation	Description
1	Marae Taputapuataea	IDV	Tahiti	Papeete	Pointe Taunoo, embouchure de la rivière Fautaua rive gauche, emplacement du collège de Taunoo.	Site classé, détruit.
2	Stèle de Pierre Loti (Julien Viaud 1850-1923)	IDV	Tahiti	Papeete	PK 1,6 c/ml, vallée de Fautaua.	Monument en pierre et bronze réalisé à Paris par Ph. Besnard. Inauguré le 16 juillet 1934. Le bas-relief représente Rarahu qui tend une fleur symbolisant Tahiti.
3	Stèle des premiers missionnaires catholiques picpuclens	IDV	Tahiti	Papeete	Rue de l'Evêché.	Monument portant au sommet l'effigie des trois premiers missionnaires catholiques de Mangareva : les pères François d'Assise Carel et Honoré Laval, et le frère Colomban Murphy. Érigé en 1936 pour commémorer le centenaire de leur arrivée.
4	Evêché de Papeete	IDV	Tahiti	Papeete	Rue de l'Evêché.	Bâtiment à deux étages construit entre 1870 et 1875 par des Mangaréviens. En pierres basaltiques taillées. Un troisième étage a été ajouté par Msg. Michel Coppenrath.
5	Bâtiment du Koo Men Tong	IDV	Tahiti	Papeete	Rue du Maréchal Foch.	Bâtiment en bois à un étage appartenant à l'association philanthropique chinoise Koo Men Tong, construit en 1942.
6	Cathédrale de Papeete	IDV	Tahiti	Papeete	PK 0, place Notre-Dame.	Cathédrale en pierres de taille à une nef et un clocher central au-dessus de l'entrée en façade, construite entre 1856 et 1860.
7	Maison de la Reine Marau Taaroa (1860-1934)	IDV	Tahiti	Papeete	Angle de l'avenue de la reine Pomare IV et de la rue du Général De Gaulle.	Maison coloniale en bois, construite en 1899.
8	Source Vaiete	IDV	Tahiti	Papeete	Rue Dumont D'Urville, jardin de l'assemblée de Polynésie française.	Bain aménagé de la reine Pomare IV.
9	Stèle de Pouvanaa a Oopa (1895-1977)	IDV	Tahiti	Papeete	Place Pomare V.	Stèle en béton et buste sans bras. Elevée en mémoire du célèbre héros "maohi" et metua Pouvanaa a Oopa, pour rappeler ses actions en faveur de son peuple et de son pays. Inaugurée le 10 mai 1982 par John Teariki.
10	Banier de la place Tarahoi	IDV	Tahiti	Papeete	Place Tarahoi.	Au XIXe siècle, cet arbre offrait un refuge abrité et faisait office de cercle militaire. Parmi les usagers de ce lieu, le peintre Paul Gauguin.
11	Stèle de Bougainville (1729-1811)	IDV	Tahiti	Papeete	Parc Bougainville, ancienne place Albert 1er.	Stèle commémorant l'arrivée du navigateur à Tahiti le 5 avril 1768. Inaugurée par François Cardella en 1909. A droite de la stèle, le canon de la Zélée, à gauche, le canon du Seedler.
12	Hôpital Vaiani	IDV	Tahiti	Papeete	Rue du commandant Destremeau.	Ancien hôpital militaire construit entre 1848 et 1849, à l'architecture coloniale.
13	Cimetière de l'Uranie	IDV	Tahiti	Papeete	PK 1,7 c/ml.	Cimetière en terrasses, ouvert en 1855.
14	Monument aux morts de la guerre de 1844-1846	IDV	Tahiti	Papeete	Cimetière de l'Uranie, premier niveau.	Monument en béton élevé à la mémoire des soldats français morts durant la guerre franco-tahitienne de 1844-1846.
15	Tombe de François Cardella (1838-1917)	IDV	Tahiti	Papeete	Cimetière de l'Uranie, premier niveau.	Tombe du premier maire de la commune de Papeete.
16	Tombe de la reine Marau Taaroa (1860-1934)	IDV	Tahiti	Papeete	Cimetière de l'Uranie, deuxième niveau.	Tombe à gradins en forme de ahu.

Inventaire des sites de la commune de Faaa

N°	Nom du site	Archipel	Île	Commune	Situation	Description
1	Pointe Hotuareaa	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,4 c/mer, tournant du flamboyant.	Site légendaire, source au pied d'un promontoire rocheux. Site classé.
2	Marae sur la terre Paroro	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, moyenne vallée de Papehaua, colline rive droite.	Marae remanié, ahu et pavage partiellement conservés.
3	Marae Ahurai	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, moyenne vallée de Papehaua, colline rive gauche.	Petit marae éboulé, pierres dressées et pavage partiellement conservés.
4	Terre Teaeohoparae	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, moyenne vallée de Papehaua, rive droite.	Petit marae et alignement de blocs.
5	Marae de la vallée de Papehaua 1	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, moyenne vallée de Papehaua, colline rive gauche.	Marae et terrasses éboulés.
6	Vallée de Papehaua 2	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, moyenne vallée de Papehaua, colline rive gauche.	Petites terrasses et marae probable.
7	Vallée de Papehaua 3	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, haute vallée de Papehaua rive gauche, au sommet d'une colline.	Marae et structures annexes, ahu en moellons de corail taillés, avec trois pierres dressées en façade.
8	Vallée de Papehaua 4	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, haute vallée de Papehaua rive gauche, en amont d'une chute d'eau.	Zone archéologique regroupant des terrasses horticoles et/ou d'habitations, un marae possédant un ahu délimité par des dalles de calcaire corallien, des pierres dressées et une pierre dossier.
9	Vallée de Papehaua 5	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai haute vallée de Papehaua rive droite.	Zone archéologique regroupant des terrasses.
10	Terre Atinahe Rahi	IDV	Tahiti	Faaa	PK 3,6 c/mt route de Pamatai, haute vallée de Papehaua rive droite.	Petite terrasse sur laquelle se serait trouvé un puna auhopu.
11	Hauiti	IDV	Tahiti	Faaa	Plateau de Hauiti, au-dessus du quartier Saint Hilaire, accès par la route du bassin Mumuvai.	Site légendaire où périrent de froid les jumeaux Tu et Ala venus de l'ouest.
12	Marae Aifa	IDV	Tahiti	Faaa	PK 4,5 c/mt, à 1,5 km dans le lotissement Puurai.	Marae délabré.
13	Stèle funéraire de Faaa	IDV	Tahiti	Faaa	PK 4,8 route de ceinture c/mt.	Stèle en béton et pierres basaltiques, élevée le 29 juin 1985, à la mémoire des héros de Faaa morts en 1844 au cours des combats contre les soldats français pour protéger leur île et leur indépendance.
14	Marae Ahurai	IDV	Tahiti	Faaa	PK 5,3 c/mt, route de Saint-Hilaire après le cimetière, sur une crête.	Ensemble de 5 marae arii de Faaa, dont les structures annexes ont été détruites.
15	Marae sur la terre Tereva	IDV	Tahiti	Faaa	PK 5,3 c/mt, route de Saint-Hilaire après le cimetière, sur une crête.	Marae très délabré, pierres dressées et pavage partiellement conservés. Il pourrait s'agir d'un élément du marae Ahurai.
16	Marae sur la terre Temomea	IDV	Tahiti	Faaa	PK 6 c/mt, sur une colline qui surplombe la basse vallée de Piafau en rive droite.	Marae remanié.
17	Tataa	IDV	Tahiti	Faaa	PK 7 c/mer, Pointe Fanatea, en limite des communes de Faaa et Punaauia.	Sites légendaires où se trouvent deux pierres liées à l'envoi des âmes. Elles sont appelées ofai ora, pierre de vie, et ofai pohe, pierre de mort. Sur le platier corallien se trouvent également les empreintes de pied du héros Pai.

Inventaire des sites de la commune de Punaauia

N°	Nom du site	Archipel	Ile	Commune	Situation	Description
1	Péroglyphe de Vaipoopoo	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 9 c/mt, sur les hauteurs du lotissement Lotus.	Péroglyphe sur un bloc de basalte représentant une figure anthropomorphe.
2	Passe Taapuna	IDV	Tahiti	Punaauia	Passe au PK 10,7.	Site légendaire lié au héros Puna.
3	Marae Tahiti	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, vallée de Punaruu rive droite, sur la terre Te-ara-o-Tahiti.	Le marae Tahiti était un marae arii de Punaauia et traditionnellement un des plus anciens. Au début du XXe siècle, il restait un petit marae entouré de terrasses. Site classé, détruit.
4	Marae Site Village	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, vallée de Punaruu.	Marae et site d'habitat. Site classé.
5	Terres Mouahoau et Teapuu	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, vallée de Punaruu rive gauche.	Zone archéologique avec 7 marae et des vestiges d'habitat.
6	Vallée de Punaruu 1	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, vallée de Punaruu rive droite.	Paepae.
7	Vallée de Punaruu 2	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, haute vallée de Punaruu rive droite.	Deux marae et des terrasses.
8	Tetamanu	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, haute vallée de Punaruu, plateau Tetamanu.	Tetamanu est le nom d'une terre qui par extension a été attribuée à tout le plateau, appelé aussi "plateau des oranges". Zone archéologique et légendaire.
9	Marae sur la terre Teoneroa	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, haute vallée de Punaruu, plateau Tetamanu, peho Apiriamore.	Zone archéologique avec 2 marae, des enclos et terrasses. L'un des marae serait lié à l'ancêtre Tuatau, dont l'esprit protecteur ramenait les personnes égarées vers la côte. Site classé.
10	Terre Urufara	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, haute vallée de Punaruu, plateau Tetamanu.	Site d'habitat pré-européen : 8 marae et des terrasses recensés. Site classé.
11	Plateau Rata	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,3 c/mt, haute vallée de Punaruu, plateau Rata.	Zone archéologique : terrasses.
12	Mont Orohena	IDV	Tahiti	Punaauia	Plus haut sommet de Tahiti culminant à 2241 m.	Marae comportant des blocs de corail. Site légendaire.
13	Tour Perrote	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,4 c/mt, surplombe le pont de Punaruu.	Blockhaus de 1846 construit en moellons basaltiques liés à la chaux avec quelques pierres de taille en tuf rouge. Site classé.
14	Tour De Bréa	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,6 c/mt.	Blockhaus construit en 1846 durant le conflit franco-tahitien, en moellons basaltiques liés à la chaux avec quelques pierres taillées en tuf rouge. Site classé.
15	Pointe Nuuroa	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,6 à PK 15 c/mer, anciennement Pointe Punaauia, dite Pointe des Pêcheurs.	Zone archéologique et historique importante par l'implantation de plusieurs marae dont le marae Taputapuata de Punaauia, puis par l'installation de la station missionnaire de la Société des missions de Londres (L.M.S.) en 1819. Site légendaire lié à Puna.
16	Marae Taumeha	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 14,5 c/mer, Pointe Nuuroa, anciennement Pointe Punaauia, dite Pointe des Pêcheurs.	Grand marae mentionné par K.P. Emory au début du XXe siècle. Site classé, détruit.
17	Tetaitapu	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 15 c/mer, anciennement Pointe Punaauia, dite Pointe des Pêcheurs, hôtel Méridien.	Site funéraire pré-européen, encore utilisé aux XIXe et XXe siècles.
18	Marae Rua	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 16,650 c/mer, Maruapo, terre Farepapa.	Au début du XXe siècle, ce marae était long de 60 m avec un ahu en plate-forme à degrés en corail. Selon C. Handy, il s'agissait du marae du chef Rua de Atehuru, qui s'opposa à Pomare en 1802 dans un conflit appelé le tamai ia Rua, la guerre de Rua.
19	Marae de la vallée de Maruapo 1	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 16,6 c/mt, vallée de Maruapo rive gauche.	Le marae et les structures annexes sont partiellement détruits.
20	Vallée de Maruapo 2	IDV	Tahiti	Punaauia	PK 16,6 c/mt, vallée de Maruapo.	Vestiges d'habitat pré-européen : marae, murs, terrasses, pavages.

Liste des sites classés (présentant un intérêt historique ou culturel)

commune (ou section)	Monuments	Lieu	Année de classement
Afaahiti	Fort de Taravao	60è km	1952 /juin
Arue	Tombeau du Roi Pomare V	5è m, terre Ahutoru	1952 /juin
	Tombeau des deux premiers missionnaires	-	1952 /juin
	Pétroglyphe		1952 /juin
	Marac Ahutoru ou Terahoi à Papao	5è km près école Arue, terre Ahutoru	1952 /juin
	Marac Eahuriri	Terre Eahurii	1952 /juin
	Marac Tuatahi	Terre Paparapu	1952 /juin
	Maison et jardin de Norman Hall		1993/juillet
Faaa	Pointe de Faaa	Hotuarea	1952 /juin
Hitiaa	Marac Taputapuataea	Derrière le temple protestant	1952 /juin
Mahaena	Marac Fareura	Terre Fareura	1952 /juin
	Marac Teturui	Terre Teturui	1952 /juin
	Marac Ofaimao	Terre Ofaimao	1952 /juin
	Un trou d'eau	Terre Tapiol	
Mahina	Pointe Venus et monument Cook	Terre Painaviniti	1952 /juin
	Belvédère	Côte Taharaa	1952 /juin
	Grotte Monoihere	Près Orofara	
	Marac Fareroi	Terre Rautiti	1952 /juin
Mataiea	Lac Vaihira	Terres Teoneamo et Taraetupu	
	Cascade Vaipahi	Terre Tehiura	
	Cascade Atehiti	Terre Atehiti	
Paea	Marac Arahurahu	23è km à 1 km à l'intérieur	1952 /juin
	Marac Narii	22è km, sur la mer, en face école Paea	1952 /juin
	Marac Taata ou Vaiteaho	21è km Papehuc	1952 /juin
	Marac teua	Terre Tenuumanu, vallée Orofero	1952 /juin
	Arae Aratua	Terre Tefanito, vallée Orofero	1952 /juin
	Grotte de Maraa	28è km 800	1952 /juin
Papara	Marac Mataoa	Est de la rivière Apomaoro	1952 /juin
	Marac Mahaiatea	Pointe Mahaiatea	1952 /juin
	Marac Taputuarai		1952 /juin
Papeete	Marac Taputapuataea	Taunoa	1952 /juin
	Monument aux morts de la Grande Guerre	avenue Bruat	2003/juin
Papenoo	Marac Ui	Terre Ui, sur le plateau Atohei	1952 /juin
	Marac Vaivarovaro	Terre Vaivarovaro	1952 /juin
	Marac Paepae Ori	Terre Aorai	1952 /juin
	Marac Putoa	Terre Putoa	1952 /juin
	Mai-ce Turoa	Terre Teofetanu	1952 /juin
	Marac Munitahavai	Terre Ieieifaatatau	1952 /juin
	Marac Tepuaraa	Terre Pua	1952 /juin
	Cave Pufau	Terre Fufau	
	Cave Anapiro	Terre Anapiro	
Pirae	Grotte Pare	Terre Tuuora et Papeahu	
Punaauia	Marac Tahiti	Terre "Te Ara o Tahiti" rive droite de la Punaruu, 2km à l'intérieur	1952 /juin
	3 fortins du Punaaruu	Embouchure de la Punaruu	1952 /juin
	Marac Taumeha	Près de la maison du chef	1952 /juin
	Marac Apiriamore	Vallée de la Punaruu	1952 /juin
	Tetamanu	Vallée de la Punaruu	1952 /juin
	Marac — site village	Vallée de la Punaruu - côté nord	1952 /juin
	Urufaro	Plateau Tetamanu	1952 /juin
	Marac Rua	Farepapa	

Tautira	Marae Vaiotaha	Tautira	1952 /juin
	Marae Faatototino	-	1952 /juin
	Marae Atomovahine	-	1952 /juin
	<i>Cascade du Vahi</i>	-	
	Pierres gravées Vaiote	Terre Ahiroroa	1952 /juin
Teahupoo	Paepae o te Arii Tinoura Pahu a Tefarevahine	Terre Tefarevahine	1952 /juin
	Marae Titia	Près Hotopuu	1952 /juin
Tiarei	Marae Ahaurau	Hotopuu	1952 /juin
	<i>Grotte Vaipoiri</i>	<i>Teahupoo</i>	
Tiarei	Marae Taaroa		1952 /juin
	Marae Taioo	Terre Taioo	1952 /juin
	Marae Patiioparae	Terre Faaru	1952 /juin
	4 pierres en ligne droite		1952 /juin
Vairao	Marae Nuutere	Face école Vairao début vallée Vaipohe	1952 /juin
	Marae Matahihae	Près du pont Vavi côté plage 600m de la route	1952 /juin
IGDIR			
Papetoai	Marae Taputapuata	Papetoai	1952 /juin
	Marae Apootaata	-	1952 /juin
	Marae Tetitoa	Opunohu	1952 /juin
Haapiti	Marae Nuurua	Terre Nuurua a Varare	1952 /juin
	Marae Tepa	a Varere	1952 /juin
	Marae Fareia	Terre Tetuira	1952 /juin
	Marae Vaiotaha	Terre Teautaraa	1952 /juin
	Marae Tefano		1952 /juin
	Marae Varari	Terre Tetauaru	1952 /juin
	Marae Taarauava	Terre Taipua	1952 /juin
Teavaro	Marae Ofai Pahu	Teavaro	1952 /juin
	Marae Ofai Tahinu	-	1952 /juin
	Marae Paruai	-	1952 /juin
	Marae Tahutumutu		1952 /juin
Afareaitu	<i>Grotte Turupo</i>	<i>Afareaitu</i>	
	Marae Tetii	à 500 mètres du village d'Afareaitu	1952 /juin
	Marae Umarea	Village d'Afareaitu à 1km dans la vallée d'Afareaitu	1952 /juin
	<i>Grotte Vaitaraa</i>	<i>à Afareaitu</i>	
	Marae Titi	Terre Matiti	1952 /juin
ILES SOUS LE VENT			
Ile Huahine	Marae Horo	Terre Fariimoo (Maeva)	1952 /juin
	Maee Fareroi	-	1952 /juin
	Marae Vaiotaha	-	1952 /juin
	Marae Haumaru	Terre Tamarutaua (Maeva)	1952 /juin
	Marae Oavaura	Terre Tuapopoua (Maeva)	1952 /juin
	Marae Tetianui	Terre Tuapopoua (Maeva)	1952 /juin
	Marae Teavaovai	Terre Tereva (Maeva)	1952 /juin
	Marae Mataitaria	-	1952 /juin
	Marae Horohachaa	Terre Vaitipiu (Maeva)	1952 /juin
	Marae Teaiatupa o Teui	-	1952 /juin
	Marae Anini	Tiva (Huahine iti)	1952 /juin
	Marae Titoi	-	1952 /juin
	Marae Avaroa	Terre Avaroa (Maeva)	1952 /juin
	Marae Fare tou	Terre Pohatuura (Maeva)	1952 /juin
	Marae Mataireca-rahi	District Maeva	1952 /juin
	Marae Maununu	-	1952 /juin
	complexe du marae Te Ana Huiari'i" (classement des sites et monuments, avec périmètre de protection)	Maeva, Huahine	2002/décembre

Ile BoraBora	Marae Tamaruteaoa	Aihautai (Anau)	1952 /juin
	Marae	Terre Taemotu (Vaitape)	1952 /juin
	Pétroglyphe	Terre Vaiati (Nuue)	1952 /juin
	Monument d'Alain Gerbault	Place de Vaitape	1952 /juin
Ile Raiatea	Marae Tainuu	Tevaitoa	1952 /juin
Ile Raiatea	Marae Taputapuataea	Opoa	1952 /juin
ILES MARQUISES			
Ile Nuku-Hiva	Pierre de Marchand	Taihoac	1952 /juin
	Monument aux Marins et Soldats morts aux Marquises - depuis 1842		1952 /juin
	Marae Atuahoho	-	1952 /juin
	Tohua Hopuau		1952 /juin
	Meae Mahaiata	Taiohae	1952 /juin
	Tohua Kanino Havaiki	-	1952 /juin
	Tohua Tokuhii ou Tahuhanui	-	1952 /juin
	Tohua Koueva	-	1952 /juin
	Pa epae Vaiopetai	-	1952 /juin
	Meae de Paeké	Vallée Hoatua	1952 /juin
	Tohua Vahakekua	Taipivai	1952 /juin
	Trou a popoi "Ma"	-	1952 /juin
	Tohua Naniuhi	-	1952 /juin
	Tohua Pohoupo	Hatiheu	1952 /juin
	Camp retranché de Anaotako	Hakau.	1952 /juin
Ile Ua-Huka	Meae Hiniachi	Ile Ua-Huka	1952 /juin
	Tohua Vaitukuhac	-	1952 /juin
	Meae Matahemanu	-	1952 /juin
	Tohua Keetupu	-	1952 /juin
	Meae Tehevea	-	1952 /juin
	Tokai Anitahaana	-	1952 /juin
Ile Ua-Pou	Baie de Hohoi		
	Paepae de Menaha	Hakamaoui	1952 /juin
	Paepae de Omatchaa		1952 /juin
	Grotte funéraire		1952 /juin
Ile Hiva-Oa	Monument Guerre 1939-1945	Atuona	1952 /juin
	Tombe peintre Gauguin	-	1952 /juin
	Tohua Meae et Paepae et deux pierres sculptées	Manavai (Atuona)	1952 /juin
	Tohua Paepae et 2 tiki	Taaoa	1952 /juin
	Tohua et pierres gravées de Teueto	Taahuku	1952 /juin
	Tohua de Pekia	Atuona	1952 /juin
	Meae et tiki de Ahiahu	Atuona	1952 /juin
	Meae et Mouka de Puniaoha	Atuona	1952 /juin
	Meae et 3 tiki sculptés en bas relief	Eiaone (Puamau)	1952 /juin
	Meae avec tiki dont le tiki géant Takaii	Oipona (Puamau)	1952 /juin
	Meae Teohovevau, 1 trou à Ma et 1 tiki gravé	Puamau	1952 /juin
	Meae et tiki sur une terrasse	Terre Meaefaua (Puamau)	1952 /juin
	Meae, tohua et paepae de chef avec 1 tiki, 1 bol Ke'etu et un tiki en relief sur le Ke'etu (Faemanui)	Puamau	1952 /juin
	Paepae de Peovau avec figures et 3 Taha Tupapau, à 800m de la mer	Hanahcka (Atuona)	1952 /juin

Ile Tahuata	Tombes jumelles officiers français Hallay et Lafont de Ladébat	Vaitahu	1952 /juin
	Monument commémoratif		1952 /juin
Ile Fatahiva	Baie des Vierges	Hanavave	1952 /juin
ILES AUSTRIAKIENNES			
Ile TUBUAI	Marae Tonohae	Terre "Tonohae" à Mataura	1952/septembre
	Marae Tamarufau	Terre "Tamarufau" à Mataura	1952/septembre
	Marae Tararea	Terre "Tararea" à Mataura	1952/septembre
	Marae Hano	Terre "Hano" à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Uurani	Terre "Uurani" à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Potuitui	Terre "Potuitui" à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Atanui	Terre "Atanui" à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Oropo	Terre « Oropo » à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Faraohau	Terre « Faraohau » à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Harii	Terre "Harii" à Taahuaia	1952/septembre
	Marae Tahiriura	Terre Tahiriura à Mahu	1952/septembre
	Marae Vaiomana	Terre "Vaiomana" à Mahu	1952/septembre
	Marae Vaiorani	Terre "Vaiorani" à Mataura	1952/septembre
	Marae Tapea	Terre "Tapea" à Huahine	1952/septembre
Ile RAIVAVAE	Marae Unurau	Terre « Fareura » à Raurua	1952/septembre
	Marae	Terre "Haapahu" à Rairua	1952/septembre
	Marae	Terre "Vaitavae" à Rairua	1952/septembre
	Marae Tunuhonu	Terre "Tunuhu" à Rairua	1952/septembre
	Marae	Terre "Titiura" à Rairua	1952/septembre
	Marae Tutamae	Terre « Tutamae » à Rairua	1952/septembre
	Marae Pomovao	Terre « Matahariua » à Rairua	1952/septembre
	Marae Te Mahara	Terre "Te Mahara limite Rairua-Vaiuru	1952/septembre
	Marae	Terre "Ahaore" à Vaiuru	1952/septembre
	Marae	Terre "Ahumau" à Vaiuru	1952/septembre
	Marae Purepo	Terre « Purepo » à Vaiuru	1952/septembre
	Marae Tepuapua tiare Hamuri	Terre Puapuaa à Vaiuru	1952/septembre
	Marae Tevairoa	Terre Tevairoa	1952/septembre
	Marae Atorani	Terre Hanumane	1952/septembre
	Marae	Terre Tamani à Rairua	1952/septembre
	Marae Vaioiri	Terre Vaioiri à Anatonu	1952/septembre
Ile RIMATARA	Cimetière d'Amaru	Amaru	1952/septembre
	Marae Haerai	Anapoto	1952/septembre
Ile RURUTU	Marae Taroa	Terre "Tuituiaroa" à Vittaria	1952/septembre
Ile RAPA	Fortifications	Sur les crêtes à proximité ou sur les monts qui dominent la baie	1952/septembre
ILES GUYANNIÈRES			
Mangareva	couvent de Rouru	commune de Rikitea	2002/décembre
	cathédrale Saint-Michel	Rikitea	2002/juillet

NB : Les sites dont les noms sont en italiques sont ceux qui ont fait l'objet d'un arrêté de reclassement en août 2000 "au titre des sites et monuments naturels" au titre de la délibération sur la protection de la nature intégrée dans le code de l'environnement.

ARRETE n° 697 CM du 11 juillet 2006 fixant les modalités de saisine et de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux en application de l'article 951-8 du code des impôts et portant approbation des imprimés de demande d'agrément.

NOR : SCD0600689AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts, et notamment les articles 951-1 à 951-8 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Commission consultative des agréments fiscaux

Article 1er.— Le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux est assuré par le service des contributions.

Art. 2.— La société qui réalise le projet d'investissement doit déposer un dossier de demande d'agrément dudit projet, en neuf exemplaires, au secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux.

Le dossier de demande d'agrément est enregistré par le secrétariat de la commission et une attestation de réception est délivrée à la société qui réalise le projet d'investissement. Le secrétariat de la commission est habilité à solliciter de la demanderesse tous compléments d'information ou pièces manquantes du dossier.

Art. 3.— Le dossier de demande d'agrément est adressé par le secrétariat de la commission à chacun des membres de la commission.

Le président de la commission est, le cas échéant, habilité à solliciter un avis écrit du ministre responsable du secteur, non membre de droit de la commission, dont relève la demande d'agrément.

Le secrétariat de la commission reçoit les appréciations et observations des membres de la commission et, le cas échéant, l'avis écrit du ministre en charge du secteur considéré sollicité par le président de la commission.

Le secrétariat de la commission leur communique ensuite un rapport de présentation accompagné des appréciations et observations reçues.

Art. 4.— La commission consultative des agréments fiscaux se réunit sur invitation de son président ou, en son absence, de son vice-président.

Ses séances ne sont pas publiques. Cependant, la commission peut, si elle l'estime utile, auditionner les représentants de la société qui réalise le projet d'investissement. Dans ce cas, le président de la commission leur adresse une invitation à cette fin dans laquelle il fixe la date, l'heure et le lieu auxquels ils seront entendus.

L'invitation qui comprend l'ordre du jour de la séance et un dossier de séance est adressée aux membres de la commission cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Le secrétariat de la commission présente les dossiers inscrits à l'ordre du jour et est chargé d'établir le compte-rendu de la séance.

Les membres de la commission peuvent recourir à l'assistance technique des collaborateurs de leur choix.

Art. 5.— L'avis de la commission consultative des agréments fiscaux est rendu à la majorité de ses membres présents. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 6.— Le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux adresse le dossier de projet complet comportant notamment l'avis rendu par la commission au Président de la Polynésie française.

Le secrétariat de la commission notifie à la demanderesse la date de réception du dossier de projet complet par le Président de la Polynésie française, date à partir de laquelle court le délai de deux mois de la décision d'agrément prévu à l'article 951-4 du code des impôts. A cette fin, le secrétariat de la commission lui délivre une attestation de réception.

Art. 7.— La décision d'agrément fait l'objet d'un arrêté pris par le Président de la Polynésie française. Elle fixe les caractéristiques générales du projet d'investissement, le coût global pour lequel il est agréé et le montant global des avantages fiscaux auxquels le projet donne lieu.

Lorsque la demande d'agrément fait l'objet d'une décision de rejet, celle-ci est notifiée par le Président de la Polynésie française à la société qui réalise le projet d'investissement par lettre adressée en recommandé avec accusé de réception.

Formulaires de demande d'agrément et modèles d'attestation de financement

Art. 8.— Les formulaires ci-joints (pièce jointe n° 1) de présentation de la demande d'agrément du projet d'investissement sont approuvés :

- demande d'agrément commune DAC 001
- annexes à la demande d'agrément commune :
 - annexe "construction de logements et de résidences pour personnes âgées" ACI 001
 - annexe "construction de logements intermédiaires" ACI 002
 - annexe "construction, agrandissement et rénovation d'hôtel" ACI 003
 - annexe "construction de parkings" ACI 004
 - annexe "autres constructions immobilières" ACI 005
 - annexe "construction de navires de croisière" ACI 006
 - annexe "investissement dans le charter nautique" ACI 007

- annexe "investissement dans la plongée sous-marine"	ACI 008
- annexe "investissement dans la pêche sportive"	ACI 009
- annexe "construction de golf international"	ACI 010
- annexe "investissement dans les énergies renouvelables"	ACI 011
- annexe "construction de cliniques privées"	ACI 012
- annexe "investissement dans le transport en commun"	ACI 013
- annexe "investissement dans l'aquariophilie écologique"	ACI 014
- annexe "investissement dans l'aquaculture et la pisciculture"	ACI 015
- annexe "investissement dans l'industrie agroalimentaire"	ACI 016
- annexe "construction de navires de pêche"	ACI 017
- annexe "avantages sollicités"	AAE 001
- annexe "investissement"	AAE 002
- annexe "éléments du marché"	AAE 003
- annexe "compte de résultat prévisionnel"	AAE 004
- annexe "fiche emploi"	AAE 005

Art. 9.— La société qui a obtenu l'agrément pour un projet d'investissement présenté en matière de crédit d'impôt pour investissement, fournit aux personnes dont la participation au financement du projet ouvre droit au crédit d'impôt une attestation conforme au modèle ci-joint (pièce jointe n° 2).

Art. 10.— Les personnes physiques ou morales qui participent au financement d'un projet d'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt doivent présenter leur demande de bénéfice du crédit d'impôt sur le formulaire

ci-joint (pièce jointe n° 3) accompagné du document visé à l'article 9.

Art. 11.— La société qui réalise le projet d'investissement est tenu de présenter l'échéancier de mobilisation des financements prévu à l'article LP 951-5 du code des impôts selon le modèle prévu en pièce jointe n° 4.

Art. 12.— L'arrêté n° 64 CM du 23 juillet 2004 est abrogé.

Art. 13.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances, du budget
et de la communication,
Jacqui DROLLET.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

 COMMISSION CONSULTATIVE
 DES AGREMENTS FISCAUX

Secrétariat de la commission :
 Service des contributions
 B.P 80 PAPEETE – TAHITI
 Tél. : 46 13 31 – Fax. : 46 13 00

DAC 001

Cachet d'arrivée

DEMANDE D'AGREMENT
 (à établir en neuf exemplaires)

CRÉDIT D'IMPÔT ET
(3^e Partie du code des impôts de la Polynésie française, Titre Ier)
AIDE FISCALE A L'EXPLOITATION
(3^e Partie du code des impôts de la Polynésie française, Titre II)

Formulée par la société (raison sociale), (forme juridique) :

Représentée par nom, prénom, qualité du dirigeant de la société ou la personne dûment mandatée par elle (mandat à joindre en annexe) :

I – RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ S'ENGAGEANT À RÉALISER LE PROJET :

Raison sociale	
Forme juridique	
Numéro TAHITI	
Numéro RC	
Adresse géographique du siège social	
Adresse postale	
Capital social	
Date de création	
Identité et adresse du domicile ou du lieu d'établissement de tous les associés ainsi que leurs parts respectives dans le capital	
Responsable(s), leur(s) adresse(s), leur(s) numéro(s) de téléphone, leur(s) fax et leur(s) Email	

DAC 001

II – RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Nature du projet	
Localisation du projet	
Description du projet	
Intégration en terme de développement durable (aspects économiques, sociaux, environnementaux)	
Qualité et intégration architecturale du projet d'investissement	
Durée prévisionnelle des travaux	
Echéancier de réalisation de l'investissement	
Date de dépôt de la demande de permis de construire ou date de dépôt de la demande d'autorisation administrative	

Mentionner les avantages sollicités ou obtenus au titre d'autres dispositifs d'incitation fiscale (aides fiscales à l'exploitation, réductions d'impôts métropolitains...). Préciser le montage juridique et financier prévu dans le cadre des dispositifs incitatifs métropolitains :

DAC 001

Mentionner les intérêts économiques du projet (étude de marché, création d'emplois induite,...) :

Plan de financement:

	Montant (3)	Pourcentage
Fonds propres		
Emprunts bancaires (2)		
Apport net Défiscalisation métropolitaine		
Apport net Défiscalisation du pays		
Subventions		
TOTAL en millions de FCFP		100 %

(2) Préciser les caractéristiques du ou des emprunts, le(s) nom(s) du (des) bailleur(s) de fonds et joindre le projet de convention de prêt le cas échéant.

(3) A détailler par investisseur

Formulaire approuvé par arrêté n°

Paraphe du demandeur :

DAC 001

TITRE I CREDIT D'IMPÔT

(3^e Partie du code des impôts de la Polynésie française, Titre Ier)

III - DEMANDE D'AGREMENT DANS LE CADRE D'UN PROJET :

- ☐ De construction de logements et de résidences pour personnes âgées ;
- ☐ De construction de logements intermédiaires destinés à l'accès direct à la propriété ;
- ☐ De construction de logements intermédiaires destinés à la location ;
- ☐ De construction, agrandissement et rénovation d'hôtel ;
- ☐ De construction de parking ;
- ☐ D'autres constructions immobilières ;
- ☐ Construction de navire de croisière ;
- ☐ D'investissement dans le charter nautique ;
- ☐ D'investissement dans la plongée sous-marine ;
- ☐ D'investissement dans la pêche sportive ;
- ☐ Construction de golf international ;
- ☐ Investissement dans les énergies renouvelables ;
- ☐ De construction de clinique privée ;
- ☐ Investissement dans le transport en commun ;
- ☐ Investissement dans l'aquariophilie écologique ;
- ☐ Investissement dans l'aquaculture et la pisciculture ;
- ☐ Investissement dans l'industrie agroalimentaire ;
- ☐ De construction de navires de pêche ;

IV - DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT :

- a) Tout document précisant les caractéristiques du projet.
- b) Tout document précisant les modalités de financement du projet (bancaires, fiscales) et faisant ressortir la part du crédit d'impôt affecté au financement du projet, le montant des fonds propres de la société s'engageant à réaliser le projet, l'échéancier de mobilisation des financements et, le cas échéant, les projets de convention de crédit-bail.
- c) Tout document de nature à justifier le prix de revient de la construction ou de l'investissement (dont le document attestant la valeur du terrain évaluée par le directeur des affaires foncières ou la commission d'évaluation immobilière de la direction des affaires foncières).
- d) La demande de permis de construire ou, s'agissant des projets qui ne sont pas concernés par ce permis, la demande formulée auprès de l'autorité administrative dont dépend l'autorisation de l'investissement ou, à défaut, la facture pro forma.
- e) Une étude d'impact sur l'environnement.
- f) Tout document attestant la situation du demandeur à l'égard du Trésor Public, du service des contributions et de la caisse de prévoyance sociale.
- g) Copie des statuts de la société s'engageant à réaliser le projet et l'extrait K bis du registre du commerce et des sociétés.
- h) Informations techniques (notamment description, plan de situation et plan de masse) et juridiques (compromis de vente, acte d'acquisition, bail) sur le terrain ou sur la concession.
- i) Comptes de résultat prévisionnels pour la durée de vie du projet.
- j) Tous autres renseignements contenus dans le formulaire mis à la disposition du demandeur par le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux.
- k) Un rapport justifiant l'impossibilité technique ou financière d'une solution utilisant les énergies renouvelables dans le cas où serait mis en place un dispositif de chauffage de l'eau sanitaire ou un dispositif d'éclairage utilisant les énergies non renouvelables.

Date et signature du demandeur :

Formulaire approuvé par arrêté n°

Paraphe du demandeur :

DAC 001

TITRE II
AIDE FISCALE A L'EXPLOITATION
(3^e Partie du code des impôts de la Polynésie française, Titre II)

V- DEMANDE D'AGREMENT DANS LE SECTEUR :

- ☐ de l'élevage et de l'agriculture ;
- ☐ de l'industrie agroalimentaire ;
- ☐ des énergies renouvelables ;
- ☐ du transport interinsulaire, lagonaire et international ;
- ☐ du transport en commun et du transport scolaire ;
- ☐ des activités de production et de transformation ;
- ☐ de la pêche industrielle ;
- ☐ des activités portuaires et aéroportuaires ;
- ☐ de l'environnement ;
- ☐ de la construction, l'agrandissement et la rénovation d'hôtel ;
- ☐ de la construction de golf international ;
- ☐ de l'aquaculture et de la pisciculture
- ☐ de l'investissement dans l'aquariophilie écologique ;
- ☐ de l'investissement dans le charter nautique ;
- ☐ de l'investissement dans la plongée sous-marine ;
- ☐ de l'investissement dans la pêche sportive.

VI - DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT :

- a) Tout document précisant les caractéristiques du programme d'investissement.
- b) Tout document précisant les modalités de financement envisagées du programme d'investissement faisant ressortir l'échéancier de mobilisation des financements et, le cas échéant, les projets de convention de crédit-bail.
- c) Tout document de nature à justifier le prix de revient du programme d'investissement.
- d) Tout document attestant la situation du demandeur à l'égard du Trésor Public, du service des contributions et de la caisse de prévoyance sociale.
- e) Les déclarations de résultats des trois derniers exercices clos.
- f) Une étude d'impact sur l'environnement.
- f) Tous autres renseignements contenus dans le formulaire mis à la disposition du demandeur par le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux.

Date et signature du demandeur :

ACI 001

ANNEXE I**Construction de logements et de résidences pour personnes âgées****Pièces complémentaires à fournir :**

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation de l'immeuble à sa destination de logements et de résidences pour personnes âgées pendant une période d'au moins 10 années qui suivent la date de délivrance du certificat de conformité.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (30%) pour l'archipel des îles du vent						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%) pour les autres archipels						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 002

ANNEXE II

Construction de logements intermédiaires

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (45%) pour l'archipel des îles du vent						
Terrain						
Construction						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (55%) pour les autres archipels						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

ACI 002

ANNEXE II – A

Accession directe à la propriété

Pièces complémentaires à fournir :

- Un tableau détaillé des coûts de construction ventilés par postes
- Engagement de la société qui réalise le projet :
 - de fournir tout document relatif à la commercialisation des logements envisagée, précisant les conditions notamment financières dans lesquelles les logements seront, dès la conformité, mis en vente au profit des ménages visés aux articles D.922-4 et D.922-5.
 - de respecter les conditions de commercialisation de logements agréées.
 - de faire état, en cas d'agrément, dans tous les actes de commercialisation des logements de l'aide apportée par la Polynésie française à la réalisation du projet

Tableau des surfaces et des prix proposés des logements

Logement n°	type	Surface habitable	Place de Parking	Prix de vente
TOTAL				

Article 3 de l'arrêté n°187/CM du 03 décembre 2004 :

Le prix maximum de vente de chaque logement intermédiaire doit être adapté aux capacités d'emprunt des ménages dont les revenus n'excèdent pas le plafond fixé par l'arrêté visé à l'article 922-4 du code des impôts de la Polynésie française.

Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du projet pour la société qui s'engage à la réaliser. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75% du bénéfice des aides affectées au financement du projet et des rétrocessions instituant un crédit d'impôt profite à l'acquéreur du logement.

Fait à, le

Signature,

ACI 002

ANNEXE II – B

Accession à la Location – vente

Pièces complémentaires à fournir :

- Un tableau détaillé des coûts de construction ventilés par postes
- Les modalités de calcul des loyers.
- En cas de location-accession
 - Les conditions dans lesquelles est prévue l'accession à la propriété du logement par le locataire (location et promesse de vente).
 - Les modalités de calcul de la part acquisitive du loyer
- Engagement de la société qui réalise le projet :
 - de fournir tout document relatif à la commercialisation des logements envisagés, précisant les conditions notamment financières dans lesquelles les logements seront, dès la conformité, mis en location au profit des ménages visés aux articles 923-4 et 923-5.
 - de respecter les conditions de location de logements agréés
 - de faire état, en cas d'agrément, dans tous les actes de commercialisation des logements de l'aide apportée par la Polynésie française à la réalisation du projet
 - de mettre en location les logements réalisés pendant un délai de 6 ans à compter de l'obtention du certificat de conformité au bénéfice exclusif de ménages dont le revenu mensuel moyen n'excède pas un plafond déterminé par un arrêté pris en conseil des ministres, au prix fixé par la décision d'agrément.

Tableau des surfaces et des loyers proposés des logements

Logement n°	type	Surface habitable	Place de Parking	Location Fcp/m2/mois	Location Fcp/mois
TOTAL					

Article 4 de l'arrêté n°187/CM du 03 décembre 2004 :

Le prix maximum de location de chaque logement intermédiaire doit être adapté aux capacités d'emprunt des ménages dont les revenus n'excèdent pas le plafond fixé par l'arrêté visé à l'article 922-4 du code des impôts de la Polynésie française.

Il tient compte de la nécessité d'assurer la rémunération du promoteur et l'équilibre financier du projet pour la société qui s'engage à la réaliser. Il doit être calculé de sorte qu'au moins 75% du bénéfice des aides affectées au financement du projet et des rétrocessions instituant un crédit d'impôt profite au locataire du logement.

Fait à, le

Signature,

ANNEXE III**Construction, agrandissement et rénovation d'hôtel****Pièces complémentaires à fournir :**

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation de l'immeuble à sa destination hôtelière pendant une période au moins égale à 5 années suivant celle du début de son exploitation.
- En cas de projet d'agrandissement, fournir le nombre de chambres supplémentaires à rénover et le nombre total des chambres.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%) pour l'archipel des îles du vent						
Terrain/bail (5 années de loyers valeur cumulée et droit d'entrée le cas échéant)						
Construction						
Installation						
Agencements						
Matériels concourant à l'exploitation						
Mobilier (*)						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (60%) pour les autres archipels						
Terrain/bail (5 années de loyers valeur cumulée et droit d'entrée le cas échéant)						
Construction						
Installation						
Agencements						
Matériels concourant à l'exploitation						
Mobilier (*)						
Investissements n'ouvrant pas droit à crédit d'impôt (1):						
Matériels de loisir entrant dans le champ de la concurrence						
Matériels de transport terrestre entrant dans le champ de la concurrence						
Bungalows préfabriqués à ossature en bois importés						
TOTAL en millions de FCFP						

(*) Sous réserve qu'il soit fabriqué par des entreprises établies en Polynésie française, le mobilier est également compris dans l'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt (article LP 924-4).

Fait à, le

Signature,

ACI 004

ANNEXE IV **Construction de parking**

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40% aérien) (60% souterrain)						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Répartition des places de parkings (2)	Nombre de places	superficie	pourcentage	Montant HT	TVA	TTC
Parkings aériens / Voirie d'accès						
Niveau 1						
Niveau 2						
Niveau 3						
Parkings souterrains						
Niveau 1						
Niveau 2						
Niveau 3						
Rampe d'accès sous-sol						
TOTAL en millions de FCFP						

(2) : préciser s'il s'agit d'un immeuble uniquement à usage de parking ou bien un immeuble mixte (à usage de parking et à autres usages)

Fait à, le

Signature,

ACI 005

ANNEXE V**Autres constructions immobilières****Coût global du projet :**

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (30%)						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)						
Terrain						
Construction						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 006

ANNEXE VI

Construction de navire de croisière

Pièces complémentaires à fournir :

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation du navire à sa destination touristique en Polynésie française pendant une période d'au moins 10 ans ;
- Dépôt, auprès du Président de la Polynésie française, préalablement à la commande du navire, d'une déclaration qui en précise la nature, le coût et les modalités de financement.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)						
Construction						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Type de cabines

	Quantité	Superficie	Hors Taxes	TVA	TTC

Fait à, le

Signature,

ACI 007

ANNEXE VII**Investissement dans le charter nautique****Pièces complémentaires à fournir :**

- Une copie de la demande d'obtention de la licence professionnelle de charter ;
- Un engagement de la société demanderesse de maintenir l'affectation des navires à leur destination exclusive de charter nautique en Polynésie française et d'en proposer la location à cet usage pendant une période d'au moins six années suivant la date de délivrance du permis de navigation.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (50%)						
Construction						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Nombre de navires :	
Prix unitaire HT par navire :	
Nombre de cabines mis en location :	

Fait à, le

Signature,

ACI 008

ANNEXE VIII**Investissement dans la plongée sous-marine****Pièces complémentaires à fournir :**

- Un engagement de la société qui réalise le projet d'investissement d'affecter les investissements exclusivement à la plongée sous-marine en Polynésie française pendant une période d'au moins trois années suivant la date de délivrance de l'autorisation administrative d'exploitation ou du permis de navigation ;
- Un engagement de la société qui réalise le projet d'investissement d'exploiter ces investissements dans le respect des garanties de sécurité et de technicité définies par la réglementation en vigueur en matière de plongée.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (55%)						
Coûts de construction immobilière nécessaire à l'exploitation du centre de plongée.						
Coûts de rénovation, agrandissement et de modernisation du centre de plongée.						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes

Fait à, le

Signature,

ACI 009

ANNEXE IX**Investissement dans la pêche sportive****Pièces complémentaires à fournir :**

- Un engagement de la société demanderesse de maintenir l'affectation des navires à leur destination exclusive de pêche sportive en Polynésie française et d'en proposer la location à cet usage pendant une période d'au moins cinq années suivant la date d'obtention du permis de navigation.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)						
Coûts d'acquisition des navires						
Investissements n'ouvrant pas droit au crédit d'impôt (1):						
Matériels et équipements de pêche						
Matériels et équipements qui ne forment pas corps avec le navire						
TOTAL en millions de FCFP						

(1) article LP 926-31.

Nombre de navires neufs :	
Prix unitaire HT par navire (< 30MF CFP) :	
Longueur du navire (< 35 pieds) :	

Fait à, le

Signature,

ACI 010

ANNEXE X

Construction de golf international

Pièces complémentaires à fournir :

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation de l'ouvrage à sa destination de golf international pendant une durée d'au moins 15 années suivant celle du début d'exploitation.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (50%)						
Terrain (parcours)						
Frais spécifiques :						
Aménagements sportifs (2)						
Immeubles (2)						
Parkings (2)						
Autres aménagements(2)						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

	Montant brut		
	Hors Taxes	TVA	TTC
TOTAL en millions de FCFP			

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

(2) Article 927-2 alinéa 2 : « L'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt comprend l'assise foncière formant une dépendance indispensable et immédiate du parcours, le parcours lui-même, les aménagements sportifs annexes ainsi que les immeubles, parkings et autres aménagements de nature immobilière directement nécessaires à l'exploitation du golf ».

ACI 010

Qualification de golf international

Libellé	Minimum réglementaire	Projet
Nombre de trous	18	
Superficie du parcours	60 hectares	
Longueur du parcours :		
-Départs hommes arrières	6 200 mètres	
-Départs dames avancés	4 700 mètres	
-Départs par trou	4	
Surface d'un green	500 m ²	
Practice et putting green	Attenants	
Installation d'arrosage	Intégrée	
Réalisation	Architecte agréé par des instances internationales du golf	(1)

(1) Mentionner les nom, prénom, adresse et qualification.

Fait à, le

Signature,

ACI 011

ANNEXE XI**Investissement dans les énergies renouvelables****Pièces complémentaires à fournir :**

- Un engagement de la société demanderesse d'exploiter les investissements de manière discontinue pendant une période d'au moins cinq années suivant la date de délivrance de l'attestation administrative de réalisation de l'investissement par le service de l'énergie et des mines.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (30%) pour l'archipel des îles du vent						
Investissement						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%) pour les archipels autres que celui des îles du vent						
Investissement						
TOTAL en millions de FCFP						

Fait à, le

Signature,

ANNEXE XII

Construction de clinique privée

Pièces complémentaires à fournir :

- Engagement de la société qui réalise le projet :
 - de présenter un nombre de lits et de places égal ou supérieur à 150,
 - de présenter un programme, validé par le ministre de la santé, qui s'inscrit dans le schéma d'organisation sanitaire
 - de maintenir l'affectation des constructions à leur destination sanitaire pendant une période d'au moins 30 ans à compter de la date du début de l'exploitation.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)						
Terrain						
Construction						
Matériels concourant à l'exploitation						
Agencements concourant à l'exploitation						
Mobilier concourant à l'exploitation						
Frais engagés directement Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

Investissements n'ouvrant pas droit au crédit d'impôt	Montant brut		
	Hors Taxes	TVA	TTC
TOTAL en millions de FCFP			

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 013

ANNEXE XIII**Investissement dans le transport en commun****Pièces complémentaires à fournir :**

- Un engagement de la société demanderesse, préalablement au dépôt de la demande d'agrément, de maintenir l'affectation des véhicules à leur destination exclusive de transport public de voyageurs ou de transport scolaire pendant une période d'au moins six années suivant la date de la convention d'agrément.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (30%) pour l'archipel des îles du vent						
Investissement						
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%) pour les archipels autres que celui des îles du vent						
Investissement						
TOTAL en millions de FCFP						

	Montant brut		
	Hors Taxes	TVA	TTC
TOTAL en millions de FCFP			

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 014

ANNEXE XIV

Investissement dans l'aquariophilie écologique

Pièces complémentaires à fournir :

- Un engagement de la société demanderesse, préalablement au dépôt de la demande d'agrément, de maintenir l'affectation des ouvrages à leur destination d'aquariophilie écologique pendant une période d'au moins six années suivant la date de délivrance de l'attestation administrative de réalisation de l'investissement.

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (25%) pour l'archipel des îles du vent						
Coût de construction du centre de grossissement et d'exportation de poissons et de bénitiers.						
Coût de construction de la ferme de collecte avec l'ensemble des équipements nécessaires à l'exploitation.						
TOTAL en millions de FCFP						

	Montant brut		
	Hors Taxes	TVA	TTC
TOTAL en millions de FCFP			

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 015

ANNEXE XV

L'aquaculture et la pisciculture

Pièces complémentaires à fournir :

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation des constructions et installations à leur destination aquacole ou piscicole pendant une période d'au moins 5 années suivant la date du début de l'exploitation.

Coût global du projet :

	Aquaculture à terre						
	Montant brut				Montant corrigé		
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)							
Terrain/concession maritime (valeur pour ¼)							
Bâtiments							
Installations techniques de toutes nature nécessaires à l'exploitation (1)							
Frais directement liés à l'investissement							
TOTAL en millions de FCFP							

Coût global du projet :

	Aquaculture en mer (dont lagons)						
	Montant brut				Montant corrigé		
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)							
Terrain/concession maritime (valeur pour ¼)							
Bâtiments							
Installations techniques de toutes nature nécessaires à l'exploitation (1)							
Frais directement liés à l'investissement							
TOTAL en millions de FCFP							

	Aquaculture à terre				Aquaculture en mer (dont lagons)		
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements n'ouvrant pas droit au crédit d'impôt							
TOTAL en millions de FCFP							

ACI 015

(1) Liste d'installations techniques :

	Quantité	Montant Hors Taxe	TVA	Montant TTC
Bassins				
Ecloséries				
Nurseries				
Installations de stockage				
Distributions d'aliments				
Structure de cage flottante				
TOTAL en millions de FCFP				

Critères d'appréciation

Ile d'implantation	
Surface totale exploitée (élevage)	
Espèces élevées	
Nombre d'employés et qualification	
Mode et circuit de commercialisation des produits	
Etat d'avancement de la demande d'occupation du DPM	

Fait à, le

Signature,

ACI 016

ANNEXE XVI

L'industrie agroalimentaire

Pièces complémentaires à fournir :

- Engagement de la société qui réalise le projet de maintenir l'affectation de l'investissement à l'industrie agroalimentaire pendant une période au moins égale à 10 années à compter de la date d'agrément.
- Une liste complète du matériel, avec justificatifs

Coût global du projet :

	Montant brut			Montant corrigé		
	Hors Taxes	TVA	TTC	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40%)						
Construction de locaux neufs						
Annexes destinés aux activités de production						
Matériels et outillages neufs (2)						
Frais engagés directement						
Pour l'investissement (1):						
TOTAL en millions de FCFP						

	Montant brut		
	Hors Taxes	TVA	TTC
TOTAL en millions de FCFP			

(2) nécessaires à la transformation, la réfrigération, l'emballage, le conditionnement et le stockage des produits (art 930-13 alinéa 3).

(1) à l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

ACI 017

ANNEXE XVII**Construction de navires de pêche****Pièces complémentaires à fournir :**

- Engagement de la société de maintenir l'affectation des navires à la pêche hauturière pendant une période d'au moins 10 années suivant le début de l'exploitation.

Coût global du projet :

	Navire ≤ 20m							
	Montant brut				Montant corrigé			
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Q	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (25% ou 60% si dans un archipel autre que celui des Iles-du-Vent)								
Coût unitaire de construction								
Equipements agréés par le permis de navigation								
Equipements et matériel de pêche amortissable								
Coût Total du Navire								
Equipement de pêche (2)								
Autres frais directement liés à la construction (1) :								
Expertise technique du suivi de la construction								
Assurance couvrant la période de construction								
Coût Total du Thonier								

ACI 017

Coût global du projet :

	Navire > 20m							
	Montant brut				Montant corrigé			
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Q	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements ouvrant droit au crédit d'impôt (40% ou 60% si dans un archipel autre que celui des Iles-du-Vent)								
Coût unitaire de construction								
Equipements agréés par le permis de navigation								
Equipements et matériel de pêche amortissable								
Coût Total du Navire								
Equipement de pêche (1)								
Autres frais directement liés à la construction (2) :								
Expertise technique du suivi de la construction								
Assurance couvrant la période de construction								
Coût Total du Thonier								

	Navire < 20m				Navire > 20m			
	Q	Hors Taxes	TVA	TTC	Q	Hors Taxes	TVA	TTC
Investissements n'ouvrant pas droit au crédit d'impôt								
TOTAL en millions de FCFP								

(1) Le treuil, le lanceur de ligne, le radiogoniomètre, la ligne mère et les bouées gonio (art 930-23 alinéa 3).

(2) A l'exclusion des frais financiers, droits et taxes.

Fait à, le

Signature,

AAE 001

ANNEXE

Aide fiscale à l'exploitation

I - AVANTAGES SOLLICITES

(x.....Francs CFP)

I. MONTANT GLOBAL DE L'INVESTISSEMENT
II. Montant hors terrain et immeubles achetés
III. Montant hors droits (III = II - (A))
IV. Aide globale sollicitée (plafond 30% du montant III)%
V. Date de mise en service de l'investissement

REPARTITION DE L'AIDE GLOBALE SOLLICITEE

A) DROITS D'ENREGISTREMENT & TAXES ASSIMILEES

TOTAL A :

- 1) Constitution de société ou augmentation de capital
- 2) Acquisition ou prise à bail de biens immobiliers et de navires

B) CONTRIBUTIONS DIRECTES & TAXES ASSIMILEES

TOTAL B :

- 1) Impôt foncier (ans)
- 2) Impôt sur les transactions ou sur les sociétés (ans)

C) AIDES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

TOTAL GENERAL (A+B+C) :

Paraphe du demandeur :

AAE 002

II - L'INVESTISSEMENT

(x.....Francs CFP)

	TOTAL	VENTILATION		
		1ère année	2ème année	3ème année
Dépenses immobilières hors achat ou location de terrain ou d'immeubles				
Dépenses annexes (aux dépenses immobilières)				
V.R.D.				
Construction de locaux d'exploitation				
Infrastructures				
Aménagement de l'environnement				
Equipements*				
Mobilier/outillage*				
Matériel d'exploitation*				
Honoraires d'architecte				
Frais d'étude				
Frais de maîtrise d'œuvre et frais direct de formation à l'exploitation				
Location d'aéronefs ou de navires				
TOTAL				

* nécessaires ou directement liés à l'exploitation

AUTRES DEPENSES NON INCLUSES DANS L'INVESTISSEMENT**Frais de pré-exploitation**

Agios intercalaires	
Déplacements	
Prospection	
Salaires	
Promotion	
Constitution du dossier	

TOTAL GENERAL	
----------------------	--

Paraphe du demandeur :

AAE 003

III - ELEMENTS DU MARCHE

(x.....Francs CFP)

Ventes

LIBELLE	Marché Valeur ou Qté (1)	% Part de marché	Prévision Vtes (Quantité)	Prix unitaire	Montant (C.A.)
Liste des produits					
TOTAL					

Coûts des produits

LIBELLE	Coût unitaire	Quantité	Coût total	Marge brute
Liste des produits				
TOTAL				

(1) rayer les mentions inutiles

(2)

Vous pouvez utiliser vos propres formulaires pour déterminer le CA et les coûts

Paraphe du demandeur :

AAE 004

IV- COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

	(x.....Francs CFP)	1 ère année	2 ème année	3 ème année
	Production vendue			
+	Production stockée			
+	Production immobilisée			
=	PRODUCTION DE L'EXERCICE			
-	Achats y compris douane			
-	Variation de stock (+ ou -)			
-	Charges externes			
+	Marge commerciale			
=	VALEUR AJOUTEE			
+	Subvention d'exploitation			
-	Salaires			
-	Charges sociales			
+	Remboursement de la part patronale			
-	Impôts et taxes			
=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION			
-	Autres charges de gestion			
-	Dotations aux amortissements			
-	Dotations aux provisions			
+	Reprise sur amortissements et provisions			
+	Autres produits			
+	Transferts de charges d'exploitation			
=	RESULTAT D'EXPLOITATION			
+/-	Quote-part du résultat sur opérations faites en commun			
-	Charges financières M.T. et L.T.			
-	Charges financières C.T.			
+	Produits financiers			
=	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			
-	Charges exceptionnelles			
-	Participation des salariés			
+	Produits exceptionnels			
-	Impôt sur les Sociétés			
=	RESULTAT NET COMPTABLE DE L'EXERCICE			
	Marge Brute d'Autofinancement			

Paraphe du demandeur :

Paraphe du demandeur :

Pièce jointe n° 2

DEMANDE DE CREDIT D'IMPOT

Société :
 N° TAHITI :
 Adresse :
 Exercice :

La société représentée par M.,
 agissant en qualité de

OU (1)

Monsieur ou Madame

Ayant participé au financement du projet agréé par
 arrêté n°...../PR du

- Date de réalisation du financement :
- Montant du financement : F CFP (2)

Bénéficie d'un crédit d'impôt de F CFP au titre de :

- ☐ l'impôt sur les transactions
- ☐ l'impôt sur les sociétés

par application d'un taux de% ;

Sollicite l'imputation du crédit d'impôt obtenu selon le calendrier prévisionnel suivant :

Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP
Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP
Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP
Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP
Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP
Année d'imposition :	Montant de l'imputation : F CFP

Fait à, le

Signature,

(1) Rayer les mentions inutiles

(2) Joindre l'attestation du promoteur identifiant le projet et précisant les modalités de financement

Pièce jointe n° 3

ATTESTATION DE FINANCEMENT

La société représentée par M., agissant en qualité de, certifie que (1)..... a participé au financement du projet ayant obtenu l'agrément de la commission consultative des agréments fiscaux par arrêté n°.....PR du....., selon les modalités suivantes (2) :

◇ Souscription d'actions ou de parts sociales en numéraire :

- ◆ Montant de la souscription :
- ◆ Nombre de parts sociales souscrites :
- ◆ Valeur nominale des parts :
- ◆ Date de libération du capital :

◇ Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du projet dans la limite de la valeur du terrain estimée par la commission d'évaluation immobilière de la direction des affaires foncières :

- ◆ Montant de l'évaluation retenue par la commission d'évaluation immobilière :
- ◆ Montant de l'apport :
- ◆ Nombre de parts sociales acquises :
- ◆ Valeur nominale des parts :
- ◆ Date de signature de l'acte transférant la propriété :

◇ Souscription en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant

- ◆ Montant des sommes incorporées :
- ◆ Nombre de parts ou actions attribuées :
- ◆ Date de libération :

◇ Apport en compte courant non rémunéré :

- ◆ Montant de l'apport :
- ◆ Date du versement effectif des fonds :

◇ Acquisition à titre onéreux d'un terrain à construire :

- ◆ Montant de l'acquisition :
- ◆ Date de la signature de l'acte de vente :
- ◆ Nature de l'acte de vente (VEFA, vente à terme) :

Fait à, le

Signature,

(1) Monsieur ou Madame ou la société

(2) Renseigner les rubriques utiles

Pièce jointe n° 4

A établir sur papier à entête de la
société qui réalise le projet

ENGAGEMENT
RELATIF A L'ECHEANCIER DE MOBILISATION DES FINANCEMENTS
(Article LP 951-5 du code des impôts)

Nous nous engageons à respecter l'échéancier de mobilisation des financements prévu à l'article 951-5 du code des impôts comme indiqué ci-dessous:

Année de financement	Montants des financements mobilisés
200-	
200-	
200-	
200-	
TOTAL	

Nous nous engageons par ailleurs et le cas échéant à informer l'administration fiscale de toutes modifications susceptibles de devoir intervenir dans le respect de cet échéancier.

Fait à, le

Signature, Nom et désignation du représentant légal de la société

ARRETE n° 698 CM du 11 juillet 2006 portant nomination à la commission consultative d'évaluation des charges prévue par l'article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

NOR : SGG0602156AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le décret n° 2005-1688 du 26 décembre 2005 relatif aux modalités d'évaluation des charges et des transferts de services de l'Etat à la Polynésie française et portant création de la commission consultative d'évaluation des charges en application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre en charge des finances est nommé membre de la commission consultative d'évaluation des charges créée par l'article 59 de la loi organique 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Art. 2.— Le ministre en charge de la réforme de l'administration est nommé en qualité de suppléant.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, et le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances, du budget
et de la communication,
Jacqui DROLLET.

Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 701 CM du 11 juillet 2006 portant modification de l'arrêté n° 8 CM du 9 mars 2005 portant nomination des représentants de la Polynésie française auprès de la SEM Tahiti Nui Télévision.

NOR : VP0602192AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales associant la Polynésie française à ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-27 APF du 17 mars 2000 portant création de la société Tahiti Nui Télévision ;

Vu l'arrêté n° 8 CM du 9 mars 2005 portant nomination des représentants de la Polynésie française auprès de la SEM Tahiti Nui Télévision ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 8 CM du 9 mars 2005 modifié susvisé :

- la mention : "M. Claude Marere" est remplacée par la mention : "M. Marc Frémy" ;
- la mention : "M. André Tahimanarii" est remplacée par la mention : "Mme Tiarenui Pahuiri".

Art. 2.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances, du budget
et de la communication,
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 702 CM du 11 juillet 2006 relatif à la fabrication et à la mise sur le marché de sucettes de puériculture lumineuses.

NOR : SAE0602174AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le principe de précaution ;

Vu la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services, et en particulier son article 11 ;

Vu le décret du 18 mai 1940 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes aux Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la norme française NF EN 1400 : 2003 "Sucettes pour nourrissons et jeunes enfants" ;

Vu la norme française NF EN 12586 : 2000 "Attache sucette" ;

Vu l'avis du comité technique de coordination des contrôles rendu dans sa séance du 21 juin 2006 ;

Considérant que des sucettes lumineuses clignotantes mises sur le marché sont présentées comme jouets pour enfants de plus de trois ans ou de plus de six ans, ou bien comme gadgets pour adultes ;

Considérant que ces sucettes lumineuses clignotantes ont un aspect similaire à celui des sucettes de puériculture destinées aux très jeunes enfants et qu'en conséquence il est raisonnablement prévisible qu'elles soient confiées à des enfants de moins de trois ans, ou qu'ils s'en emparent d'eux-mêmes ;

Considérant que ces sucettes renferment des diodes électroluminescentes clignotantes et des piles de type "bouton" ;

Considérant que ces sucettes lumineuses libèrent aisément divers petits éléments qui peuvent être ingérés ou inhalés, notamment les piles, risquant ainsi d'étouffer l'enfant ;

Considérant que ces sucettes lumineuses présentent un cordon de longueur excessive au regard des prescriptions techniques habituellement retenues pour ce type d'article pour très jeunes enfants, risquant ainsi d'étrangler l'enfant ;

Considérant que le fait que les diodes électroluminescentes soient clignotantes ou non n'influence en rien les autres caractéristiques ;

Considérant que la présence de mentions de mise en garde contre les dangers que présentent ces produits pour les très jeunes enfants n'est pas suffisante pour prévenir le risque que ces produits soient utilisés comme sucettes de

puériculture, ces mentions n'étant de plus pas toujours présentes ni fournies à l'acheteur lors de la vente du produit ;

Considérant qu'il en résulte que ces sucettes lumineuses présentent un danger grave pour la sécurité et la santé des très jeunes enfants ;

Considérant que les risques des sucettes de puériculture, et des objets y ressemblant ou fonctionnant de la même façon, sont couverts par les prescriptions techniques de la norme NF EN 1400 : 2003 en vigueur, quelle que soit la présentation commerciale de ces produits ;

Considérant que les risques des cordons de sucettes de puériculture, et d'objets y ressemblant ou fonctionnant de la même façon, sont couverts par les prescriptions techniques de la norme NF EN 12586 : 2000 en vigueur, quelle que soit la présentation commerciale de ces produits ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— Seules les sucettes lumineuses, clignotantes ou non, qu'elles soient présentées ou non comme gadgets ou pendentifs pour adultes ou comme jouets pour enfants de plus de trois ans ou de plus de six ans, conformes aux prescriptions techniques de la norme NF EN 1400 : 2003 et dont le cordon est conforme aux prescriptions techniques de la norme NF EN 12586 : 2000, peuvent être fabriquées, vendues, mises en vente, distribuées à titre gratuit ou onéreux, ou détenues en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit ou onéreux en Polynésie française.

Art. 2.— Le responsable de la première mise sur le marché procède, à ses frais, au retrait des produits non conformes aux dispositions visées à l'article 1er.

Art. 3.— Tout importateur ou fabricant de sucettes lumineuses, clignotantes ou non, doit être à même de fournir, à tout moment, aux agents de contrôle visés à l'article 4, les certificats de conformité aux normes citées à l'article 1er délivrés par un organisme compétent.

Art. 4.— Le fait de fabriquer, vendre, mettre en vente, distribuer à titre gratuit ou onéreux, ou détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit ou onéreux des sucettes lumineuses, clignotantes ou non, non conformes aux prescriptions techniques de la norme NF EN 1400 : 2003 ou bien dont le cordon ne serait pas conforme aux prescriptions techniques de la norme NF EN 12586 : 2000, et le fait de ne pas détenir ou présenter les certificats de conformité visés à l'article 3, seront constatés dans les conditions définies par la loi du 1er août 1905 susvisée et sanctionnés d'une contravention de 3e classe, soit 53 699 F CFP.

Sont notamment qualifiés pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent arrêté les agents assermentés du service des affaires économiques et de la direction de la santé.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, et le ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances, du budget
et de la communication,*
Jacqui DROLLET.

Le ministre de la santé,
Pia HIRO.

**ARRETE n° 703 CM du 11 juillet 2006 relatif à la fabrication
et à la mise sur le marché de confiseries lumineuses.**

NOR : SAE0602173AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le principe de précaution ;

Vu la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services, et en particulier son article 11 ;

Vu le décret du 18 mai 1940 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes aux Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la norme française NF EN 71-1 : août 2004 "Sécurité des jouets, partie 1 : propriétés mécaniques et physiques" ;

Vu la norme française NF EN 50 080 : octobre 2002 "Sécurité des jouets électriques" ;

Vu l'avis du comité technique de coordination des contrôles rendu dans sa séance du 21 juin 2006 ;

Considérant qu'en France métropolitaine un enfant a avalé une pile de type "bouton" d'une confiserie lumineuse ;

Considérant que ce produit est composé d'une confiserie fixée sur un support non comestible comportant un dispositif destiné à éclairer sa partie comestible, ce dispositif étant constitué d'un compartiment renfermant des piles de type "bouton" ;

Considérant que le capuchon du compartiment renfermant ces piles peut, pour certains modèles de confiseries lumineuses, être facilement enlevé par un jeune enfant ;

Considérant que les confiseries lumineuses ne sont pas des jouets mais qu'il est raisonnablement prévisible qu'elles soient confiées à des enfants de moins de trois ans ou qu'ils s'en emparent d'eux-mêmes ;

Considérant que certains produits de confiseries comportent une partie non alimentaire qui libère aisément divers petits éléments, notamment les piles, et considérant que ces petits éléments non comestibles peuvent être ingérés ou inhalés par les enfants, risquant ainsi de provoquer leur étouffement ;

Considérant que la présence de mention de mise en garde contre les dangers que présentent ces produits pour les très jeunes enfants n'est pas suffisante pour prévenir le risque d'ingestion et d'étouffement ;

Considérant qu'il en résulte que certaines confiseries lumineuses peuvent présenter un danger grave pour la sécurité et la santé des enfants qu'il convient de faire cesser ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— Sont dénommés "confiseries lumineuses" les produits composés d'une confiserie et d'un support contenant un compartiment à piles de type "bouton".

Seules les confiseries lumineuses qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes peuvent être fabriquées, vendues, mises en vente, distribuées à titre gratuit ou onéreux, ou détenues en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit ou onéreux en Polynésie française :

- a) Etre conformes aux prescriptions techniques et essais de la norme NF EN 71-1 : août 2004 "Sécurité des jouets, partie 1 : propriétés mécaniques et physiques" ;
- b) Piles inaccessibles sans l'aide d'un outil, ou confiserie dont le couvercle du compartiment à piles nécessite l'exécution simultanée d'au moins deux mouvements indépendants pour être ouvert, et dont le compartiment à piles ne s'ouvre pas lorsque le produit est soumis aux essais de chute et de choc de la norme NF EN 50 088 : octobre 2002 "Sécurité des jouets électriques".

Art. 2.— Le responsable de la première mise sur le marché procède, à ses frais, au retrait des produits non conformes aux dispositions visées aux points a) et b) de l'article 1er.

Art. 3.— Tout importateur ou fabricant de confiseries lumineuses doit être à même de fournir, à tout moment, aux agents de contrôle visés à l'article 4, un certificat de conformité à la norme NF EN 71-1 : août 2004 "Sécurité des jouets, partie 1 : propriétés mécaniques et physiques" délivré par un organisme compétent.

Art. 4.— Le fait de fabriquer, vendre, mettre en vente, distribuer à titre gratuit ou onéreux, ou détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit ou onéreux des confiseries lumineuses, non conformes aux prescriptions

techniques des points a) et b) de l'article 1er, et le fait de ne pas détenir ou présenter le certificat de conformité visé à l'article 3, seront constatés dans les conditions définies par la loi du 1er août 1905 susvisée et sanctionnés d'une contravention de 3e classe, soit 53 699 F CFP.

Sont notamment qualifiés pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent arrêté les agents assermentés du service des affaires économiques et de la direction de la santé.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, et le ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président, ministre du tourisme,

de l'économie, des finances, du budget

et de la communication,

Jacqui DROLLET.

Le ministre de la santé,

Pia HIRO.

NOR : DAF0600848AC

Par arrêté n° 666 CM du 6 juillet 2006.— Une parcelle dépendant de la terre dénommée "domaine Neuffer partie", cadastrée commune de Uturoa, section de commune de Uturoa, section AH n° 204, d'une superficie de 17 387 mètres carrés, et les constructions y édifiées, sont affectées au profit du service du développement rural.

Cette affectation est destinée à accueillir une antenne de ce service chargé de la gestion, de l'entretien et de la conservation de cette parcelle sur laquelle ont été édifiées des structures telles que bâtiments administratifs, pépinières agricoles et fruitières, hangar à matériel, atelier mécanique et logement de fonction.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'entretien, de gardiennage, d'animation et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0600892AC

Par arrêté n° 674 CM du 7 juillet 2006.— L'arrêté n° 210 CM du 9 mars 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 423 mètres carrés, cadastré commune de Bora Bora, section de commune de Anau, section BD n° 40, au profit de Mlle Nadine Tapea, est retiré.

Est autorisé le remboursement, à l'intéressée, des frais de formalités versés à la caisse de la recette-conservation des hypothèques pour un montant de *soixante et un mille trois cents francs CFP* (61 300 F CFP) conformément à l'état des sommes détenu par la direction des affaires foncières.

NOR : DAF0600933AC

Par arrêté n° 675 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession de la parcelle de terre cadastrée L 510 de 21 mètres carrés dépendant de la terre Atitevaea parcelle, sise dans la commune de Arue, au profit des ayants droit de M. Tihau Tiaoao, né le 26 janvier 1892 à Arue :

- M. Louis Tiaoao, né le 3 mars 1915 à Arue ;
- M. Faauta Tiaoao, né le 21 décembre 1919 à Arue ;
- Mme Titirei Tiaoao, née le 31 janvier 1923 à Arue ;
- M. Pao Tiaoao, né le 30 juin 1924 à Arue ;
- M. Rahitiarii Tiaoao, né le 20 novembre 1925 à Arue ;
- M. Patitiimomere Tiaoao, né le 28 octobre 1928 à Arue ;
- Mme Riro Tiaoao, née le 31 juillet 1930 à Arue ;
- M. Aitu Tiaoao, né le 5 septembre 1931 à Arue ;
- M. Raupua Tiaoao, né le 4 décembre 1932 à Arue ;
- Mme Irea Aimée Tiaoao, née le 1er mai 1934 à Arue ;
- Mme Vaihinano Tiaoao, née le 16 août 1938 à Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle L 401 expropriée par ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *quatre cent trente-quatre mille sept cents francs CFP* (434 700 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600994AC

Par arrêté n° 676 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession de la parcelle de terre cadastrée N 227 de 2 mètres carrés dépendant des terres Amau et Farereia 3 parcelle, sises dans la commune de Arue, au profit de :

- M. Albert Walker Lévy, né le 8 juin 1935 à Pirae ;
- M. Alban Walker Lévy, né le 3 avril 1956 à Papeete ;
- Mlle Nancy Walker Lévy, née le 4 février 1965 à Honolulu.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 164 expropriée par ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *quarante et un mille quatre cents francs CFP* (41 400 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600995AC

Par arrêté n° 677 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession de la parcelle de terre cadastrée N 228 de 42 mètres carrés dépendant de la terre Atitautumua parcelle, sise dans la commune de Arue, au profit de :

- M. Albert Walker Lévy, né le 8 juin 1935 à Pirae ;
- M. Alban Walker Lévy, né le 3 avril 1956 à Papeete ;
- Mlle Nancy Walker Lévy, née le 4 février 1965 à Honolulu.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 166 expropriée par ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *huit cent quatre-vingt-seize mille quatre cents francs CFP* (896 400 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600996AC

Par arrêté n° 678 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession de la parcelle de terre cadastrée M 288 de 26 mètres carrés dépendant des terres Paepae, Faretou et Teurupareva sises dans la commune de Arue, au profit des consorts Sanford :

- M. Francis Sanford, né le 11 mai 1912 à Papeete ;
- M. Georges Sanford, né le 5 juin 1941 à Papeete ;
- Mme Andrée Sanford, née le 1er décembre 1942 à Papeete, épouse Juventin ;
- M. Joe Fred Sanford, né le 29 juillet 1944 à Papeete, divorcé de Mme Aumérán ;
- M. Francis Jimmy Sanford, né le 24 mai 1946 à Nunue (Bora Bora) ;
- Mme Lysa Sanford, née le 12 septembre 1948 à Nunue (Bora Bora), épouse Villierme ;
- Mme Catherine Sanford, née le 13 janvier 1951 à Papeete, épouse Raapoto.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle M 233 expropriée par ordonnance

n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *quatre cent soixante-dix-huit mille quatre cents francs CFP* (478 400 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600997AC

Par arrêté n° 679 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de M. Jean Tuterai Virassamy, né le 5 janvier 1923 à Papeete, veuf de Mme Mauri Heimanu, née le 7 septembre 1922 à Vairao, de la parcelle de terre cadastrée L 504 de 21 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle L 373 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *quatre cent trente-quatre mille sept cents francs CFP* (434 700 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600998AC

Par arrêté n° 680 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de M. Marcel Michel Dieumegard, né le 24 octobre 1942 à Absie, époux de Mme Jacqueline Larchier, née le 31 juillet 1944 à Chey, des parcelles de terre cadastrées N 223 et N 221 de 13 et 34 mètres carrés sises dans la commune de Arue.

Les parcelles mentionnées ci-dessus dépendent du morcellement de la parcelle N 162 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

Les parcelles rétrocédées sont évaluées à *neuf cent soixante-douze mille neuf cents francs CFP* (972 900 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600999AC

Par arrêté n° 681 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Hélène Marguerite Verry, née le 28 novembre 1926 à Bois-Colombe, et Mlle Edith Titaua Richechœur, née le 5 juillet 1958 à Papeete, des parcelles de terre cadastrées N 243 et N 242 de 43 et 4 mètres carrés sises dans la commune de Arue.

Les parcelles mentionnées ci-dessus dépendent du morcellement de la parcelle N 168 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

Les parcelles rétrocédées sont évaluées à *neuf cent soixante-douze mille neuf cents francs CFP* (972 900 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601000AC

Par arrêté n° 682 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Mireille Ahuura Laurey-Cochin, née le 23 mars 1938 à Papeete, épouse de M. Albert Bourdin, de la parcelle de terre cadastrée N 254 de 23 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 170 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *quatre cent soixante-seize mille cent francs CFP* (476 100 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601001AC

Par arrêté n° 683 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Marguerite Liu, née le 9 septembre 1941 à Papeete, épouse de M. Jean-Charles Boulou, né le 25 novembre 1930 à Moissac (Tarn-et-Garonne), de la parcelle de terre cadastrée N 233 de 20 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 176 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *quatre cent quatorze mille francs CFP* (414 000 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601002AC

Par arrêté n° 684 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Juanita Lenoir, née le 5 février 1951 à Papeete, des parcelles de terre cadastrées N 231 et N 232 de 6 mètres carrés chacune sises dans la commune de Arue.

Les parcelles mentionnées ci-dessus dépendent du morcellement de la parcelle N 178 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

Les parcelles rétrocédées sont évaluées à *deux cent quarante-huit mille quatre cents francs CFP* (248 400 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601003AC

Par arrêté n° 685 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de M. Georges Alexis Brinckfieldt, né le 22 novembre 1933 à Papeete, époux de Mme Arlette Trafton, née le 6 septembre 1940 à Papeete, de la parcelle de terre cadastrée N 214 de 9 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 192 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *cent soixante-cinq mille six cents francs CFP* (165 600 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601004AC

Par arrêté n° 686 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Marie Joséphine Anouita Hina Peiaputu, née le 10 mars 1951 à Orofara, de la parcelle de terre cadastrée N 236 de 3 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 132 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à *cinquante-cinq mille deux cents francs CFP* (55 200 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601005AC

Par arrêté n° 687 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de M. André Maretu Snow, né le 5 mai 1905 à Papeete, époux de Mme Oma Garnier, née le 13 mai 1907 à Papeete, de la parcelle de terre cadastrée N 216 de 5 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle N 130 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *quatre-vingt-douze mille francs CFP* (92 000 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601006AC

Par arrêté n° 688 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Frida Bennett, née le 22 novembre 1928 à Papeete, épouse de M. François Xavier Martinez, né le 18 février 1923 en Corse, de la parcelle de terre cadastrée L 533 de 17 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle L 407 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *trois cent douze mille huit cents francs CFP* (312 800 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601007AC

Par arrêté n° 689 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de M. Vetea Tetuanui, né le 30 mai 1934 à Makatea, de la parcelle de terre cadastrée M 286 de 13 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle M 246 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *deux cent trente-neuf mille deux cents francs CFP* (239 200 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601008AC

Par arrêté n° 690 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit des conjoints Puna Fenuae, de la parcelle de terre cadastrée M 278 de 11 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle M 252 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *deux cent deux mille quatre cents francs CFP* (202 400 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601009AC

Par arrêté n° 691 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Frida Bennett, née le 22 novembre 1928 à Papeete, épouse de M. François Xavier Martinez, né le 18 février 1923 en Corse, de la parcelle de terre cadastrée L 528 de 6 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle L 413 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocedée est évaluée à *cent vingt-quatre mille deux cents francs CFP* (124 200 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0601010AC

Par arrêté n° 692 CM du 7 juillet 2006.— Est autorisée la rétrocession, au profit de Mme Rosa Tetuanui, née le 6 décembre 1935 à Makatea, épouse de M. Ruivini Teamo Tahehaetua, né le 12 juin 1931 à Tahaa, de la parcelle de terre cadastrée L 526 de 6 mètres carrés sise dans la commune de Arue.

La parcelle mentionnée ci-dessus dépend du morcellement de la parcelle L 415 expropriée par l'ordonnance n° 608 du 22 octobre 2002 transcrite le 18 novembre 2002 au volume 2702, n° 8.

La parcelle rétrocédée est évaluée à cent vingt-quatre mille deux cents francs CFP (124 200 F CFP). Cette opération est comptabilisée en recette au budget de la Polynésie française.

La présente rétrocession est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription et des droits des taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF0600342AC

Par arrêté n° 693 CM du 7 juillet 2006.— Le numéro 4 de l'annexe de l'arrêté n° 194 CM du 19 février 1999 autorisant les locations et les transferts de bail de diverses parcelles de terre domaniales sises à Mataiea (Teva I Uta), Vaiaau (Tumaraa) et Iripau (Tahaa), est abrogé.

La résiliation du bail du 4 mars 1999 liant M. Adrien Lombard à la Polynésie française aura lieu dans un délai d'un an à compter de la notification au preneur par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout acte extrajudiciaire.

NOR : SAA0602130AC

Par arrêté n° 695 CM du 10 juillet 2006.— M. Jean-Philippe Heimata Monnot est nommé huissier de justice à la résidence de Papeete, en remplacement de M. Michel Morgant, dont la démission a été acceptée par l'arrêté n° 183 CM du 2 mars 2006.

Avant d'entrer en fonctions, M. Jean-Philippe Heimata Monnot devra prêter serment devant la cour d'appel de Papeete.

NOR : ENV0602541AC

Par arrêté n° 696 CM du 10 juillet 2006.— La convention transactionnelle entre la Polynésie française et le groupement d'entreprises solidaires Tapeta/AGP/JLP relative à l'exécution du marché n° 02-249 du 5 septembre 2002 passé pour la réalisation du réseau de collecte dans le cadre de l'assainissement collectif des eaux usées de la zone nord de l'île de Bora Bora, est approuvée.

Le Président de la Polynésie française est habilité à signer ladite convention transactionnelle.

NOR : SCD0602153AC

Par arrêté n° 699 CM du 11 juillet 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 463 CM du 11 juillet 2005 portant désignation de la commission des impôts de la Polynésie française est modifié comme suit :

- au a "membres titulaires" du II "membres représentants des experts-comptables", la mention : "M. Christian Laurent, expert-comptable" est remplacée par la mention : "M. Vincent Law, expert-comptable".

NOR : DFC0602110AC

Par arrêté n° 700 CM du 11 juillet 2006.— Mme Nancy Mao Che, chef du bureau "Analyse et contrôle de gestion", est nommée en qualité de chef du service des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou du 17 au 28 juillet 2006 inclus.

NOR : DAF0602029AC

Par arrêté n° 704 CM du 11 juillet 2006.— Mme Raquel Evangélista, sans profession, épouse de M. Gilles Marcel André Thiollent, avec lequel elle demeure à Punaauia, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant conjointement avec son époux de la société Mareva Nui, représentée par M. Jean-Jacques Teiefitu, dans la résidence Kaoha Nui à édifier sur une parcelle de terrain à Papeete, servitude Deflesselle, les lots ci-après désignés : un appartement F1 portant la référence 314, d'une superficie habitable de 34,68 mètres carrés avec terrasse de 12 mètres carrés, un emplacement de parking couvert de 12,50 mètres carrés environ portant la référence 123 et un cellier de 3,50 mètres carrés environ portant la référence C 38.

La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du protectorat des îles de la Société.

NOR : MJC0602210AC

Par arrêté n° 705 CM du 11 juillet 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 modifié fixant la liste des services et des emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires est modifié ainsi qu'il suit :

- I - Le a) est ainsi rédigé : "a) Présidence : aides techniques du service assistance et sécurité."
- II - Le dernier alinéa, numéroté "x)", est renuméroté "y)".
- III - Il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé : "z) Service de la culture et du patrimoine : personnels affectés aux cellules 'sons et lumières', 'propreté', 'animation musicale' et 'direction de Toa'ta et Vaïete'."

NOR : SDT0601086AC

Par arrêté n° 706 CM du 11 juillet 2006.— La concession d'exploitation de l'îlot Fetaro, établie subséquentement à l'arrêté n° 1015 CM du 1er août 2001, confiant à M. Tuahu Joseph Sham Koua, l'exploitation, l'animation, la surveillance et l'entretien du domaine public territorial, sis dans la commune de Uturoa, est résiliée à compter de la date de parution au *Journal officiel* du présent arrêté.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1758 PR du 12 juillet 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 15 PR du 11 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Pierre Frébault, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'expédition des affaires courantes du ministère de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, pendant l'absence de M. Keitapu Maamaatuaiahutapu, du 11 au 18 juillet 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juillet 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 1710 PR du 7 juillet 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un camion à ordures ménagères dont le coût est estimé à *dix-huit millions neuf cent quatre-vingt-un mille cinq cents francs CFP* (18 981 500 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 30 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions six cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent cinquante francs CFP* (5 694 450 F CFP).

Par arrêté n° 1711 PR du 7 juillet 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition de 4 véhicules de transport en commun dont le coût est estimé à *cinquante-huit millions huit cent mille francs CFP* (58 800 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 70 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quarante et un millions cent soixante mille francs CFP* (41 160 000 F CFP).

Par arrêté n° 1712 PR du 7 juillet 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation d'un cimetière à Vairao dont le coût est estimé à *soixante-neuf millions six cent cinquante-trois mille trois cent quarante-deux francs CFP* (69 653 342 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 20 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *treize millions neuf cent trente mille six cent soixante-huit francs CFP* (13 930 668 F CFP).

Par arrêté n° 1734 PR du 10 juillet 2006.— Dans le cadre du dispositif de l'aide en faveur des petits commerces, l'entreprise désignée ci-dessous est attributaire d'une subvention.

La subvention est versée à l'intéressé en une seule fois dès la publication du présent arrêté.

Les investissements et/ou les travaux d'aménagement et d'embellissement pour lesquels l'aide est attribuée devront être réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

L'entreprise bénéficiaire doit produire les justificatifs auprès du service des affaires économiques de l'utilisation de la subvention dans le cadre du projet présenté.

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou dans le cas où la subvention d'investissement aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de la subvention.

La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, chapitre 914, article 130, AP 76-2004, AE 169-2004.

L'entreprise attributaire d'une subvention est désignée ci-après :

Enseigne commerciale ou dénomination de l'entreprise :
Magasin Toa Maehaa.

Nom du commerçant : Lovaina Mou Cun Sung Tisseron.

N° RC : 0694 A.

N° TAHITI : 763067.

Montant de l'aide accordée : 1 500 000 F CFP.

Total de l'aide : 1 500 000 F CFP.

Par arrêté n° 1735 PR du 10 juillet 2006.— Une subvention d'investissement d'un montant de 93 865 015 F CFP (*quatre-vingt-treize millions huit cent soixante-cinq mille quinze francs CFP*) est attribuée au Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) pour le financement de la phase d'études relative à la construction de l'unité de formation du CFPA de Taravao.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, chapitre 911, article 130, opération 46-2003, AE 268-2005 "Subvention CFPA de Taravao (FREPF-DGDE)".

Par arrêté n° 1737 PR du 10 juillet 2006.— Est autorisé le versement d'une subvention d'investissement de *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP) à l'Agence tahitienne de presse, au titre des activités conduites en l'an 2006. Cette subvention sera versée sur son compte bancaire.

Une avance de 50 % du montant de la subvention accordée sera versée à l'Agence tahitienne de presse à la

signature de l'arrêté. Le solde est versé sur présentation des justificatifs des dépenses effectuées à hauteur de l'avance accordée.

La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, AP 47-2004 "Subvention à l'ATP", chapitre 911, article 130, AE 195-2006.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'ENERGIE ET DES MINES, DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
DES AFFAIRES MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

ARRETE n° 441 MET.AU du 5 juillet 2006 portant approbation du dossier de la 1^{re} tranche du lotissement "Le Hameau de Mahinarama" de 48 lots, n°s 23 à 28, 31 à 42, 45 à 54 et 59 à 78, sis à Mahina.

Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 20 PR du 15 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 311 CM du 8 octobre 2004 portant nomination de M. Philippe Couraud en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 290 MET du 3 mai 2006 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 291 MET du 3 mai 2006 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents, en matière d'actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié, relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 20 MAU du 13 octobre 2004 autorisant M. Georgy Hellouin à réaliser les travaux de viabilisation du

lotissement "Le Hameau de Mahinarama" sur une parcelle du domaine de Nono Ahu sise à Mahina et cadastrée section W6 n° 732 (partie) ;

Vu le dossier de demande de certificat de conformité déposé au service de l'urbanisme le 2 mai 2006 et complété le 20 juin 2006 ;

Vu la réception du réseau téléphonique en date du 22 mars 2006 ;

Vu l'avis du service d'hygiène et de salubrité publique en date du 12 avril 2006 ;

Vu le procès-verbal de réception des ouvrages de desserte en eau potable et poteaux incendie ;

Vu les procès-verbaux de visite n°s 24-294, 24-1396, 26-138, 26-378 et 26-497 établis par le laboratoire des travaux publics de Polynésie ;

Vu le courrier de la direction de l'équipement n° 3981 DEQ/GEG du 15 juin 2006 ;

Vu le statut de l'association syndicale du lotissement "Le Hameau de Mahinarama" déposé au service de l'urbanisme le 28 juin 2006 ;

Vu le cahier des charges du lotissement "Le Hameau de Mahinarama" déposé au service de l'urbanisme le 20 juin 2006 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 27 juin 2006,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est approuvé le dossier composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en dates des 2 mai 2006, 20 et 28 juin 2006 sous le n° L/2004-02 :

- plan topographique ;
- plan de masse (planche 1) ;
- plan de masse (planche 2) ;
- plan du réseau d'eau potable ;
- plan du réseau d'eaux pluviales ;
- plan du réseau d'eaux usées ;
- plan de la station d'épuration ;
- plan du réseau électrique ;
- plan du local poubelle ;
- plan de récolement (réseaux et zones de constructibilité) ;
- règlement de construction.

Art. 2.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2006.
James Narii SALMON.

Par arrêté n° 447 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Tegahahe (parcelle n° 450) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Takapoto. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Noms des terres	Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner
Tegahahe n° 450 (arrêté n° 976 CM du 6/09/90)	M. Mahinui Tekurio Mme Taputapu Tirahakura Tahua veuve Orirau	2 189 2 189

Par arrêté n° 448 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kiritaga 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : Kiritaga 1.

Bénéficiaire : Mlle Andréa Ruatamahine Tehina.

Indemnités à déconsigner : 26 F CFP.

Par arrêté n° 449 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Gatumurua 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : Gatumurua 1.

Bénéficiaire : M. Hoga Tama.

Indemnités à déconsigner : 3 817 F CFP.

Par arrêté n° 450 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner
M. Tino Tehavarua	2 223
M. Tafai Moe Tehavarua	2 223
Mme Léonie Tehavarua épouse Peters	2 223
Mlle Vahinerii Tehei	2 223
Mme Elisabeth Tehei épouse Bonnet	2 223
Mlle Nadine Tehei	2 224
Mme Christine Tufariua veuve Tehavarua	555

Par arrêté n° 451 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Teraivahine Adeline Amo épouse Poroi.

Indemnités à déconsigner : 28 583 F CFP.

Par arrêté n° 452 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Teraivahine Adeline Amo épouse Poroi.

Indemnités à déconsigner : 171 496 F CFP.

Par arrêté n° 453 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaire	Indemnités à déconsigner	
	CB 16	CB 17
Mme Jeannette Tutavae	142 151	168 022

Par arrêté n° 454 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaires	Indemnités à déconsigner	
	CB 16	CB 17
Mme Elisabeth Rere épouse Piivai	17 495	20 680
Mlle Mirna Rere	17 496	20 679

Par arrêté n° 455 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Bénéficiaire	Indemnités à déconsigner	
	CB 16	CB 17
M. Viriho Etienne Rere	87 477	103 399

Par arrêté n° 456 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Ahototaeae (plan 5) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Joséphine Moarii épouse Tahutini.

Indemnités à déconsigner : 1 560 000 F CFP.

Par arrêté n° 457 MET du 10 juillet 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Aorai (PV 157) et Tepirahirahi (PV 210) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès de la vallée de Papenoo. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Noms des terres	Bénéficiaire	Indemnités à déconsigner
Aorai (PV 157)	Iotefa Maeta	12 305
Tepirahirahi (PV 210)		12 529

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 1000 MTE/PEL du 5 juillet 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de 13 médecins généralistes de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22 MTE du 31 mars 2005 modifié portant délégation de signature à Mme Mireille Bresson, chef du service du personnel et de la fonction publique, et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 286 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 26 mai 2005 modifié portant ouverture de concours pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 805 MTE/PEL du 23 mai 2006 modifié portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de 13 médecins généralistes de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *présidente* ;
- Mme l'inspectrice générale de l'administration de Polynésie française ou son représentant ;
- Mme la directrice de la santé ;
- Mme Vaea Terorotua, fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi pour lequel le concours est ouvert ;
- au titre des deux personnalités qualifiées dans le domaine concerné par le recrutement :
 - M. Thierry Beylier ;
 - Mme Maire Tuheiaava.

Art. 2.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juillet 2006.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Mireille BRESSON.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DES FORÊTS**

Par arrêté n° 69 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 95 295 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille deux cent quatre-vingt-quinze francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à Mlle Temarama Teahuotoga, née le 4 janvier 1966 à Papeete, Tahiti, exploitante agricole à Reao, carte professionnelle CAPL n° 1400 délivrée le 11 mars 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 95 295 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 70 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 86 500 F CFP (*quatre-vingt-six mille cinq cents francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à M. Tai Tehau, né le 21 décembre 1961 à Reao, Tuamotu, exploitant agricole à Reao, carte professionnelle CAPL n° 1405 délivrée le 11 mars 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 86 500 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 71 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 93 800 F CFP (*quatre-vingt-treize mille huit cents francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à M. René Morifano Tapi, né le 20 septembre 1936 à Vaitape, Bora Bora, exploitant agricole à Makemo, carte professionnelle CAPL n° 2716 délivrée le 28 avril 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 93 800 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 72 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 59 375 F CFP (*cinquante-neuf mille trois cent soixante-quinze francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à M. Ririfatu Alexandre Teaku, né le 30 août 1944 à Anaa, Tuamotu, exploitant agricole à Anaa, carte professionnelle CAPL n° 5615 délivrée le 18 avril 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 59 375 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 73 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 82 360 F CFP (*quatre-vingt-deux mille trois cent soixante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à Mme Tevavaro Tevaitau Kavera épouse Tereroa, née le 23 mars 1946 à Marokau, Tuamotu, exploitante agricole à Nukutavake, carte professionnelle CAPL n° 8504 délivrée le 26 juillet 2004.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 102 950 F CFP, et le taux d'aide correspond à 80 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 74 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 94 500 F CFP (*quatre-vingt-quatorze mille cinq cents francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits

équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à Mlle Josiane Tehariki, née le 4 mai 1974 à Faa'a, Tahiti, exploitante agricole à Nukutavake, carte professionnelle CAPL n° 5553 délivrée le 24 mai 2004.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 94 500 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 75 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 94 500 F CFP (*quatre-vingt-quatorze mille cinq cents francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à Mlle Temehani Marjorie Rose Mairoto, née le 24 octobre 1968 à Makemo, Tuamotu, exploitante agricole à Makemo, carte professionnelle CAPL n° 8749 délivrée le 5 octobre 2004.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 94 500 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 76 MAE du 7 juillet 2006.— Une aide d'un montant de 99 525 F CFP (*quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent vingt-cinq francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000) est attribuée à M. Manarii Rooteapua Poetai, né le 10 décembre 1957 à Avera, Rurutu, exploitant agricole à Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 9447 délivrée le 22 avril 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 99 525 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

Par arrêté n° 109 MLA du 10 juillet 2006.— Du 29 juin au 10 août 2006 inclus, les délégations de signature attribuées par arrêté n° 107 MLA du 4 juillet 2006 à M. Dave Taruoura, directeur des affaires foncières, sont consenties à M. Gabriel Colombani, directeur des affaires foncières par intérim.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DE LA QUALITÉ DE LA VIE**

ARRETE n° 38 MDD du 6 juillet 2006 autorisant la SA Toa Moorea à installer et exploiter les équipements frigorifiques de son supermarché sis dans la baie de Vaiare à Moorea (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels,

Arrête :

TITRE Ier - Équipements et caractéristiques

Article 1er.— La SA Toa Moorea est autorisée à installer et exploiter les équipements frigorifiques de son supermarché sis dans la baie de Vaiare à Moorea.

L'installation est située sur le lot n° 35 de 2 844 mètres carrés, le lot n° 34 de 3 002 mètres carrés et le lot n° 36 de 2 171 mètres carrés de la zone industrielle de Vaiare. Le terrain est cadastré section CC, parcelles n° 26, n° 27 et n° 28, commune de Moorea-Maiao, Teavaro, Moorea.

L'installation se situe en zone US du PGA de Moorea.

Art. 2.— Les équipements autorisés par le présent arrêté relèvent de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement. Ils sont détaillés dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Classe	Équipements autorisés
189.2°.a)	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar : 2° comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques lorsque la puissance absorbée est : a) supérieure ou égale à 200 kW	1	Chambres froides négatives : totalisant 113 kW Chambres froides positives : totalisant 354 kW

TITRE II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ni d'occupation du domaine public.

Art. 4.— L'autorisation d'exploiter est caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification ou n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Conformité de l'installation à la demande

Art. 6.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Modification

Art. 7.— Tout projet de modification apportée à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initiale fait, avant réalisation, l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dossier "installation classée"

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 67.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Art. 9.— L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 10.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Changement d'exploitant

Art. 11.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Cessation d'activité

Art. 12.— Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe l'inspection des installations classées au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

TITRE III - Prescriptions relatives aux installations de réfrigération

Art. 13.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de

façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 14.— La ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 15.— Les locaux sont munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Art. 16.— L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

Art. 17.— Des murs de protection de résistance suffisante entourent les compresseurs de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Le toit de ces locaux est construit en matériaux légers de manière à permettre cette large expansion vers le haut.

Art. 18.— Des murs séparent les locaux renfermant les appareils et tuyauteries dans lesquels le gaz séjourne ou circule, de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Art. 19.— Il est interdit de fumer dans les locaux de compression et dans les abords immédiats, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles.

Art. 20.— Lorsque de tels travaux sont nécessaires, ils sont exécutés après la mise hors gaz des locaux de compression et après que l'exploitant ou son préposé a contrôlé que les consignes de sécurité sont observées. Ces diverses consignes seront affichées en caractères apparents.

Art. 21.— Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne peuvent être conservés dans les locaux des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

Art. 22.— Les locaux de compression devront être maintenus en parfait état de propreté. Les déchets gras ayant servi devront être mis dans des boîtes métalliques closes et enlevés régulièrement, conformément au titre VI.

Art. 23.— Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Art. 24.— Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Art. 25.— Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêche la mise en marche du compresseur ou assure son arrêt en cas de surchauffe.

Art. 26.— L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur du local de compression.

Art. 27.— Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Art. 28.— Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Art. 29.— L'entrée des locaux techniques est interdite à toute personne étrangère au service. Cette interdiction est signalée de manière visible de l'extérieur du site.

Art. 30.— Des pièges à sons doivent être ajoutés aux ouvertures de ventilation.

Art. 31.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit être munie d'un dispositif d'avertissement sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 32.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit comporter à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

TITRE IV - Protection contre l'incendie

Art. 33.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie ;
- de moyens d'alarme et d'alerte.

Art. 34.— Il est interdit de fumer dans tout le bâtiment, d'y allumer ou d'y introduire une flamme sauf pour y effectuer des travaux sécurisés de réparation réalisés sous le contrôle de l'exploitant.

Art. 35.— Il est interdit d'entreposer dans tout le site des matières combustibles ou explosives qui du fait de leur nature ou de leur quantité relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 36.— Un mur coupe-feu deux heures sans ouverture constitue la façade sud du bâtiment sur toute sa largeur.

Art. 37.— La protection contre l'incendie sera assurée au moins par :

- un extincteur homologué NF MIH à poudre polyvalente de 9 kilogrammes dans chaque local de compression ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou écoulements éventuels.

Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 38.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

En particulier, les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un organisme agréé et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 39.— A proximité du TGBT et des armoires électriques est installé un extincteur CO₂ de 6 kilogrammes pour les feux électriques et conforme à la norme en vigueur.

Art. 40.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

L'exploitant affecte une équipe de surveillance et d'intervention formée et entraînée disposant à tout moment des accès depuis la route des zones à risques.

Art. 41.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 42.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 43.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence, notamment dans le bureau du responsable administratif.

Art. 44.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours. Une copie du plan d'intervention et des consignes de sécurité fixées ci-dessous sont transmises dès leur élaboration au centre des pompiers de Moorea.

Art. 45.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

TITRE V - Gestion des stocks et de la surface de vente

Art. 46.— L'exploitant tient en permanence l'état des stocks de tout produit ainsi que les plans de stockage.

Art. 47.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 48.— Les produits incompatibles entre eux, nécessitant ou non une rétention, ne sont pas stockés ensemble, *a fortiori* dans la surface de vente ouverte au public.

De même, les produits dangereux ne sont pas à la portée des enfants.

Art. 49.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment des fiches de données de sécurité.

Il s'assure également que le personnel est formé à leur manutention.

A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

TITRE VI - Protection de l'environnement

Art. 50.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 51.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Avant leur élimination, les déchets organiques et fermentescibles sont stockés dans un local réfrigéré.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, huiles ou produits usés est effectué par un organisme autorisé au titre des installations classées.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 52.— Le brûlage des déchets et emballages est interdit.

Art. 53.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution même temporaire des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 54.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduelles des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 55.— Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Art. 56.— Afin de prévenir tout risque d'accident, l'exploitant s'assure qu'à la sortie du parc de stationnement se situant dans un virage, les automobilistes disposent d'une vision large et lointaine des véhicules évoluant sur la route. L'implantation de miroirs peut permettre le respect de cette prescription.

TITRE VII - Protection contre les nuisances sonores

Art. 57.— Il est interdit de faire usage des avertisseurs sonores des véhicules à l'intérieur du parc.

Art. 58.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 59.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 60.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance industrielle (industrie lourde) ;

Jour : Jours ouvrables : 7 heures à 20 heures : 70 ;

Période intermédiaire : Jours ouvrables : 6 heures à 7 heures et 20 heures à 22 heures et dimanches et jours fériés : 6 heures à 22 heures : 65 ;

Nuit : Tous les jours : 22 heures à 6 heures : 60 ;

- émergence : 3 dB (A).

Art. 61.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VIII - Installations électriques

Art. 62.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 63.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme compétent. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 64.— L'établissement est équipé de dispositifs distincts pour les installations de remplacement et d'un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par des blocs autonomes.

Art. 65.— L'installation électrique et l'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion sont élaborés, réalisés et entretenus conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 66.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE IX - Exploitation et entretien

Art. 67.— Un registre d'exploitation tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 68.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière à ce que les usagers en prennent connaissance.

Art. 69.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont effectués deux fois par an.

TITRE X - Abrogation

Art. 70.— L'arrêté n° 927 MAF du 3 mars 1993 est abrogé.

TITRE XI - Contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 71.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 72.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 73.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 juillet 2006.
Georges HANDERSON.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Par arrêté n° 162 MSP/DS du 12 juillet 2006.— Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours d'entrée à l'IFSI "Mathilde-Frébault" préparant à la formation d'infirmier(ère) (session 2006), sur la liste des candidats titulaires du baccalauréat, du DAEU, d'un titre ou diplôme homologué au minimum au niveau IV, ou ayant été retenus par le jury de validation des acquis :

1) *Sur liste principale, les 29 candidats dont les noms suivent :*

1 - Coralie Estelle Laetitia Dumez ; 2 - Tony Mariteragi ; 3 - Elisa Mareta Tiarii ; 4 - Tinaig Marthe Angèle Herbaut ; 5 - Anne Fougeray épouse Jacquelin ; 6 - Agnès Teioa Chetelet-Mataoa ; 7 - Raihani Stéphanie De Vos ; 8 - Lucile Séverine Marion Negron ; 9 - Eric Titi ; 10 - Henri Timau ; 11 - Teariki Cédric Blais ; 12 - Jenny Ririamanu Mai ; 13 - Hermann Heifara Opuhi ; 14 - Céline Odin ; 15 - Miranda Rochette épouse Terorotua ; 16 - Marie-Noëlle Delville épouse Tomaszewski ; 17 - Teava Enrico Jean-Luc Lehartel ; 18 - Yoann Bertrand Moerangi Pimot ; 19 - Aniotha Amandine Marie-Andréa Hubert ; 20 - Hugo Alfred Gabriel Lebrige ; 21 - Heidi Tchinn ; 22 - Sylvia Raimanu Nogues ; 23 - Jean-Louis Georges Huioutu ; 24 - Bernadette Emma Tara Iotefa ; 25 - Yasmina Vaimalama Hoatau épouse Amiot ; 26 - Alexandre Yuta Trausch ; 27 - Dédé Barrigah-Benissan épouse Munier ; 28 - Ludvine Yolande Bourreau ; 29 - Ludmilah Feiau-Hina Heitaa.

2) *Sur liste complémentaire, les 30 autres candidats dont les noms suivent :*

1 - Julia Mallet ; 2 - Sophie Eliane Arapari épouse Tom Sing Vien ; 3 - Annick Faanuina Peter ; 4 - Vaimoe Daisy Atae ; 5 - Michèle Jacqueline Mayard ; 6 - Murielle Marie-Paule Tepehu épouse Huitoofa ; 7 - Joséline Tehina Scallamera ; 8 - Albert Rodrigue Teano ; 9 - Gwenaëlle

Delphie Duparc ; 10 - Frédérique Laurianne Heiata Le Cleach ; 11 - Tooreai Shirley Odile Langomazino ; 12 - Myriam Eritapeta Madeleine Petit ; 13 - Amélia Raurii Yuen Chi Poi ; 14 - Pualani Truden ; 15 - Tahia Ilanda Tauhiro ; 16 - Vaiata Ghyslaine Pugibet ; 17 - Carole Beaumenay-Joannet ; 18 - Doriel Vanina Rey épouse Teoroi ; 19 - Paola Tiarai Tetaria épouse Johnston ; 20 - Lauretta Maroroariki Dexter épouse Shan ; 21 - Bianca Titaina Garbutt épouse Thouet ; 22 - Vaimiti Stella Lao ; 23 - Heitiare Kelly Maraetafau ; 24 - Tinomana Hellen Hagel ; 25 - Alizée Natea Marie Iefa ; 26 - Alexandra Poerava Raiho ; 27 - Laetitia Pierrette Bos épouse Mazellier ; 28 - Daisy Olivia Timeri Loo ; 29 - Solange Teipoarii épouse Opeta ; 30 - Laetitia Rea Lo Shing.

Est déclarée admise, par ordre de mérite, au concours d'entrée à l'IFSI "Mathilde-Frébault" préparant à la formation d'infirmière (session 2006), sur la liste des candidats titulaires du DPAS, du DPAP ou du certificat d'aptitude aux fonctions d'aide médico-psychologique, qui justifient de trois ans d'exercice professionnel en l'une ou l'autre de ces qualités, la candidate dont le nom suit :

Sur liste principale : Blanche Edith Pailhon.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

Par arrêté n° 9 MJC du 6 juillet 2006.— MM. Yoshihiko Sinoto et Eric Komori sont autorisés à effectuer une campagne de diagnostic archéologique sur la terre Vaito'otia, dans la commune de Fare, île de Huahine, archipel de la Société.

Cette autorisation est donnée pour une période allant du 1er juillet au 31 août 2006.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle du service de la culture et du patrimoine.

La liste détaillée de l'ensemble des vestiges exhumés à l'occasion de cette campagne, sera remise au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux avant la fin de l'année. Un exemplaire du rapport sera également remis au maître d'ouvrage.

Les vestiges mobiliers découverts seront remis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 17 mai 2006 modifiant l'arrêté du 3 mai 2000 portant application des articles 4 et 4 bis du décret du 28 octobre 1970 fixant le régime particulier des primes accordées à certains personnels techniques de la navigation aérienne.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et le ministre de la fonction publique,

Vu le décret du 28 octobre 1970 modifié fixant le régime particulier des primes accordées à certains personnels techniques de la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2000 modifié portant application des articles 4 et 4 bis du décret du 28 octobre 1970 fixant le régime particulier des primes accordées à certains personnels techniques de la navigation aérienne,

Arrêtent :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté du 3 mai 2000 susvisé, le mot : "neuf" est remplacé par le mot : "six".

Art. 2.— L'article 4 de l'arrêté du 3 mai 2000 susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 4.— Les emplois ouvrant droit à la perception du complément fonctionnel de la prime mensuelle d'activité sont classés dans l'un des six niveaux prévus à l'article 2, comme suit :

Au niveau 1 :

- les ingénieurs chargés d'études ;
- les assistants de subdivision ;
- les adjoints au chef circulation aérienne des organismes de contrôle figurant dans la liste 3 de l'arrêté du 2 août 2002 modifié fixant le classement en listes des organismes de contrôle de la circulation aérienne ;
- les chefs circulation aérienne des organismes de contrôle figurant dans les listes 5 et 6 de l'arrêté du 2 août 2002 précité.

Au niveau 2 :

- les enquêteurs du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA) ;
- les chargés d'affaires ;
- les coordonnateurs "formation" à la direction du contrôle et de la sécurité (DCS) et dans les centres en route de la navigation aérienne (CRNA) ;
- les chargés de projet ;

- les adjoints au chef des services "aviation générale" et "Le Bourget" du service de la navigation aérienne (SNA) région parisienne ;
- les chefs de la maintenance régionale des SNA ;
- les chefs de subdivision des organismes figurant dans la liste 2 de l'arrêté du 2 août 2002 précité, des SNA océan Indien et Antilles-Guyane, du service d'exploitation et de la formation aéronautique (SEFA), du centre d'exploitation, de développement et d'études du réseau informatique de gestion (CEDRe), dans les directions de l'aviation civile (DAC), dans les délégations sises aux aéroports figurant dans la liste 1 de l'arrêté du 2 août 2002 précité et à la DAC Antilles-Guyane ;
- l'adjoint au directeur de l'aéroport de Nouméa-La Tontouta ;
- les adjoints au chef des organismes de contrôle d'Ajaccio et de Bastia ;
- les chefs circulation aérienne des organismes de contrôle figurant dans la liste 3 de l'arrêté du 2 août 2002 précité ;
- les adjoints aux délégués de l'Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC) ;
- les chargés d'enseignement à l'ENAC ;
- les adjoints au chef des délégations sises aux aéroports figurant dans la liste 2 de l'arrêté du 2 août 2002 précité ;
- les adjoints au chef de division dans les DAC ;
- les ingénieurs de tutelle du transport aérien dans les DAC.

Au niveau 3 :

- les chefs de groupe d'enquête au BEA ;
- les chefs de programme ;
- les adjoints au chef de bureau, à l'exception de ceux classés au niveau 4 ci-dessous ;
- le chef de la division de l'observatoire du transport aérien à la direction de la régulation économique (DRE) ;
- les contrôleurs à la DCS ;
- les chargés de communication à la DCS et à la direction des techniques et de l'innovation (DSNA/DTI) de la direction des services de la navigation aérienne (DSNA) ;
- les chefs de subdivision du service technique de l'aviation civile (STAC), de la sous-direction des systèmes opérationnels (DTI/SDSO) de la DSNA, de l'échelon central de la direction des opérations (DSNA/DO) de la DSNA, du service de l'information aéronautique (DO/SIA), du centre d'exploitation des systèmes de navigation aérienne centraux (DO/CESNAC), des CRNA, de l'ENAC, de l'organisme d'Orly/aviation générale et des SNA, à l'exception des SNA océan Indien et Antilles-Guyane ;
- les adjoints au chef de division de la DSNA/DTI ;
- les chefs de bureau exécutif permanent des CRNA ;

- les chefs des organismes de contrôle d'Ajaccio et de Bastia ;
- le directeur de l'aérodrome de Nouméa-La Tontouta ;
- le chef du service de l'aviation civile (SAC) de Nouvelle-Calédonie ;
- les adjoints au chef de département de l'ENAC et du CEDRe ;
- les inspecteurs des études de l'ENAC ;
- les chefs de laboratoire de recherche de l'ENAC ;
- le responsable du schéma directeur informatique de l'ENAC ;
- le contrôleur de gestion du SEFA ;
- le responsable instruction sol du SEFA ;
- les chefs de division des aérodromes figurant dans la liste 2 de l'arrêté du 2 août 2002 précité, du SEFA, du CEDRe, des DAC, des délégations de la Guadeloupe et de la Martinique, des délégations sises aux aérodromes figurant dans la liste 1 de l'arrêté du 2 août 2002 précité et des services d'Etat de l'aviation civile (SEAC) ;
- les adjoints au chef des délégations sises aux aérodromes figurant dans la liste 1 de l'arrêté du 2 août 2002 précité et de la délégation Corse ;
- les coordonnateurs qualité des DAC ;
- les délégués ;
- le délégué de l'aviation civile des îles Wallis et Futuna ;
- les coordonnateurs formation de la DSNA/DTI ;
- le chef "système de management de la qualité et de la sécurité" du SNA océan Indien.

Au niveau 4 :

- les chefs de division du BEA, de la DSNA, à l'exception des chefs de divisions dans les aérodromes figurant dans la liste 2 de l'arrêté du 2 août 2002 précité, du service technique de l'aviation civile (STAC), au DO/SIA et au DO/CESNAC ;
- les chefs des divisions "transport aérien" ou "contrôle technique" des DAC et du SEAC en Polynésie française ;
- le chef de la division "surveillance et régulation" du service de l'aviation civile (SAC) océan Indien ;
- l'adjoint au chef de la mission aviation légère de la direction des affaires stratégiques et techniques (DAST) ;
- les chefs d'équipe internationale de certification de la DCS ;
- le chargé de mission "matières dangereuses" de la DCS ;
- le chef de l'unité PACF (Galiléo) de la DTI/SDSO ;
- les adjoints aux chefs de département de la DSNA ;
- l'adjoint au chef du DO/SIA et du DO/CESNAC ;
- les adjoints aux chefs du service "exploitation" et du service "technique" des CRNA ;
- les chefs des services "aviation générale" et "circulation aérienne Le Bourget" du SNA région parisienne ;
- les adjoints au chef des services "techniques" et "exploitation" des SNA et de l'organisme d'Orly/aviation générale ;
- le chef du SNA océan Indien ;
- le chef du centre de contrôle de Cayenne-Rochambeau ;
- les chefs de la division "technique" et de la division "circulation aérienne" du SNA Antilles-Guyane ;
- les adjoints aux chefs de mission de la DSNA ;
- le chargé de mission auprès du secrétaire général de la direction générale de l'aviation civile ;
- l'adjoint au directeur du projet "système informatique ressources humaines" du secrétariat général de la direction générale de l'aviation civile ;
- le conseiller technique du directeur général de l'aviation civile ;
- les adjoints aux chefs de certains bureaux dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile ;

- le contrôleur de gestion de l'ENAC ;
- les délégués de l'ENAC ;
- le responsable "grands travaux" de l'ENAC ;
- les chefs de centre du SEFA ;
- le responsable qualité du SEFA ;
- l'adjoint au chef du SAC océan Indien.
- les chefs de cabinet dans les DAC ;
- les chefs des délégations, à l'exception de ceux mentionnés au niveau 5 ci-dessous ;
- le chef de la délégation de Mayotte ;
- le chef du SAC Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- le chef de la mission "aéroport Grand Ouest" ;
- le chef de la délégation Martinique-Guyane ;
- le chef du service "transport aérien" du SEAC Nouvelle-Calédonie ;
- les chefs du "système de management de la qualité et de la sécurité" de la DSNA/DTI, des CRNA et des SNA, à l'exception du SNA océan Indien ;
- les chefs de certains bureaux dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Au niveau 5 :

- les chefs de département et les enquêteurs principaux du BEA ;
- les chefs de bureau, à l'exception de ceux mentionnés au niveau 4 ci-dessus ;
- le chef de la mission "aviation légère" de la DAST ;
- les chefs d'équipe internationale principale de certification de la DCS ;
- le chargé de mission de la coordination des affaires internationales de la DCS ;
- les chefs de département du groupement pour la sécurité de l'aviation civile ;
- les adjoints aux sous-directeurs de la DCS ;
- les chefs de département du STAC, de la DSNA/DTI et de la DSNA/DO, à l'exception du chef du département administration de la DSNA/DO et du chef du département administration de la DSNA/DTI classé au niveau 6 ci-dessous ;
- les conseillers du directeur de la DSNA/DTI ;
- le chef de l'antenne "aéroport de la région parisienne" ;
- les directeurs de programme de la DTI ;
- le chargé de mission, chef du "système de management de la qualité et de la sécurité" de la DSNA/DO ;
- le chargé de mission "contrôle de gestion" de la DSNA ;
- les adjoints aux chefs des CRNA ;
- les chefs des services administration des CRNA ;
- le chef du service administratif du SNA région parisienne ;
- l'adjoint au chef du SNA région parisienne ;
- les chefs des organismes figurant en liste 2 de l'arrêté du 2 août 2002 précité ;
- les chefs des services "exploitation" et "technique" des SNA, des CRNA et de l'organisme d'Orly/aviation générale ;
- le chef du SNA Polynésie française ;
- l'adjoint au sous-directeur de la modernisation, de l'informatique de gestion et de la formation du secrétariat général de la direction générale de l'aviation civile ;
- les adjoints au contrôleur financier central de la direction générale de l'aviation civile ;
- le chargé de mission au cabinet du directeur général de l'aviation civile ;
- les chefs de département de l'ENAC, du SEFA, du CEDRe et des DAC ;
- l'adjoint au chef du SEFA ;
- le secrétaire général du CEDRe ;

- le chef des délégations Languedoc-Roussillon, Côte d'Azur, Corse, Pays de la Loire et Guadeloupe ;
- le chef du SAC océan Indien ;
- le directeur financier de l'établissement public Météo-France ;
- le chef du département des affaires juridiques de l'établissement public Météo-France ;
- le chef du département administratif de la direction de la production de l'établissement public Météo-France ;
- le secrétaire général de l'Ecole nationale de la météorologie ;
- le chef du département administratif du Centre national de recherches météorologiques ;
- le chef du département administratif de la direction des systèmes d'observation de l'établissement public Météo-France ;
- le chargé de mission "gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et politique de formation" de l'établissement public Météo-France.

Au niveau 6 :

- le chef du service de gestion des taxes aéroportuaires ;
- le chef du département administration de la DSNA/DTI ;
- l'adjoint au chef du BEA ;
- l'adjoint au sous-directeur des affaires juridiques du secrétariat général ;
- l'adjoint au chef de la division du travail et des affaires sociales de la DRE ;
- le secrétaire général du BEA ;
- le directeur de la logistique et des contrats de l'établissement public Météo-France ;
- l'adjoint au directeur des ressources humaines de l'établissement public Météo-France ;
- le chef du DO/SIA ;
- le chef du DO/CESNAC ;
- le secrétaire général de la DSNA/DO ;
- les chefs des CRNA ;
- les chefs des SNA, à l'exception des SNA océan Indien, Polynésie française et Nouvelle-Calédonie ;
- le chef de l'organisme d'Orly/aviation générale ;
- les chefs de mission de la DSNA ;
- le chargé de corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;
- le chargé de corps des attachés d'administration de l'aviation civile ;
- le conseiller du secrétaire général de la direction générale de l'aviation civile ;
- le directeur du projet "système informatique des ressources humaines" ;
- le secrétaire général de l'ENAC ;
- le chef du CEDRe."

Art. 3.— L'article 5 du même arrêté est rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 5.— Outre les emplois mentionnés à l'article 4, le bénéfice du complément fonctionnel de la prime mensuelle d'activité, déterminé conformément aux dispositions prévues à l'article 3, peut être étendu aux agents placés en position de mise à disposition ainsi qu'à ceux qui tiennent des fonctions de chargé de mission, et ce dans la limite d'un contingent de 50 emplois répartis dans les six niveaux, comme suit :

- 1° Pour le niveau 2 : 6 ;
- 2° Pour le niveau 3 : 10 ;
- 3° Pour le niveau 4 : 14 ;
- 4° Pour le niveau 5 : 11 ;
- 5° Pour le niveau 6 : 9."

Art. 4.— L'article 8 du même arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

- 1. Le deuxième alinéa est supprimé ;
- 2. Au troisième alinéa, la somme : "850 F" est remplacée par la somme : "129,58 €".

Art. 5.— A titre transitoire, les agents dont les attributions ont évolué du seul fait de la réorganisation de la direction générale de l'aviation civile, et dont l'emploi issu de cette réorganisation est classé, à compter du 1er mars 2005, à un niveau inférieur au niveau de l'emploi exercé avant cette date, conservent le bénéfice du niveau détenu avant le 1er mars 2005 à titre personnel et tant qu'ils ne changent pas d'emploi.

Art. 6.— Le secrétaire général de la direction générale de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet au 1er mars 2005 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 2006.

*Le ministre des transports, de l'équipement,
du tourisme et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire général
de la direction générale
de l'aviation civile,
J.-F. GRASSINEAU.*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur,
V. BERJOT.*

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice,
A. WAGNER.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 19 juin 2006 relatif au directoire de l'espace aérien.

La ministre de la défense, le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et le ministre de l'outre-mer,

Vu le code de l'aviation civile, notamment les articles D. 131-1 à D. 131-10 ;

Vu le décret n° 96-319 du 10 avril 1996 relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne, modifié par le décret n° 99-85 du 9 février 1999 et par le décret n° 2004-106 du 29 janvier 2004,

Arrêtent :

Article 1er.— Le directoire de l'espace aérien veille à la coordination des actions de l'Etat, d'une part, dans le domaine de l'organisation de l'espace aérien national et des espaces aériens placés sous juridiction française, et, d'autre part, dans le domaine de la réglementation de leur utilisation.

Il veille également à la compatibilité des règles applicables à chaque circulation aérienne et fixées conjointement par le ministre chargé de l'aviation civile et le ministre de la défense.

Art. 2.— Organe de concertation et de coordination des administrations concernées, le directoire de l'espace aérien est composé du directeur des affaires stratégiques et techniques et du directeur de la circulation aérienne militaire, qui peuvent se faire assister de leurs collaborateurs directs, de toutes autorités et experts dont ils souhaitent le concours.

Art. 3.— Les deux directeurs réunis en directoire :

a) Mènent les études nécessaires à la création, à la modification ou à la suppression des espaces aériens, zones, routes aériennes et itinéraires tels qu'ils sont définis dans les arrêtés cités aux articles D. 131-1 à D. 131-10 du code de l'aviation civile et destinés à une utilisation permanente ou temporaire ;

b) Arrêtent les directives à l'usage des comités régionaux de gestion de l'espace aérien et s'assurent de leur application ;

c) Examinent les besoins exprimés par les différents utilisateurs de l'espace aérien et veillent à leur consultation à l'échelon régional ;

d) Assurent le suivi et le respect des accords passés entre les deux administrations concernées et relatifs aux domaines cités à l'article 1er du présent arrêté ;

e) Orientent les études et recherches relatives à l'exécution de la compatibilité entre les systèmes de contrôle des deux circulations aériennes ;

f) Donnent leur accord à la mise à jour et la publication des arrêtés cités aux articles D. 131-1 à D. 131-10 du code de l'aviation civile et veillent à la mise en œuvre des textes d'application conjoints de portée nationale qui s'y rapportent ;

g) S'informent mutuellement, en tant que de besoin, des incidences que peut avoir sur les espaces aériens environnants tout projet d'implantation d'activités aériennes nouvelles ou de développement d'activités d'aérodromes existants ;

h) S'informent mutuellement des projets de délégation de la responsabilité de la fourniture des services de la circulation aérienne susceptible d'être accordée à un autre Etat et formulent, si nécessaire, les accords conjoints requis pour leurs mises en œuvre ;

i) S'informent mutuellement des projets d'étude, de création, de modification ou de suppression de bloc d'espace aérien fonctionnel entre la France et un ou plusieurs autres Etats, et mènent conjointement les actions, relevant des domaines cités à l'article 1er du présent arrêté, qui en résultent ;

j) Définissent d'un commun accord la position de l'administration française qui leur paraît devoir être présentée ou défendue devant les instances internationales concernées en matière d'organisation de l'espace aérien et de réglementation de son utilisation ;

k) Elaborent les décisions conjointes et en rendent compte à leur ministre de tutelle respectif.

Toutefois, lorsqu'un sujet relevant du domaine de compétence cité *supra* a fait l'objet d'un échange d'accords écrits entre les deux administrations concernées, les directeurs peuvent élaborer des décisions conjointes sans qu'ils aient besoin d'être réunis en directoire. Dans le cas où les directeurs n'ont pas trouvé un accord sur un sujet relevant du domaine de compétence cité *supra*, ils en rendent compte à leur ministre de tutelle respectif.

Art. 4.— Le directoire de l'espace aérien se réunit en séance ordinaire en tant que de besoin, et au moins deux fois par an. Il peut se réunir en séance extraordinaire à la demande de l'un des directeurs. Chaque séance fait l'objet d'un ordre du jour établi conjointement au moins quinze jours avant la date prévue de la séance et d'un compte rendu établi conjointement dont les ministres de tutelle sont rendus destinataires. L'organisation des séances et le secrétariat du directoire sont assurés à tour de rôle par les deux directions concernées.

Art. 5.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises.

Art. 6.— L'arrêté du 24 décembre 1996 relatif au directoire de l'espace aérien est abrogé.

Art. 7.— Le directeur de la circulation aérienne militaire et le directeur des affaires stratégiques et techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 2006.

*Le ministre des transports, de l'équipement,
du tourisme et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires stratégiques
et techniques,*
P. SCHWACH.

La ministre de la défense,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de la circulation aérienne militaire,
J.-R. CAZARRE.

Le ministre de l'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*
P. LEYSSENE.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 19 juin 2006 instituant une
régie d'avances auprès de la direction régionale des
douanes et droits indirects de Polynésie française.**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, portent parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 2002 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,

Arrêtent :

Article 1er.— Il est institué auprès de la direction régionale des douanes et droits indirects de Polynésie française une régie d'avances pour le paiement :

- des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 modifié susvisé ;
- des frais de réception et de représentation dans la limite de 400 € par opération ;
- des dépenses résultant de petits actes médicaux et de laboratoire prescrits soit au titre des soins d'urgence, soit au titre de la prévention dans la limite de 400 € par opération.

Les plafonds peuvent être dépassés sur autorisation délivrée à titre exceptionnel par le directeur général des douanes et droits indirects.

Art. 2.— Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 200 €.

Art. 3.— Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 2006.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
des douanes et droits indirects :
L'administrateur civil,
P. RIGAUD.*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
des douanes et droits indirects :
L'administrateur civil,
P. RIGAUD.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 21 juin 2006 modifiant l'arrêté du 21 juin 2001 modifié relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française.

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et le ministre de l'outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, publiée par le décret n° 47-974 du 31 mai 1947, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 24 septembre 1968 concernant le

texte authentique trilingue de ladite convention publié par le décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 96-319 du 10 avril 1996 modifié relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;

Vu l'arrêté du 22 février 1993 portant extension aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon de textes réglementaires relatifs à l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 2000 portant adaptation des dispositions de l'arrêté du 12 mai 1997 modifié relatif aux conditions techniques d'exploitation d'avions par une entreprise de transport aérien public (OPS 1) dans les territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2001 modifié relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française,

Arrêtent :

Article 1er.— A la fin du premier alinéa du 4.3.6 de l'annexe à l'arrêté du 21 juin 2001 susvisé, les mots : "non commerciaux" sont supprimés, et il est ajouté un quatrième tiret, après les mots : "vol pour maintenance, en provenance ou à destination d'une région où l'équipement ACAS II n'est pas obligatoire", rédigé comme suit :

"- vol d'évacuation sanitaire."

Art. 2.— Après le quatrième tiret du premier alinéa du 4.3.6 de l'annexe de l'arrêté du 21 juin 2001 susvisé, sont ajoutées les dispositions suivantes :

"Les catégories suivantes d'aéronefs peuvent également faire l'objet de dérogations aux paragraphes 4.3.1 à 4.3.5 ci-dessus par l'autorité compétente, assorties éventuellement de restrictions d'utilisation :

- "- aéronefs répondant aux mêmes définitions que ceux visés aux alinéas a, b, c et d de l'annexe II du règlement (CE) n° 1592/2002 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2002 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne ;
- "- aéronefs effectuant des vols dans le cadre du chapitre III (Activités particulières) de l'annexe à l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, et dont les caractéristiques techniques ou opérationnelles interdisent l'installation ou l'utilisation de l'ACAS II dans des conditions normales, ou ont un impact négatif sur l'installation ou l'utilisation de l'ACAS II."

Art. 3.— Au 4.3.7 de l'annexe à l'arrêté du 21 juin 2001 susvisé :

- au premier alinéa, les mots : "Jusqu'au 30 mars 2006" sont remplacés par les mots : "Jusqu'au 30 septembre 2006";
- au c, les mots : "avant le 31 mars 2006" sont remplacés par les mots : "avant le 30 septembre 2006".

Art. 4.— Le présent arrêté est applicable aux départements d'outre-mer, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna et à Mayotte.

Art. 5.— Le directeur général de l'aviation civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 2006.

*Le ministre des transports, de l'équipement,
du tourisme et de la mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires stratégiques
et techniques,
P. SCHWACH.*

*Le ministre de l'outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,
P. LEYSSENE.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Le ministre de la fonction publique, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, et notamment son article 7,

Arrêtent :

Article 1er.— Pour l'application de l'article 3 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, les taux des indemnités de stage sont fixés comme suit :

LIEU OU SE DERoule LE STAGE	EN EUROS	EN F.C.F.P.
Métropole	9,4	
Martinique et Guadeloupe	9,5	
Guyane	11,4	
La Réunion et Mayotte	13,0	
Saint-Pierre-et-Miquelon	12,0	
Nouvelle-Calédonie	15,4	1 838
Iles Wallis et Futuna	14,7	1 754
Polynésie française	15,7	1 874

En ce qui concerne le département de La Réunion, les taux prévus au tableau ci-dessus sont payables sans application de l'index de correction.

Art. 2.— Les indemnités journalières sont versées dans les conditions suivantes :

Premier cas

*Stagiaires logés gratuitement par l'Etat
et ayant la possibilité de prendre leurs repas
dans un restaurant administratif ou assimilé .*

PENDANT LES HUIT PREMIERS JOURS	DU NEUVIEME JOUR à la fin du sixième mois	A PARTIR DU SEPTIEME JOUR
2 taux de base	1 taux de base	1 demi-taux de base

Les indemnités prévues ci-dessus ne sont pas susceptibles d'être allouées aux personnels nourris gratuitement par l'Etat à l'un des deux principaux repas.

Deuxième cas

*Stagiaires non logés gratuitement par l'Etat
mais ayant la possibilité de prendre leurs repas
dans un restaurant administratif ou assimilé*

PENDANT LE PREMIER MOIS	A PARTIR DU DEUXIEME MOIS jusqu'à la fin du sixième mois	A PARTIR DU SEPTIEME MOIS
3 taux de base	2 taux de base	1 taux de base

Les indemnités prévues ci-dessus sont réduites de moitié pour les personnels nourris gratuitement par l'Etat au moins à l'un des deux principaux repas.

Troisième cas

*Stagiaires logés gratuitement par l'Etat
mais n'ayant pas la possibilité de prendre leurs repas
dans un restaurant administratif ou assimilé*

Pendant les huit premiers jours	Du neuvième jour à la fin du troisième mois	A partir du quatrième mois jusqu'à la fin du sixième mois	A partir du septième mois
3 taux de base	2 taux de base	1 taux de base	1 demi-taux de base

Quatrième cas

*Stagiaires non logés gratuitement par l'Etat
et n'ayant pas la possibilité de prendre leurs repas
dans un restaurant administratif ou assimilé*

Pendant le pre- mier mois	Du deuxième mois à la fin du troisième mois	A partir du quatrième mois jusqu'à la fin du sixième mois	A partir du septième mois
4 taux de base	3 taux de base	2 taux de base	1 taux de base

Art. 3.— Le directeur du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et le directeur général de l'administration et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er novembre 2006 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2006.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,
Jean-François COPE.*

*Le ministre de la fonction publique,
Christian JACOB.*

*Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de la fonction publique, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, notamment ses articles 3 et 7,

Arrêtent :

Article 1er.— Pour l'application de l'article 3 du décret du 3 juillet 2006 susvisé :

a) Missions ou intérim en métropole : le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas est fixé à 15,25 € par repas. Le taux maximal du remboursement des frais d'hébergement est fixé à 60 €.

b) Missions outre-mer :

Le taux maximal de l'indemnité de mission est fixé à 90 € pour la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le taux maximal de l'indemnité de mission est fixé à 120 € ou 14 320 F CFP pour la Nouvelle-Calédonie, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française.

c) Missions à l'étranger : annexe 1.

Art. 2.— Pour l'outre-mer, le taux maximal de l'indemnité de mission est réduit de 65 % lorsque l'agent est logé gratuitement, de 17,5 % lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir et de 35 % lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir.

Pour l'étranger, les taux des indemnités de mission sont réduits de 65 % lorsque l'agent est logé gratuitement, de 17,5 % lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir et de 35 % lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir.

Art. 3.— Le taux maximal de l'indemnité de mission qui peut être attribuée à l'occasion d'une tournée est égal à 70 % du taux maximal de l'indemnité de mission applicable dans la collectivité d'outre-mer considérée tel que prévu à l'article 1er du présent arrêté.

L'agent en poste à l'étranger effectuant un déplacement de service à l'intérieur du pays de sa résidence administrative perçoit 90 % du taux des indemnités journalières mentionnées à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 4.— Le directeur du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er juillet 2006 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2006.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,
Jean-François COPE.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Philippe DOUSTE-BLAZY.*

*Le ministre de la fonction publique,
Christian JACOB.*

*Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat.

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de la fonction publique, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Arrêtent :

Article 1er.— Les taux des indemnités kilométriques susceptibles d'être allouées à l'agent utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service sont fixés comme suit, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, les kilomètres étant décomptés du 1er janvier au 31 décembre de chaque année :

a) Pour la métropole et l'outre-mer

Lieu où s'effectue le déplacement	Jusqu'à 2 000 kilomètres	De 2 001 à 10 000 kilomètres	Après 10 000 kilomètres
Véhicule de 5 CV et moins			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,23	0,28	0,16
Polynésie française (en F CFP)	36,6	43,9	26,1
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	36,6	43,9	26,1
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	38,7	65,9	27,2
Véhicule de 6 CV et 7 CV			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,29	0,35	0,21
Polynésie française (en F CFP)	39,7	48,1	28,2
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	39,7	48,1	28,2
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	42,9	51,2	30,3
Véhicule de 8 CV et plus			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,32	0,39	0,23
Polynésie française (en F CFP)	42,9	51,2	30,3
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	42,9	51,2	30,3
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	45	53,3	31,4

b) Pour l'étranger

L'agent en service à l'étranger peut prétendre au remboursement de ses frais pour les trajets interurbains supérieurs à cent kilomètres sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire qui se compose :

- d'une part correspondant au prix moyen hors taxe en euros d'un véhicule de 5 CV à 7 CV de trois ans déterminé par chaque service gestionnaire et divisé par 50 000 ;
- et d'une part égale à 0,06 litre par kilomètre parcouru au prix du carburant du pays de résidence.

Art. 2.— Les taux des indemnités kilométriques susceptibles d'être allouées à l'agent utilisant, pour les besoins du service, une motocyclette, un vélomoteur ou un autre véhicule à moteur lui appartenant sont fixés comme suit, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé :

LIEU OU S'EFFECTUE LE DEPLACEMENT	MOTOCYCLETTE (cylindrée supérieure à 125 centimètres cubes)	VELOMOTEUR et autres véhicules à moteur
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,11	0,08
Polynésie française (en F CFP)	18,3	11
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	18,3	11
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	19,3	11,6

Pour les vélomoteurs et les autres véhicules à moteur, le montant mensuel des indemnités kilométriques ne peut être inférieur à une somme forfaitaire de 10 € pour la métropole, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon et à 646 F CFP pour la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis et Futuna.

Art. 3.— Le directeur du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} novembre 2006 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2006.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,
Jean-François COPE.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Philippe DOUSTE-BLAZY.*

*Le ministre de la fonction publique,
Christian JACOB.*

*Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.*

AVIS d'examen professionnel d'accès aux corps des secrétaires administratifs du ministère chargé de l'agriculture.

Un examen professionnel d'accès aux corps des secrétaires administratifs relevant du ministère chargé de l'agriculture est organisé au titre de l'année 2006.

Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 26 et se répartit de la façon suivante :

- pour le corps des secrétaires administratifs d'administration centrale : 4 ;

- pour le corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés : 16 ;
- pour le corps des secrétaires d'administration scolaire et universitaire : 6.

Peuvent faire acte de candidature les adjoints administratifs d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de la pêche justifiant au 1er janvier 2006 d'au moins quatre années de services effectifs en qualité d'adjoint administratif.

Date de l'épreuve écrite d'admissibilité : 16 octobre 2006.

Lieux de l'épreuve écrite : Ajaccio, Amiens, Basse-Terre, Bordeaux, Cachan, Caen, Cayenne, Clermont-Ferrand, Dijon, Fort-de-France, Lille, Limoges, Lyon, Mamoudzou, Marseille, Montpellier, Nancy, Nouméa, Orléans, Papeete, Paris, Poitiers, Quimper, Rennes, Saint-Denis-de-la-Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Strasbourg, Toulouse et Uvea.

Le centre de Paris n'est ouvert qu'aux candidats de Paris et de la région parisienne reconnus travailleurs handicapés et bénéficiant d'un aménagement d'épreuve.

Date de l'épreuve orale d'admission : à partir du 4 décembre 2006.

Lieu de l'épreuve orale : Paris.

La préinscription télématique se fera par internet sur le site : www.concours.agriculture.gouv.fr.

Date limite des préinscriptions télématiques : 29 août 2006.

Date limite de retour des confirmations d'inscription télématique : 12 septembre 2006.

Date limite de dépôt des dossiers de présentation : 29 septembre 2006.

En cas de réussite à l'examen professionnel, les fonctionnaires sont immédiatement titularisés.

A l'issue des examens, les lauréats resteront affectés dans leur secteur d'emploi et les éventuelles demandes de changement d'affectation seront examinées au cas par cas dans le cadre du dispositif de mobilité.

Pour obtenir les renseignements relatifs à cet examen professionnel, les candidats s'adresseront à M. Jean-Louis Claude (téléphone : 01-49-55-48-89, mél : jean-louis.claude@agriculture.gouv.fr) et Mme Annick Rouzée-Morel (téléphone : 01-49-55-42-73, mél : annick.rouzee-morel@agriculture.gouv.fr).

AVIS relatif à l'arrêté du 14 mars 2006 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2006 du concours pour le recrutement d'agents des services techniques (spécialité marin pont) des services déconcentrés des douanes et droits indirects.

L'épreuve de présélection du concours d'agent des services techniques des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects, initialement prévue le 4 juillet 2006, se déroulera le 1er septembre 2006.

Les inscriptions réalisées demeurent valables.

Un seul centre d'examen sera ouvert, à Papeete (Polynésie française).

Les lauréats de ce concours seront affectés en Polynésie française.

Avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2004

Délibéré par la commission en sa séance du 13 mars 2006

NOR : CCCX0609297V

Ainsi qu'elle l'indiquait dans la conclusion de son huitième rapport d'activité, la commission a engagé une réflexion sur les possibilités d'amélioration de l'élaboration et de la présentation des comptes d'ensemble des partis politiques.

Ses conclusions devraient figurer dans son prochain rapport d'activité.

I. - Les obligations comptables des partis politiques

A. - La délicate définition du parti politique

Ni la Constitution ni la loi n'ont défini de façon précise la notion de parti politique. L'article 4 de la Constitution dispose qu'ils « concourent à l'expression du suffrage » et qu'ils « se forment et exercent leur activité librement ». La loi n° 88-227 du 11 mars 1988 se limite à reconnaître que : « [les partis politiques] jouissent de la personnalité morale (1) ».

L'absence de définition pose problème dès lors qu'il s'agit de fixer des principes et des règles de financement des partis politiques, et en particulier lorsqu'il s'agit de déterminer le champ d'application d'une loi sur le financement.

C'est pourquoi le Conseil Constitutionnel et le Conseil d'Etat sont venus par leurs jurisprudences respectives et concordantes apporter des critères de définition de la notion de parti politique au sens de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique.

Est considérée comme parti politique la personne morale de droit privé qui s'est assignée un but politique :

- si elle a bénéficié de l'aide publique (art. 8 et 9 de la loi du 11 mars 1988) ; ou
- si elle a régulièrement désigné un mandataire financier (art. 11 à 11-7), et
- si elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes auprès de la CNCCFP (art. 11-7).

Ainsi toute personne morale de droit privé qui s'est assignée un but politique doit, si elle a perçu l'aide publique ou si elle a désigné pour recueillir des fonds un mandataire qui peut être soit une personne physique dont le nom est déclaré à la préfecture, soit une association de financement agréée par la CNCCFP, déposer des comptes certifiés.

B. - Obligations comptables du parti politique et ses conséquences

En réalité, l'obligation de dépôt de comptes certifiés constitue l'aboutissement d'obligations comptables plus larges.

Aux termes de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, les partis ou groupements bénéficiaires de tout ou partie des dispositions des articles 8 à 11-4 doivent :

- tenir une comptabilité retraçant tant les comptes du parti ou groupement politique que ceux des organismes, sociétés ou entreprises dans lesquels le parti ou groupement politique détient la moitié du capital social ou la moitié des sièges de l'organe d'administration, ou exerce un pouvoir prépondérant de décision ou de ges-

tion, cette comptabilité doit respecter les prescriptions de l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité relatif à la comptabilité des partis et groupements politiques ;

- arrêter leurs comptes chaque année au 31 décembre ;
- les faire certifier par deux commissaires aux comptes indépendants qui appliquent leur norme professionnelle 7-103 sur la certification des comptes des formations politiques ;
- les déposer au plus tard le 30 juin de l'année suivante à la CNCCFP qui assure leur « publication sommaire » au *Journal officiel* de la République française.

Au-delà de la publication, la commission s'assure du respect par les partis politiques de leurs obligations comptables et détermine, pour l'année suivante, ceux qui bénéficieront des dispositions de la loi du 11 mars 1988, à savoir :

- l'aide publique directe ;
- la dispense du contrôle de la Cour des comptes et du droit régissant les associations subventionnées ;
- le droit de financer une campagne électorale ainsi qu'un autre parti politique.

Perdent ces avantages les partis politiques qui n'auraient pas déposé leurs comptes, qui auraient déposé des comptes non certifiés ou qui auraient fait l'objet d'un refus de certification par les commissaires aux comptes.

Il convient de noter que l'essentiel du contrôle est exercé par les commissaires aux comptes, et que la commission vérifie *a posteriori* la validité de la certification apposée par ceux-ci.

II. - Des données générales sur les comptes des partis en 2004

A. - Nombre de formations politiques concernées

255 formations au total étaient juridiquement tenues de déposer des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes au plus tard le 30 juin 2005 pour l'exercice 2004, parmi lesquelles 58 ont bénéficié de l'aide budgétaire publique en 2004 (2). 12 qui ne l'ont pas perçue au titre de cette année mais sont susceptibles d'en bénéficier dans le futur si elles déposent des comptes conformes et 185 non bénéficiaires de l'aide budgétaire publique directe mais ayant disposé pour l'année 2004 d'au moins un mandataire chargé de recueillir les fonds.

B. - Synthèse de la conformité des dépôts

Les 250 partis pour lesquels la commission disposait de coordonnées et concernés par l'obligation de dépôt ont été invités, par circulaire détaillée, à produire leurs comptes au plus tard le 30 juin 2005. Sont publiés (3) les 206 comptes (soit 81 %) qui ont été adressés à la CNCCFP.

★ **Dépôts conformes** (191, soit 93 % des comptes déposés et 75 % des partis tenus de déposer) dont :

- 178 comptes certifiés sans réserves (cf. chapitre I^{er}-A).

Au demeurant, certains de ces comptes ont fait l'objet d'observations de la part des commissaires aux comptes ou de la part de la commission après interrogation de la formation politique et de ses commissaires aux comptes.

Ces observations portent principalement :

- d'une part, sur le fonctionnement des mandataires qui parfois exécutent des dépenses pour le compte de la formation politique, ce qui n'est pas leur rôle ;
- d'autre part, sur la clarification du périmètre de certification.

• **13 comptes certifiés avec réserves (cf. chapitre I^{er}-B) :**

- Forum des républicains sociaux ;
- Initiative républicaine ;
- Initiatives pour une démocratie européenne, économique et sociale ;
- La Relève ;
- L'Etang-Salé libre ;
- Mouvement indépendantiste martiniquais ;
- Parti communiste guadeloupéen ;
- Parti fédéraliste ;
- Parti socialiste ;
- Partitu di a nazione corsa ;
- Priorité socialiste Réunion ;
- Tous pour Baie-Mahault ;
- Union populaire pour la libération de la Guadeloupe.

L'émission de réserves par les commissaires aux comptes est un élément important de la transparence financière voulue par le législateur.

Toutefois la commission ne peut que regretter :

- la répétition de réserves similaires d'une année sur l'autre sans qu'aucune conséquence en soit tirée ;
- l'ambiguïté ou l'imprécision de certaines réserves.

★ **Dépôts non conformes (15, soit 7 % des comptes déposés) :**

- **12 comptes déposés hors délai (cf. chapitre II-A) :**
- Agir ensemble pour Levallois ;
- Alliance Méditerranée-Alpes ;
- Alliance pour la souveraineté de la France ;
- Europe démocratie espéranto Ouest ;
- FREE-DOM ;
- L'action avec Gilbert Meyer ;
- Rassemblement pour la Guyane dans la République ;
- Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France ;
- Renouveau socialiste ;
- Union du peuple alsacien ;
- Union pour la Savoie ;
- Union pour Nice.

Ces comptes ont été déposés postérieurement au 30 juin 2005.

• **3 comptes non certifiés par deux commissaires aux comptes (cf. chapitre II-B) :**

- Mouvement initiative démocratique de gauche.

Comptes visés par un expert-comptable et par ailleurs déposés hors délai.

- Mouvement pour une alternative réunionnaise à l'ordre néolibéral.

Comptes non certifiés par deux commissaires aux comptes et par ailleurs déposés hors délai.

- Union démocratique pour le progrès.

Comptes non certifiés par deux commissaires aux comptes et par ailleurs déposés hors délai.

★ **Comptes non déposés (49, soit 20 % des formations tenues de déposer) :**

(La liste de ces formations est reprise au chapitre III.)

Les comptes publiés sont accompagnés des précisions apportées par chacun des partis politiques intéressés, des réserves des commissaires aux comptes ainsi que de leurs observations non constitutives de réserves. A chaque fois qu'elle l'a estimé nécessaire, la commission a également formulé des observations tendant à préciser une information ou une correction, voire à attirer l'attention sur une anomalie constatée.

Dans ses relations avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, la commission a souligné l'importance d'une stricte application de la norme de certification des comptes des partis politiques. Ceci explique en partie l'augmentation constatée du nombre de réserves formulées.

C. - **Données chiffrées brutes concernant les 203 formations ayant déposé des comptes certifiés (y compris ceux déposés hors délai)**

- 98 formations présentent des comptes déficitaires ;
- 100 formations présentent des comptes excédentaires ;
- 1 formation présente des comptes équilibrés ;
- 4 formations présentent des comptes nuls.

Le déficit cumulé des partis déficitaires s'élève à 18 475 339 € tandis que le solde cumulé des partis excédentaires s'élève à 5 919 334 €, soit un solde global déficitaire de 12 556 005 €. Pour l'exercice 2003, le solde global était bénéficiaire pour 6 149 129 €. Ce déficit 2004 s'explique par l'augmentation des dépenses engagées par les partis pour les différentes élections générales.

Par rapport à l'exercice précédent, les recettes augmentent de 14 % et les dépenses de 24,5 %. Toutefois, en valeur ces montants demeurent éloignés de ceux de l'exercice 2002, année des élections législatives dont le résultat conditionne le montant de l'aide publique comme l'illustre le tableau suivant :

	2004	2003	2002	2001
Dépenses totales	234 811 491 €	188 595 866 €	298 326 669 €	188 414 803 €
Recettes totales	222 255 486 €	194 744 995 €	271 269 159 €	199 463 437 €
Moyenne des dépenses	1 156 706 €	987 413 €	1 570 140 €	1 076 656 €
Médiane des dépenses	20 558 €	17 211 €	21 764 €	24 849 €

Il convient également de souligner la poursuite du mouvement de concentration des moyens financiers dans quelques formations. En effet, en 2002, 90 % des dépenses étaient réalisées par 17 partis ; en 2003 et de nouveau en 2004, le même pourcentage est atteint par 9 partis seulement. En fait, ces nombres sont 16 et 8 respectivement si l'on retranche l'Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés qui ne fait que percevoir et redistribuer l'aide publique à ses composantes. Si la moyenne des dépenses est de 1 156 706 €, seulement 12 formations hors l'Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés ont des dépenses supérieures à ce montant.

citée) atteignent ce niveau de dépenses alors que 50 % des partis (soit 102 formations politiques) ont dépensé moins de 20 558 € et 85 % (soit 172 formations politiques) moins de 150 000 €.

La commission s'est intéressée à la structure des recettes des 8 formations politiques dont les dépenses sont les plus élevées (l'Association Parti socialiste - Parti radical de gauche et apparentés a été exclue et le montant de l'aide publique qu'elle reverse au Parti socialiste et au Parti radical de gauche combinés en tant que tel pour ces deux formations).

FORMATION	COTISATIONS des adhérents	CONTRIBUTIONS des élus	DONS de personnes physiques	FINANCEMENT public : 2004	AUTRES recettes	TOTAL des recettes
Union pour un Mouvement populaire.....	3 579 611 €	1 816 489 €	3 771 233 €	33 073 341 €	31 800 720 €	74 041 394 €
Parti socialiste.....	8 172 652 €	10 925 359 €	462 270 €	18 394 471 €	7 050 320 €	45 005 072 €
Parti communiste français.....	2 880 858 €	17 913 421 €	4 202 021 €	3 717 106 €	8 683 912 €	37 397 318 €
Front national.....	568 939 €	30 185 €	761 775 €	4 580 230 €	1 814 791 €	7 755 920 €
Union pour la démocratie française.....	342 663 €	122 712 €	349 804 €	4 544 246 €	2 724 456 €	8 083 881 €
Les Verts.....	1 189 706 €	1 284 064 €	72 297 €	2 062 771 €	987 677 €	5 596 515 €
Lutte ouvrière.....	768 872 €	138 240 €	45 318 €	495 243 €	1 148 525 €	2 596 198 €
Parti radical de gauche.....	197 237 €	86 127 €	59 922 €	1 255 629 €	562 189 €	2 161 104 €
Ensemble.....	17 700 538 €	32 316 597 €	9 724 640 €	68 123 037 €	54 772 590 €	182 637 402 €

Ces chiffres permettent d'apprécier l'importance du financement public, direct ou indirect de la vie politique.

En effet, le montant total de l'aide publique attribuée au titre de l'année 2004 était de 73 235 264,94 €. Ces 8 formations politiques perçoivent donc 93 % de cette aide directe.

Le montant de cotisations d'élus qu'elles perçoivent représente 96 % de ce type de recettes pour l'ensemble des formations politiques.

L'Etat prend également en charge le financement indirect de la vie politique en accordant un avantage fiscal de 66 % pour les versements au mandataire d'un parti de dons et cotisations (y compris les cotisations d'élus sous certaines conditions). Si la commission ne dispose pas de chiffres précis quant au montant exact de cette dépense fiscale, elle ne peut que souligner que, potentiellement, elle se situe entre la moitié et les deux tiers de l'aide publique directe.

A ce titre, il convient de signaler que si les 8 formations politiques précitées concentrent également 84 % des cotisa-

tions d'adhérents, en revanche elles ne reçoivent que 67 % du montant total des dons effectués par les personnes physiques aux partis politiques.

La colonne « autres recettes » correspond à la totalisation des autres postes du compte de résultat, soit : dévolution de l'excédent des comptes de campagne, contributions reçues d'autres formations politiques, produits des manifestations et colloques, produits d'exploitation, autres produits, produits financiers, produits exceptionnels et reprises sur provisions et amortissements. Par définition, cet agrégat est sujet à des variations importantes.

Ainsi, l'exercice 2004 de l'UMP est atypique dans la mesure où il prend en compte la recette exceptionnelle de la vente d'un important immeuble de bureaux parisiens, ce qui explique le montant élevé des « autres recettes » pour cette formation.

Sous réserve de l'observation précédente, une présentation sous forme de pourcentage fait mieux ressortir les différences de structure en termes de mode de financement de ces différentes formations :

FORMATION	COTISATIONS des adhérents	CONTRIBUTIONS des élus	DONS de personnes physiques	FINANCEMENT public : 2004	AUTRES
Union pour un mouvement populaire.....	4,8 %	2,5 %	5,1 %	44,7 %	42,9 %
Parti socialiste.....	18,2 %	24,3 %	1,0 %	40,9 %	15,7 %
Parti communiste français.....	7,7 %	47,9 %	11,2 %	9,9 %	23,2 %
Front national.....	7,3 %	0,4 %	9,8 %	59,1 %	23,4 %
Union pour la démocratie française.....	4,2 %	1,5 %	4,3 %	56,2 %	33,7 %
Les Verts.....	21,3 %	22,9 %	1,3 %	36,9 %	17,6 %
Lutte ouvrière.....	29,6 %	5,3 %	1,7 %	19,1 %	44,2 %
Parti radical de gauche.....	9,1 %	4,0 %	2,8 %	58,1 %	26,0 %
Ensemble.....	9,7 %	17,7 %	5,3 %	37,3 %	30,0 %

Ces éléments, élaborés à partir des données des comptes d'ensemble, mériteraient d'être affinés, en tenant compte des différences de pratiques des formations politiques en matière de perception des cotisations et cotisations d'élus et des liens politiques et financiers entre les différentes formations politiques, un grand nombre de parlementaires disposant par ailleurs de leur propre formation.

III. – Les problèmes rencontrés

A. – La définition et la précision du périmètre des comptes d'ensemble

En l'état des textes, la commission demande lors du dépôt des comptes les informations nécessaires à l'exercice de sa mission de contrôle du financement des campagnes électorales, et donc que les structures politiques locales des partis politiques soient identifiées dans le périmètre de certification et que ce périmètre soit explicitement repris dans le détail, au sein du rapport de certification des commissaires aux comptes.

La commission a par ailleurs rappelé aux partis politiques que la comptabilité des mandataires devait obligatoirement être reprise pour l'élaboration des comptes d'ensemble.

Dans le cadre de l'instruction des comptes 2004, des régularisations ont été effectuées, notamment en procédant au retrait formel de l'agrément d'associations de financement dont la dissolution n'avait pas été portée à la connaissance de la commission ou sur demande du parti politique lorsqu'il s'avérait que des associations de financement avaient de fait cessé toute activité financière. La situation d'un certain nombre de mandataires financiers personnes physiques a également été clarifiée.

B. – Le rôle des commissaires aux comptes

La publication du décret n° 2005-1412 du 16 novembre 2005 portant approbation du code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes permet aux commissaires aux comptes de disposer d'un référentiel précis pour apprécier leur indépendance.

Par ailleurs, trop de comptes ne sont pas présentés conformément à l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité, cette obligation est rappelée par la norme 7-103 relative à la certification des comptes des formations politiques. Le respect par l'ensemble des formations politiques d'un référentiel comptable identique est indispensable pour la transparence financière de la vie politique.

Au demeurant, la commission étudie la possibilité de faire évoluer ce référentiel.

En ce qui concerne les observations et réserves émises par les commissaires aux comptes, la poursuite des travaux engagés avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes devrait conduire à une plus grande homogénéité. L'analyse des comptes 2004 a fait ressortir les problèmes suivants :

- 4 formations politiques ont fait l'objet de réserves pour la deuxième ou troisième année consécutive. Si l'une de ces réserves porte sur l'incertitude quant à la continuité d'exploitation du parti concerné, les trois autres portent sur des irrégularités commises (principes comptables non respectés, incertitude sur l'origine de certains produits, absence de justificatifs de dépenses ou de recettes, procédures de perception des versements de personnes physiques non respectées) dont la répétition – même si les sommes concernées ne sont pas toujours conséquentes – sans mise en conformité paraît, selon la commission, susceptible de remettre en cause le constat du respect par ces partis de leurs obligations comptables ;
- les réserves émises pour 9 autres formations politiques sont de natures diverses mais suscitent deux commentaires :
 - si les commissaires aux comptes constatent que les comptes qui leur sont présentés ne sont pas des comptes d'ensemble comme le stipule l'avis n° 95-02 du Conseil national de la comptabilité, mais les comptes individuels du parti et de l'association de financement, s'ils acceptent de les certifier même avec réserves, ils mettent alors la commission dans l'impossibilité d'assurer la publication sommaire des comptes d'ensemble de ce parti ;
 - la commission s'interroge sur le caractère sibyllin de certaines réserves émises, qu'elle ne peut néanmoins que publier ;
- en ce qui concerne les observations émises par les commissaires aux comptes :
 - certaines observations sont parfois imprécises alors qu'en revanche d'autres observations portent sur des irrégularités qui ont suscité l'émission de réserves par certains commissaires aux comptes (absence de justificatifs de dépenses ou de recettes, irrégularités dans les procédures de perception de versements de personnes physiques) ;
 - néanmoins le rapprochement entre les informations issues des contrôles menés par la commission sur l'utilisation des formules numérotées de reçus-dons qu'elle délivre aux mandataires des formations politiques et celles qui figurent dans les comptes d'ensemble a amené la commission à constater certaines irrégularités n'ayant fait l'objet ni de réserves ni d'observations par les commissaires aux comptes.

C. – Une procédure contradictoire plus exigeante pour les comptes de l'exercice 2004

La commission a mis en œuvre pour les comptes 2004 une procédure contradictoire plus stricte à l'égard des partis politiques qui avaient insuffisamment renseigné leur formulaire, et à l'égard des commissaires aux comptes dont les rapports n'étaient pas présentés conformément à leur norme professionnelle.

Un rappel des sanctions prévues par les lois et règlements a été fait pour envisager leur application éventuelle sur les comptes de l'exercice 2005, notamment en matière de perception des dons et de délivrance des reçus-dons, dont le contrôle est renforcé.

Toutefois, sur ce dernier point la commission s'interroge sur l'évolution de ce système, compte tenu de la charge de

travail qu'il représente pour les différents intervenants et afin de prendre en compte l'évolution législative apportée par la dernière loi de finances qui a modifié le code général des impôts, le code électoral et la loi sur la transparence financière de la vie politique en étendant la possibilité de bénéficier d'un avantage fiscal aux versements de dons et cotisations par carte bancaire (le virement magnétique et le prélèvement automatique).

IV. – Les perspectives

A. – La définition du périmètre des comptes d'ensemble par la CNCCFP

La commission ayant joint au formulaire de dépôt des comptes la liste des mandataires en activité, ainsi qu'il a été indiqué précédemment, certaines formations politiques ont clarifié la situation de leurs structures de financement dont l'activité n'était que théorique ou insuffisante.

Le parti est tenu de communiquer ces informations aux commissaires aux comptes, ce qui constitue un outil de contrôle supplémentaire pour leur certification.

En revanche, la commission a estimé qu'il n'était pas utile que les partis politiques précisent la liste des structures habilitées à financer une campagne électorale, dès lors :

- que les mandataires, ayant pour fonction exclusive de percevoir des fonds, ne peuvent intervenir directement dans le financement des campagnes électorales mais doivent reverser les fonds au parti dont ils sont mandataires ;
- que les structures centrales ou locales des partis politiques, que ceux-ci ont intégrées dans le périmètre des comptes d'ensemble soumis au contrôle des commissaires aux comptes, sont de plein droit habilitées à intervenir dans le financement des campagnes électorales.

B. – Une concertation accrue avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes

Les échanges entre la commission et le groupe de travail spécifique constitué par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ont permis d'évoquer les points soulevant des difficultés dans une optique de recherche concertée d'améliorations. Il s'est agi tant de préciser les exigences relatives au contrôle que d'en obtenir une application uniforme, en définissant notamment le rôle de chacune des instances en présence et en améliorant l'information mutuelle et sa diffusion.

La poursuite des travaux engagés avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes devrait conduire à une plus grande homogénéité dans l'émission de réserves ou d'observations par les commissaires aux comptes sans pour autant empiéter sur leur liberté d'appréciation.

Par ailleurs, la mise à disposition de certains documents sous forme électronique a été engagée (ainsi, la circulaire de la commission sur le dépôt des comptes est consultable par les commissaires aux comptes sur leur intranet) et a été admise la possibilité pour les commissaires aux comptes d'une certification électronique, reconnue par la commission et promue par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, comme présentant les garanties nécessaires de sécurité informatique et juridique.

C. – La formalisation par la commission de ses réflexions sur le financement des partis politiques

Dans un prochain rapport, la commission fera le point sur l'étendue du contrôle que le législateur lui permet d'exercer et sur la cohérence générale du système de contrôle du

financement des partis politiques, à la fois du point de vue théorique et du point de vue pratique.

(1) Article 7.

(2) Cf. décret n° 2004-131 du 11 février 2004 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, modifié par le décret n° 2004-194 du 26 mars 2004.

(3) Rappel des statistiques de l'année 2003 au titre de l'exercice 2002 :
195 comptes sur 243 ont été publiés (soit 80 %) ;
186 dépôts conformes ;
5 dépôts conformes mais assortis de réserves ;
4 dépôts non conformes (les 4 pour certification non conforme) ;
48 comptes n'ont pas été déposés.

TABEAU RÉCAPITULATIF

Le tableau récapitulatif ci-après donne les informations suivantes :

- localisation du siège du parti ;
- origine de l'obligation de dépôt (perception de l'aide budgétaire publique ou recueil de dons par l'intermédiaire d'une association de financement agréée ou d'un mandataire financier, personne physique) ;
- observations sur la régularité du dépôt.

TABEAU SYNOPTIQUE DE SYNTHÈSE

**FORMATIONS POLITIQUES TENUES DE DEPOSER DES COMPTES CERTIFIÉS AUPRES DE LA CNCCFP
AVANT LE 30 JUIN 2005 AU TITRE DE L'EXERCICE 2004 ET AVIS DE LA COMMISSION SUR LA CONFORMITÉ
LEGALE DU DÉPÔT**
(nombre : 255)

AVERTISSEMENT

La commission a souhaité ne plus faire figurer d'informations nominatives sur les responsables de partis politiques afin d'éviter de publier une information obsolète ou erronée dans certains cas ou, à l'inverse, de paraître mettre en cause des personnes qui assureraient des responsabilités au moment de dépôt des comptes ou postérieurement, mais pas au cours de l'exercice déposé. Par ailleurs, afin d'améliorer la lisibilité des comptes publiés, les erreurs matérielles de présentation ou les déséquilibres apparents dus à l'utilisation de sommes arrondies ont été rectifiés.

DÉNOMINATION de la formation politique (1)	ORIGINE DE L'OBLIGATION de dépôt		LOCALISATION du siège	OBSERVATIONS CNCCFP (5)
	Perception de l'aide budgétaire publique en 2004	Mandataire(s)		
AIA - API	(2)		Mahina (Polynésie française)	ND
FETIA API	X	X	Tahiti (Polynésie française)	DC
TAHOERAA HUIRAATIRA	X	X	Papeete	DC
TE HONO E TAU I TE HONOAUI TE'AVEI'A	X	X X	Papeete (98713) Mahina (98709)	DC DC

(1) Ordre alphabétique de la liste des formations politiques soumises à l'obligation de dépôt de comptes.

(2) Parti éligible à l'aide publique au titre des résultats des élections législatives 2002, mais ayant manqué à ses obligations légales et ne l'ayant pas perçu en 2004 ou sur lequel la commission ne dispose pas ou plus d'informations et qui n'a pas demandé le versement de l'aide publique.

(3) Ayant disposé en 2004 d'au moins une association de financement agréée (AF) ou d'au moins un mandataire financier désigné à la préfecture (MF).

(4) DC : dépôt conforme (comptes publiés au chapitre 1er, partie A) ; DCR : dépôt conforme avec réserves des commissaires aux comptes (comptes publiés au chapitre 1er, partie B) ; HD : dépôt hors délai, c'est-à-dire après le 30 juin 2005 (comptes publiés au chapitre II, partie A) ; DNC : dépôt non conforme, c'est-à-dire en raison d'une certification irrégulière (comptes publiés au chapitre II, partie B) ; ND : non-dépôt à la date de la séance de la commission (liste rappelée au chapitre III).

CHAPITRE Ier
COMPTES DES FORMATIONS POLITIQUES
AYANT SATISFAIT À LEURS OBLIGATIONS LÉGALES
POUR L'EXERCICE 2004
(191 comptes)

.....
A. - COMPTES CERTIFIÉS SANS RÉSERVES
PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES
(178 comptes)

.....
FETIA API

.....
TAHOERAA HUIRAATIRA

.....
TE HONO E TAU I TE HONOAUI
TE'AVEI'A
.....

CHAPITRE II
COMPTES DES FORMATIONS POLITIQUES
N'AYANT PAS SATISFAIT A LEURS OBLIGATIONS LEGALES
POUR L'EXERCICE 2004
(nombre : 64 comptes)

C. - LISTE DES PARTIS POLITIQUES
N'AYANT PAS DEPOSE LEURS COMPTES POUR L'EXERCICE 2004
(49 comptes)

AIA - API

**DECRET du 26 juin 2006 portant nomination
(magistrature)**

Par décret du Président de la République en date du 26 juin 2006, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, sont nommés :

Cour d'appel de Bordeaux

Tribunal de grande instance de Bordeaux

Substitute du procureur de la République : Mme Sandra Barel, épouse Lux, juge au tribunal de première instance de Papeete chargée de la section de Nuku Hiva.

Cour d'appel de Colmar

Tribunal de grande instance de Strasbourg

Vice-président chargé du service du tribunal d'instance de Schiltigheim : M. Michel Jaquet, juge au tribunal de première instance de Papeete.

Cour d'appel de Dijon

Conseillers :

Mme Marie-Thérèse Geay, épouse Rix, vice-présidente au tribunal de première instance de Papeete.

Cour d'appel de Montpellier

Tribunal de grande instance de Montpellier

Vice-présidents :

Mme Anne Accomasso épouse Barruol, juge d'instruction au tribunal de première instance de Papeete.

Cour d'appel de Papeete

Tribunal de première instance de Papeete

Vice-présidents :

Mme Marie-Claude Pena, vice-présidente au tribunal de grande instance de Marseille.

M. Gérard Joly, vice-président chargé des fonctions de juge des enfants au tribunal de grande instance de Valence.

M. Eric Severe, premier substitut à l'administration centrale du ministère de la justice.

Juge chargé de la section de Nuku Hiva : M. Christian Dubouch, substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Colmar.

ARRETE MINISTERIEL du 29 juin 2006 modifiant l'arrêté du 14 mars 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents des services techniques (spécialité marin pont) des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects.

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 29 juin 2006, l'arrêté du 14 mars 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents des services techniques (spécialité marin pont) des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects est modifié ainsi qu'il suit :

"L'épreuve de présélection, initialement prévue le 4 juillet 2006, se déroulera le 1er septembre 2006."

Pour rappel, un seul centre d'examen sera ouvert à Papeete (Polynésie française). Les lauréats de ce concours seront affectés en Polynésie française.

RESULTAT d'une délibération.

Par délibération en date du 30 mai 2006, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sur le fondement de l'article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée et au vu de la saisine du gouvernement de la Polynésie française des 10 et 12 mai 2006, a statué favorablement sur la possibilité de reconduire pour cinq ans, hors appel aux candidatures, des autorisations délivrées en Polynésie française aux titulaires dont les noms suivent :

Catégorie A

*Association pour la promotion
de l'identité polynésienne (Radio Bleue)*

93,3 MHz : commune de Mahina, Tahiti (îles du Vent).
96,0 MHz : mont Marau, Tahiti (îles du Vent).
97,0 MHz : commune de Taravao, Taïarapu, Tahiti (îles du Vent).
100,3 MHz : mont Tapioi, Raiatea (îles Sous-le-Vent).
101,1 MHz : commune de Punaauia, Puna'u, Tahiti (îles du Vent).
102,0 MHz : Tiarei, Haa Pupuni, Tahiti (îles du Vent).

*Association Radio Maohi
(Radio Maohi)*

88,2 MHz : mont Marau, Tahiti (îles du Vent).
92,3 MHz : Moorea, Maatea (îles du Vent).
94,8 MHz : Taïrapu Pueu (TDF), Tahiti (îles du Vent).
99,7 MHz : Bora Bora, Nunue (îles Sous-le-Vent).
101,7 MHz : mont Tapioi, Raiatea (îles Sous-le-Vent).

*Association Radio Te Reo Tefana
(Radio Te Reo Tefana)*

97,4 MHz : commune associée de Afareaitu, île de Moorea (îles du Vent).

90,0 MHz : commune de Uturoa, île de Raiatea (îles Sous-le-Vent).

97,4 MHz : commune de Tiarei, île de Tahiti (îles du Vent).

97,4 MHz : île de Niau, îles Tuamotu (îles Tuamotu).

107,0 MHz : commune de Taravao, Paeu, presqu'île de Taïarapu (îles du Vent).

92,8 MHz : mont Marau, île de Tahiti (îles du Vent).

*Association Te Vevo O Te Tiaturiraa
(Radio Te Vevo)*

91,4 MHz : mont Marau, commune de Faa'a, Tahiti (îles du Vent).

*Association Te Vevo No Papara
(Radio Te Vevo No Papara)*

102,2 MHz : commune de Papara, île de Tahiti (îles du Vent).

*Association Radio Marquises
(Radio Marquises)*

101,3 MHz : col de Muake, village de Taïohae (île de Nuku Hiva).

103,3 MHz : Vainaho, village de Taïohae (île de Nuku Hiva).

*Association Radio Kotokoto
(Radio Kotokoto)*

96,0 MHz : Ahurei, île de Rapa (îles Australes).

Catégorie B

*SNC Polynésie Perle
(Radio Marutea Sud)*

96,0 MHz : Marutea sud (îles des Tuamotu-Gambier).

*SNC Radio Tiare
(Radio Tiare)*

104,2 MHz : mont Marau, Faa'a, Tahiti (îles du Vent).

98,3 MHz : Taravao, commune de Afaahiti, Taïarapu (îles du Vent).

95,0 MHz : mont Tapioi, commune de Uturoa, Raiatea (îles Sous-le-Vent).

105,5 MHz : Afareaitu Maatea, île de Moorea (îles du Vent).

106,6 MHz : Fare Ute, Papeete, île de Tahiti (îles du Vent).

103,4 MHz : pic Rouge, Tipaerui, île de Tahiti (îles du Vent).

*SARL Radio 1
(Radio 1)*

100,0 MHz : commune de Afareaitu, Moorea (îles du Vent).

98,8 MHz : commune de Papeete, Tahiti (îles du Vent).

100,9 MHz : mont Tapioi, commune de Uturoa, Raiatea (îles Sous-le-Vent).

90,9 MHz : Taravao, presqu'île de Taïarapu (îles du Vent).

103,8 MHz : mont Marau, Faa'a, Tahiti (îles du Vent).

102,4 MHz : Bora Bora, TDF, Vaitape, commune de Nunue (îles Sous-le-Vent).

Catégorie C

SARL Pac FM

88,6 MHz : Panaruu, commune de Punaauia, Tahiti (îles du Vent).

103,0 MHz : mont Marau, commune de Faa'a, Tahiti (îles du Vent).

AVENANT n° 16-06 MARQ du 26 mai 2006 à la convention n° 11-04 du 14 juin 2004 portant attribution d'une subvention au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE : 1, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales.

Entre :

- l'Etat, représenté par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son maire M. Benoît Kautai,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— L'article 6 de la convention de la convention de financement n° 11-04 du 14 juin 2004 relative à la "2e tranche de travaux AEP pour les vallées (hors Taïohae et Terre déserte)", est modifié comme suit :

Au lieu de :

"exécuter cette opération dans un délai maximal de "vingt-quatre (24) mois" à partir de la date de signature de la présente convention" ;

Lire :

"exécuter les études et les travaux de l'opération avant le 31 juillet 2007".

Art. 2.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 17-06 MARQ du 26 mai 2006 à la convention n° 12-04 du 15 juin 2004 portant attribution d'une subvention au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, catégorie AE : 1, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales.

Entre :

- l'Etat, représenté par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son maire M. Benoît Kautai,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— L'article 6 de la convention de la convention de financement n° 12-04 du 15 juin 2004 relative à la "2e tranche de travaux AEP pour les vallées (hors Taïohae et Terre déserte)", est modifié comme suit :

Au lieu de :

"exécuter cette opération dans un délai maximal de "vingt-quatre (24) mois" à partir de la date de signature de la présente convention" ;

Lire :

"exécuter les études et les travaux de l'opération avant le 31 juillet 2007".

Art. 2.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

CONVENTION de financement n° 3-06 TG du 21 juin 2006.

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Hikueru, représentée par son maire M. Raymond Tekurio,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hikueru pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Mise en œuvre du projet Pape Ora", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation suivante :

- ensemble de potabilisation prêt à installer comprenant le préfiltre 30 µ, le filtre sédiment 5 µ, le filtre charbon actif en bloc, le filtre céramique Doulton, stérilisateur UV, le module de sécurité, les consommables pour une année comprenant une lampe à ultraviolet, quatre cartouches sédiment 5 µ, quatre cartouches charbon actif en bloc, quatre cartouches céramique Doulton,

dont le coût est estimé à 1 836,06 €, soit 219 100 F CFP.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat (Eq cmme) soit 100 %	1 836,06 €	219 100 F CFP
Total	1 836,06 €	219 100 F CFP

AVENANT n° 21-06 MARQ du 28 juin 2006 à la convention n° 7-04 du 28 mai 2004 portant attribution d'une subvention au titre du programme 123, condition de vie outre-mer, catégorie AE : 2, ministère de l'outre-mer.

Entre :

- l'Etat, représenté par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son maire M. Benoît Kautai,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— L'article 6 de la convention de la convention de financement n° 7-04 du 28 mai 2004 relative à la "2e tranche de travaux AEP pour les vallées (hors Taiohae et Terre déserte)", est modifié comme suit :

Au lieu de :

"exécuter cette opération dans un délai maximal de "vingt-quatre (24) mois" à partir de la date de signature de la présente convention" ;

Lire :

"exécuter les études et les travaux de l'opération avant le 31 juillet 2007".

Art. 2.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS - TEXTES ADOPTES

TEXTE ADOPTE n° 2006-6 LP/APF de la loi du pays du 7 juillet 2006 portant modification de l'article 87 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

NOR : PEL 0600156LP

L'assemblée de la Polynésie française a adopté la loi du pays dont la teneur suit :

Article 1er.— L'article 87 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française est ainsi rédigé :

"Art. LP 87.— La limite d'âge pour les fonctionnaires est fixée à 60 ans.

Les fonctionnaires ne peuvent être maintenus en fonction au-delà de cette limite d'âge, sauf dans les cas suivants :

- la limite d'âge est repoussée de plein droit, sur demande du fonctionnaire, à due concurrence du nombre d'années restant à cotiser pour obtenir une retraite à taux plein de la tranche dite "A", sans que cette prolongation d'activité soit supérieure à cinq ans, sous réserve que la demande du fonctionnaire soit accompagnée d'un état de sa situation au regard du régime de retraite de la Caisse de prévoyance sociale ;
- la limite d'âge peut, sur demande du fonctionnaire, être reculée d'une année par enfant à charge, sans que la prolongation d'activité soit supérieure à cinq ans, étant entendu que la notion d'enfant à charge est celle prévue par la réglementation de la Caisse de prévoyance sociale ;
- la limite d'âge peut être reculée à la demande de l'autorité compétente, et après accord du fonctionnaire, lorsque l'agent occupe un emploi dans un secteur où l'administration de la Polynésie française manque de

personnel qualifié, sans que la prolongation d'activité soit supérieure à huit ans. Au-delà de 65 ans, la prolongation d'activité est accordée pour une durée d'un an renouvelable, sous réserve d'un examen médical annuel effectué par le service de médecine professionnelle et préventive de l'administration, constatant l'aptitude du fonctionnaire à exercer ses fonctions. Le recul de la limite d'âge ne peut être décidé que pour des agents occupant des fonctions nécessitant un haut niveau de technicité ou difficiles à pourvoir du fait de la situation géographique de leur lieu d'exercice et doit être précédé de l'avis de la commission administrative paritaire compétente.

Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de prolongation doivent intervenir au moins trois mois avant la survenance de la limite d'âge."

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 7 juillet 2006.

Travaux préparatoires :

- Avis du conseil supérieur de la fonction publique dans sa séance du 9 janvier 2006 ;
- Avis n° 5-2006 HCPF du 27 mars 2006 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 475 CM du 22 mai 2006 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Rapport n° 64-2006 du 20 juin 2006 de Mme Maryse Ollivier, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 7 juillet 2006.

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 20 juillet au 2 août 2006 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique.....	1 dollar U.S.	95,23
AUD Australie.....	1 dollar australien	71,52
CAD Canada.....	1 dollar canadien	83,96
CHF Suisse.....	1 franc suisse	76,29
DKK Danemark.....	1 couronne danoise	16,00
GBP Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	174,23
HKD Hong Kong.....	1 dollar	12,25
JPY Japon.....	1 yen	0,81
NOK Norvège.....	1 couronne norvégienne	15,05
NZD Nouvelle-Zélande.....	1 dollar néo-zélandais	59,80
SEK Suède.....	1 couronne suédoise	12,90
SGD Singapour.....	1 dollar singapour	59,82
FJD Fidji.....	1 dollar fidjien	53,17
THB Thaïlande.....	1 baht	2,50
CNY Chine.....	1 yuan	11,90

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SAS LIMONADERIE SINGAPOUR

Société anonyme simplifiée

au capital social de 6 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui, BP 235 Papeete

Téléphone : 42 03 69

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la société par actions simplifiées dénommée SAS LIMONADERIE SINGAPOUR, dont le siège social est fixé à Papeete, vallée de Tipaerui, à environ 600 mètres du croisement de la RT 1.

La société a pour objet l'importation, l'exportation, la production, la fabrication, la distribution et la commercialisation de toutes les boissons quel que soit la forme. La société pourra également s'intéresser à toute activité secondaire ou connexe sous toutes les formes et notamment par voie de création d'établissement, de société, d'apports, de fusions, de souscriptions ou d'achats de titres sociaux et de participations quelconques dans toutes les entreprises, et généralement, toutes les opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social de manière la plus étendue.

Le capital social en numéraire est de 6 000 000 F CFP, divisé en 6 000 actions de 1 000 F CFP chacune, souscrites et entièrement libérées, numérotées de 1 à 6 000, lesquelles ont été réparties entre les associés selon la proportion de leurs apports.

Les associés apportent également en nature à la société à titre gratuit, sans rémunération par des actions, le fonds de commerce de la limonaderie Singapour, exploité dans des locaux commerciaux sis sur la parcelle de terre située à Tipaerui (Papeete), d'une surface de 2 970 mètres carrés, formant le lot n° 6 de la terre Taurahea-Tiahono et de la parcelle "A" de la terre Teroma, acquise aux termes d'un acte établi le 17 octobre 1967 par devant Me Lejeune, notaire à Papeete, et transcrit au bureau de Papeete de la conservation des hypothèques le 15 novembre 1967 sous le n° 18, volume 520.

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et les règlements en vigueur.

A titre exceptionnel, tant que MM. Johnson et Jacques SEOW seront actionnaires, ils détiendront chacun 50 % (cinquante pour cent) des droits de vote.

En cas de retrait de M. Jacques SEOW pour une raison quelconque, M. Johnson SEOW détiendra 51 % (cinquante et un pour cent) des droits de vote tant que ce dernier aura la qualité d'actionnaire. Dans le cas contraire, M. Jacques SEOW retrouvera l'intégralité de ses droits.

La répartition des droits de vote se conformera à la répartition du capital social dès lors que MM. Johnson et Jacques SEOW ne seront plus tous les deux à la fois présents dans l'entreprise en qualité d'actionnaires.

Les cessions d'actions sont libres entre actionnaires vivants et tout autre cession sera soumise à la procédure d'agrément suivante :

Lorsqu'un associé envisage la cession de ses actions, il doit notifier son projet, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, au président de la société en indiquant l'identité de l'acquéreur, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de l'action.

Le président de la société doit, dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'associé cédant, la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société et délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires dans les délais prévus par l'article L. 228 du code de commerce.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé accepté. La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues et à l'acquéreur mentionné dans ladite notification.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ;
- soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas, elle doit dans un délai de 6 mois de ce rachat, céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions du cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Si, à l'expiration dudit délai d'un mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prorogé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut, le président de la société qui notifiera au cédant, dans les 8 jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai d'un mois à compter de la révélation à la société de l'infraction et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'elle ait procédé à ladite cession.

Les premiers présidents de la société sont :

- M. Jacques SEOW (président) ;
- M. Johnson SEOW (vice-président).

Lesquels jouissent, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour contracter au nom de la société et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Pour avis et mention,
Me Arcus USANG-KARA, avocat.

SAS LIMONADERIE SINGAPOUR
Société anonyme simplifiée

au capital social de 6 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui, BP 235 Papeete
Téléphone : 42 03 69

Apport en nature de fonds de commerce

Avis est donné pour l'apport en nature à la SAS LIMONADERIE SINGAPOUR à titre gratuit, sans rémunération par des actions, du fonds de commerce de la limonaderie Singapour, exploité dans des locaux commerciaux sis sur la parcelle de la terre située à Tipaerui (Papeete), d'une surface de 2 970 mètres carrés, formant le lot n° 6 de la terre Taurahea-Tiahono et de la parcelle "A" de la terre Teroma, acquise aux termes d'un acte établi le 17 octobre 1967 par devant Me Lejeune, notaire à Papeete, et transcrit au bureau de Papeete de la conservation des hypothèques le 15 novembre 1967 sous le n° 18, volume 520, par MM. Jacques et Johnson SEOW.

Le fonds de commerce a été exploité sous le n° RCS 882 A et sous le n° TAHITI 023051 pour avoir été créé depuis le 26 février 1970 par M. Francis SEOW et son épouse Justine SEOW.

La propriété indivisaire de ce fonds de commerce a été constatée au profit de M. Jacques SEOW pour 2/3, et M. Johnson SEOW pour 1/3. Ce fonds de commerce a été revendu pour 1/3 par Mme Jeannette SEOW, au terme d'une procédure qui a été engagée devant le tribunal civil de première instance de Papeete (rôle 672/2000). Suivant protocole transactionnel en date du 24 février 2006, il a été constaté qu'il résulte du testament de Mme Justine SEOW du 4 novembre 1987 que celle-ci a déjà racheté à Mme Jeannette SEOW ses droits indivis issus de son père décédé, M. Francis SEOW. Mme Justine SEOW se retrouvait donc en indivision avec MM. Johnson et Jacques SEOW. Au décès de leur mère, M. Johnson SEOW recueillait ainsi le tiers indivis (1/3) de la propriété du fonds de commerce et M. Jacques SEOW devenait propriétaire des deux tiers indivis (2/3) du fonds de commerce. Mme Jeannette SEOW a reconnu purement et simplement la pleine et entière validité de cette répartition issue du testament. Il en résulte qu'au décès de Mme Justine SEOW, les seuls propriétaires indivis du fonds de commerce étaient ses deux frères MM. Johnson et Jacques SEOW.

Le nouveau propriétaire du fonds de commerce est la SAS LIMONADERIE SINGAPOUR, société par actions simplifiées, au capital de 6 000 000 F CFP dont le siège social est à Papeete, vallée de Tipaerui, BP 235 Papeete.

Election de domicile est faite au cabinet de Mes Stella CHANSIN-WONG et Arcus USANG-KARA, 483, boulevard Pomare, BP 20239 Papeete, pour toute opposition éventuelle.

Pour avis et mention,
Me Arcus USANG-KARA, avocat.

SCI SINGAPOUR
Société civile immobilière
au capital social de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui,
Tahiti - Polynésie française

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 juillet 2006, il a été constitué sous la dénomination sociale SCI SINGAPOUR, une société civile immobilière ayant pour objet :

- l'acquisition de tous biens immobiliers ;
- la gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire ;
- l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus-relatées et la constitution des garanties y relatives ;
- et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Le siège social est fixé à Papeete, vallée de Tipaerui, Tahiti, Polynésie française.

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le capital social est fixé, formé par les apports et s'élève à la somme de 1 000 000 F CFP. Il est divisé en 100 parts sociales de 10 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, lesquelles ont été réparties entre les associés dans la proportion de leurs apports.

Les gérants associés de la société sont :

- M. Jacques SEOW ;
- M. Johnson SEOW.

Lesquels jouissent, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour contracter au nom de la société et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Pour avis et mention,
Me Arcus USANG-KARA, avocat.

LA FRINGALE

Avis de mise en location-gérance

Par acte sous seing privé, en date du 1er juin 2006, M. Jacques Louis GRAUX, gérant de société, demeurant à Arue, a confié en location-gérance à M. Dominique ALASSIMONE, demeurant à Mahina, un fonds de commerce de sandwicherie et de plats à emporter, exploité à Papeete, boulevard Pomare, connu sous le nom de "LA FRINGALE", pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce de Papeete sous le n° 05 845 A. Le présent bail est conclu pour une durée d'une année à compter du 1er juin 2006 pour finir le 31 mai 2007, et ensuite, à partir de cette date, renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE POLYNESIE FRANÇAISE (SAGEP)

**Société d'économie mixte locale
au capital de 155 992 000 F CFP**

**Siège social : rue Afarerii, commune de Pirae
RCS Papeete : n° 8519 B - n° TAHITI : 604371**

Changement d'administrateurs

*Remplacement du président du conseil d'administration
Renouvellement du mandat du directeur général
(Conseil d'administration du 30 juin 2006)*

Ancienne mention

Administrateurs :

- M. Gilles TEFAATAU, représentant de la Polynésie française ;
- M. Jacqui DROLLET, représentant de la Polynésie française ;
- M. Georges HANDERSON, représentant de la Polynésie française ;
- M. Louis FREBAULT, représentant de la Polynésie française ;
- Mme Danièle PEIRSEGAELE, représentante de la Polynésie française ;
- M. Joinville POMARE, représentant de la Polynésie française ;
- M. Xavier MURON, représentant de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) ;
- M. Nelson TEITI, représentant de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) ;
- M. René TEMEHARO, représentant de la commune de Papeete.

Président du conseil d'administration :

- M. Joinville POMARE.

Directeur général :

- M. Robert IGOULEN.

Nouvelle mention

Administrateurs :

- M. Gilles TEFAATAU, représentant de la Polynésie française ;
- M. Jacqui DROLLET, représentant de la Polynésie française ;
- Mme Danièle PEIRSEGAELE, représentante de la Polynésie française ;
- M. Moehau TERIITAHU, représentant de la Polynésie française ;
- M. Georges HANDERSON, représentant de la Polynésie française ;
- M. André CERAN-JERUSALEM, représentant de la Polynésie française ;
- M. Xavier MURON, représentant de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) ;
- M. Nelson TEITI, représentant de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) ;
- M. René TEMEHARO, représentant de la commune de Papeete.

Président du conseil d'administration :

- M. André CERAN-JERUSALEM.

Directeur général :

- M. Robert IGOULEN.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

MISTER SWEET

**Société à responsabilité limitée
au capital de 15 400 000 F CFP**

**Siège social : zone industrielle de la Punaruu
Punaauia - Tahiti**

RCS Papeete : n° 5780 B - n° TAHITI : 359505

Aux termes d'une délibération en date du 6 juillet 2006, l'assemblée générale ordinaire a nommé :

- *en qualité de commissaire aux comptes titulaire :*
la SCP GOSSE-PARION-CHANGUES, société de commissaires aux comptes inscrite à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domiciliée à Papeete, rue Tepano-Jaussen, immeuble Ateivi ;
- *en qualité de commissaire aux comptes suppléant :*
M. Jean-Pierre GOSSE, commissaire aux comptes inscrit à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domicilié à Papeete, rue Tepano-Jaussen, immeuble Ateivi,

En remplacement de M. Moana CHANGUES et Mme Marie-Claire ROQUES, respectivement commissaires aux comptes titulaire et suppléant, tous deux démissionnaires,

Pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

La gérance.

NPHL

**Société à responsabilité limitée
au capital de 500 000 F CFP**

Siège social : lotissement Miri, lot n° 62, Punaauia

Avis de constitution

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : NPHL.

Siège social : Lotissement Miri, lot n° 62, Punaauia.

Objet : La société a pour objet en Polynésie française, en France et à l'étranger :

- toutes opérations commerciales, et notamment l'achat, l'importation, l'exportation, le transit, la consignation, le stockage, l'emménagement, la représentation, la commission, le warrantage, le transport, la manutention, l'échange et la vente en gros, demi-gros et au détail de tous produits, matériaux, matériels, marchandises diverses, denrées et objets de toute nature et de toutes provenances, à l'exception des produits et denrées alimentaires ;
- la création, l'acquisition, la propriété, la location et l'exploitation de tous fonds ou établissement commercial, industriel ou artisanal entrant dans le cadre de l'objet social ;
- la propriété, l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par tous moyens, de tous biens et droits mobiliers et immobiliers qui pourront être apportés à la société ou acquis par elle au cours de la vie sociale.

Durée : 99 ans.

Capital social : 500 000 F CFP.

Cession des parts : Libre entre associés, mais à des tiers, ne peut se faire qu'avec l'agrément de tous les associés.

Gérants : MM. Christophe PAIMAN, demeurant au lotissement Miri, lot n° 62, Punaauia, et Jean-Paul LANSUN, demeurant à Pirae, chemin Vaiaapiti.

Immatriculation : Au RCS de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

PATRIMONIA

**Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP**

**Siège social : PK 14, centre commercial Tamanu, Punaauia
Tahiti - Polynésie française**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 juillet 2006, il a été constitué la société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : PATRIMONIA.

Capital : 100 000 F CFP, divisé en 50 parts sociales de 2 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Siège social : PK 14, centre commercial Tamanu à Punaauia, Tahiti, Polynésie française.

Objet social : La société a pour objet en Polynésie française :

- le conseil en placements financiers et immobiliers ;
- le courtage en assurance ;
- la transaction sur immeuble et fonds de commerce ;
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérance : La gérance est assurée par M. Paul DESPLANCHE, demeurant PK 15, servitude Loussan, Punaauia, Tahiti, Polynésie française.

La société sera immatriculée au registre du commerce tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

TAHITI CARGO

**Société à responsabilité limitée
au capital de 31 000 000 F CFP**

**Siège social : BP 3213 Fare Ute - Papeete
(Tahiti - Polynésie française)**

RCS Papeete : n° 7543 B - n° TAHITI : 533554

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2006, l'assemblée générale mixte a nommé M. René MALMEZAC, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus, en qualité de gérant non associé, pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Alain MALMEZAC.

La gérance.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE*Extraits d'arrêt de la cour d'appel de Papeete*

Par arrêt n° 401 en date du 8 juin 2006, la cour d'appel de Papeete a réformé le jugement du tribunal mixte de commerce de Papeete du 28 novembre 2005 ; dit qu'il n'y a pas lieu de prononcer la faillite personnelle de M. Carlos BARRACOSA, gérant de l'EURL TUNING DEVELOPEMENT RACING (RCS n° 8532 B).

Par arrêt n° 400 en date du 8 juin 2006, la cour d'appel de Papeete a réformé le jugement du tribunal mixte de commerce de Papeete du 25 juillet 2005 ; dit qu'il n'y a pas lieu de prononcer la liquidation judiciaire de M. Carlos BARRACOSA, gérant de l'EURL TUNING DEVELOPEMENT RACING (RCS n° 8532 B).

TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle à l'encontre de M. Karl CARLSON, gérant de la SCA KETU KETU (RCS n° 4361 C), pour une durée de 5 ans.

*Pour extrait conforme,
Le greffier.*

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant le redressement judiciaire selon le régime simplifié de M. Yvan Adrien HURIA, né le 1er novembre 1955 à Uturoa (Raïatea), à l'enseigne Entreprise Outu, RCS de Papeete n° 36302 A, demeurant quartier Aumérân, route Pugibet, 2e chemin à droite, après le magasin, la cabane au fond, côté mer, ou Pamatai, quartier Juventin, à Faa'a, PK 4, BP 60831, 98703 Faa'a.

Objet : Travaux du bâtiment.

Date de cessation des paiements : 10 juillet 2006.

Représentant des créanciers : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : Mme Clothilde VIRMAUX, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant le redressement judiciaire selon le régime simplifié de Mlle Hortense Hapai Taituaokaha BURNS, née le 21 octobre 1957 à Tatakoto, Tuamotu, RCS de Papeete n° 12 445 A, demeurant au PK 21,800, côté mer, Papetoi, Moorea, téléphone : 56 47 94, BP 1282 Papetoi, Moorea.

Objet : Salon de coiffure.

Date de cessation des paiements : 10 juillet 2006.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant le redressement judiciaire selon le régime simplifié de M. Warren Teriitaiuporu ELLACOTT, né le 26 septembre 1935 à Papeete, à l'enseigne Chantier Naval Ellacott Warren, RCS de Papeete n° 13076 A, demeurant à Papeete, Motu Uta, face au service phytosanitaire, BP 9194, Motu Uta, Papeete.

Objet : Entrepreneur de construction de navires et de bateaux.

Date de cessation des paiements : 10 juillet 2006.

Représentant des créanciers : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : M. Noël COIA, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant la liquidation judiciaire de M. Wilson Teheina GODFREY, né le 1er octobre 1964 à Uturoa, Raiatea, RCS de Papeete n° 41512 A, demeurant à Mataura, Tubuai, route de la traversière, BP 76 Mataura, téléphone : 95 08 36 - 78 33 06.

Objet : Entrepreneur en bâtiment.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX, BP 4633 Papeete.

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de la SARL MAOHI PEARLS, RCS n° 2559 B, pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de la SARL MAOHI PEARLS du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 10 juillet 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de M. Lynngo HOOTINI, RCS n° 27429 A, pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de M. Lynngo HOOTINI du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Me Philippe CLEMENCET,
notaire titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 11 juillet 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : OCEANE SELF.

Forme juridique : Société à responsabilité limitée.

Objet : L'exploitation d'un restaurant, plats à emporter et service traiteur. Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou être utiles à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement.

Siège : Papeete, rue du Commandant-Destremau, BP 9009, 98713 Papeete.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Capital : Un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) divisé en 1 000 parts de 1 000 F CFP chacune répartie entre les associés en proportion de leurs apports respectifs et entièrement libérés.

Gérance : La société a pour gérant MM. Louis TCHEN, demeurant à Pirae, lotissement Aute II, et Jules CHANGUES, demeurant à Papeete, quartier Orovin.

Cession de parts : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

GROUPAVOCATS

D'un jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 9 mai 2006, à la requête de M. Daniel Ariihee Henry-Brooks VAIRAAROA, de nationalité française, né le 17 juin 1974 à Papeete, négociant, et de Mme Carole Jeanne Maeva MULATIER épouse VAIRAAROA, de nationalité française, retraitée, née le 20 juin 1965 à Angers (Maine-et-Loire), demeurant ensemble à Faa'a, PK 4,500, côté montagne, lotissement VAIRAAROA, il appert que l'acte reçu le 4 novembre 2005 par Me Serge VILLET, notaire à Punaauia, portant adoption par les époux VAIRAAROA-MULATIER du régime de la séparation de biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,
Me Marie-Josée LEOU.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
notaire à Papeete

EURL DE COURTAGE MARITIME
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, résidence Fareata, Orovini,
rue Dumont-d'Urville, (BP 20541 Papeete)
RC de Papeete n° 7951 B

Avis de clôture de liquidation

L'assemblée extraordinaire des associés, réunie le 9 juin 2006, à la diligence du liquidateur M. Jean-Marie MORVAN, demeurant à Papeete, a approuvé le compte définitif de liquidation et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Le liquidateur.

Cabinet de Me Mathieu LAMOURETTE,
avocat au barreau de Papeete
9, place de la Cathédrale,
BP 45132, 98713 Fare Tony, Papeete

Demande de changement de régime matrimonial

D'une requête déposée au greffe du tribunal civil de première instance de Papeete en date du 6 juillet 2006, il appert que M. Georges Michel LOPEZ, de nationalité française, né à Guéret (Creuse) le 14 décembre 1961, gérant de sociétés et Mme Suzanne WAN épouse LOPEZ, de nationalité française, née à Afaahiti le 11 octobre 1957, demeurant ensemble 4, rue GADIOT à Pirae, sollicitent l'homologation de leur changement de régime matrimonial, reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, par acte authentique du 14 juin 2006, par lequel ils ont convenu d'adopter pour l'avenir, le régime de la séparation de biens tel qu'il est établi par les articles 1536 et 1541 du code civil.

Pour extrait,
Me Mathieu LAMOURETTE.

Mes Serge VILLET et Julien CHAN,
notaires associés
BP 2, 98717 Punaauia, Cedex 01

LIBRE SERVICE MARAA
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Divisé en 500 parts de 2 000 F CFP chacune
Siège social : Paea (Tahiti - Polynésie française),
PK 27,400, côté mer
RCS de Papeete : n° TPI 05 41 B
n° TAHITI : 726927

Avis de modification

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 4 juillet 2006 statuant en application de l'article L. 223-42 du code du commerce, les associés ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution anticipée de la société.

Pour avis et mention,
Me Julien CHAN, notaire associé.

**GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE PAPEETE**

Suivant acte reçu le 30 juin 2006 par Me Michel DELGROSSI, notaire par intérim remplaçant pendant sa période de congé Me Dominique CALMET, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial Dominique CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, enregistré à Papeete le 4 juillet 2006, folio 15, bordereau 456/1, M. Rachid DEBBOUZINE, commerçant, demeurant à Pirae, Vetea, célibataire,

A cédé à :

La société dénommée MOANA PRESSE, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège social est fixé à Papeete, quartier de la Mission, Hauts du Tira, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 06 151 B,

Un fonds de commerce de librairie-papeterie-tabac-loto, sis et exploité à Pirae (Tahiti), immeuble Terema II, connu sous l'enseigne commerciale "KINA PIRAE", pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 39 386 A et identifié sous le n° TAHITI 598060,

Moyennant le prix de *soixante-cinq millions* (65 000 000 F CFP) de francs CFP payable comptant.

L'entrée en jouissance a été fixée au 30 juin 2006.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'office notarial Dominique CALMET (BP 33, 98713 Papeete), où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Dispositif

Statuant publiquement par décision contradictoire rendue en premier ressort ;

Déclare recevable l'action de l'association AMUIRAA PETEREHHEMA-TAMARII TUHAA PAE PAEA ;

Déclare valide le procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 19 février 2006 signé par Roopoea APO ;

Annule le procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire signé par Tanetua TUPEA ;

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement au JOFF aux frais de Tanetua TUPEA ;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;

Condamne Tanetua TUPEA à payer 125 000 F CFP à l'association AMUIRAA PETEREHHEMA-TAMARII TUHAA PAE PAEA au titre des frais irrépétibles ;

Condamne Tanetua TUPEA aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé à l'audience publique de ce tribunal, les jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi, la minute a été signée par le président et le greffier.

MASTER SANDWICHES
Société à responsabilité limitée
au capital de 150 000 F CFP

Siège social : angle de la rue Edouard-Ahne, Papeete
RCS de Papeete : n° 05 196 B

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 17 juillet 2006, les associés se sont prononcés contre la résolution proposée en application de l'article 223-42 alinéa 1 du code de commerce.

Pour avis.

ANNONCES DIVERSES

**FOYER SOCIO-EDUCATIF
DU COLLEGE DE BORA BORA**

MODIFICATION DU BUREAU :
(22 juin 2006)

Mme Maueau Tehani remplace Mme Heimata Sarti, démissionnaire du poste de présidente.

**AMICALE DES PERSONNELS
DU COLLEGE DE BORA BORA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 juin 2006)

Président	: FERNANDEZ Olivier
Secrétaire	: ESTALL Sylvana
Trésorier	: DESTOMBES Bruno

**COMITE DE TOURISME DE MOOREA -
MOOREA VISITORS BUREAU
anciennement dénommé
COMITE DE TOURISME DE MOOREA**

Modification de statuts
(15 juin 2006)

Il a pour but essentiel la promotion touristique de l'île de Moorea. Il s'implique en particulier dans :

- l'étude et la réalisation de mesures tendant à promouvoir l'activité et à soutenir la fréquentation touristique en cohérence avec les organismes similaires extérieures ;
- l'organisation de missions d'accueil et d'information sur le patrimoine et les animations touristiques ainsi que sur la vie locale ;
- la bonne coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- la sensibilisation du tourisme auprès de la population ;
- le conseil sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

L'association n'a aucun but lucratif et s'interdit toute discussion ou manifestation à caractère politique ou confessionnel.

Son siège social se situe à Moorea, au bureau du Petit village, Haapiti, BP 1121 Papetoai.

ASSOCIATION TAMARII FANATEA NO FAA'A

Modification de statuts

L'association a modifié ses statuts, et plus particulièrement son objet.

Elle a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations (artisanat et travail sur bois), d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations au sein de l'association ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens familiaux entre les membres.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juin 2006)

Président	: EBB James
Vice-président	: LEON Mario
Secrétaire	: LABEYLIE Edmée
Secrétaire adjointe	: TUAHU Katia
Trésorière	: LEON Jasmina
Trésorier adjoint	: LABEYLIE Philippe

**UNION SYNDICALE DES PERSONNELS DE L'EDUCATION
ET DE LA FORMATION DE POLYNESIE (USPEP)**

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL SYNDICAL :
(20 mai 2006)

CHENOIS Wendy
FLEURY Christine
PERRY JAMET Annie
TAHAI Tearama
TAUMAA Monia
TOUNIOU Melita
BOOSIE Pascal
PERENNOU François
PITOEFF Dimitri
REBOURG Gilles
ROCHETTE Christian
SAMBA Bruno

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 mai 2006)

Président	: PITOEFF Dimitri
Vice-présidentes	: TAUMAA Monia CHENOIS Wendy
Secrétaire générale	: FLEURY Christine
Secrétaire générale adjointe	: PERRY JAMET Annie
Trésorier	: REBOURG Gilles
Trésorier adjoint	: SAMBA Bruno
Membre	: TOUNIOU Melita

ASSOCIATION FAA RUPE RUPE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mai 2006)

Président : LENGAGNE Christian
Vice-président : RAKOTOMAVO Nouve
Secrétaire : GIBERT Yolande
Trésorier : CARIOT Gilles

ASSOCIATION TE U'I NO FANATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 juin 2006)

Président : TIIHIVA Jean-Paul
Secrétaire : TEHAVARU Teheiura
Secrétaire adjointe : TEHETIA Sue-Ellen
Trésorier : TIIHIVA Bernard
Trésorier adjoint : TETOOFA Kari

ASSOCIATION TAMA TURU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mai 2006)

Président : ELLACOTT Christian
Vice-président : UTIA Jonathan
Secrétaire : LAN-SAN Bianca
Secrétaire adjointe : MARIRAI Teheipuarii
Trésorier : RIARIA Uraia
Trésorier adjoint : CHUNG Dino

**SYNDICAT DES INFIRMIERS ANESTHESISTES
EN POLYNESIE FRANÇAISE***Modification de statuts*

Le siège social du syndicat a été transféré à la résidence
Le Grand Large, BP 60787, 98703 Faa'a.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 juillet 2006)

Présidente : LABROUSSE Sylvie
Vice-président : DARBO Patrice
Secrétaire : DELAUNAY Catherine
Secrétaire adjoint : BOUILLET Franck
Trésorier : FERRY David
Trésorier adjoint : VONGUE Jean-Marc

ASSOCIATION VAI-AERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 juin 2006)

Président d'honneur : TETUANUI Deschamps
Président : TEHAHE Iotefa
Vice-président : SAI-NE Daniel
Secrétaire : SAI-NE Sinthia
Secrétaire adjointe : TEHAHE Tania
Trésorière : TETUANUI Roberta
Trésorière adjointe : TETUANUI Wendy

**ASSOCIATION SPORTIVE TOHIE'A
anciennement dénommée
ASSOCIATION SPORTIVE TOHIVEA***Modification de statuts*

L'association a modifié ses statuts.

Elle a aussi pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active par des activités sportives, de jeunesse, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- d'organiser des sorties, des voyages culturels et pédagogiques ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé à Afareaitu, PK 9,300, côté montagne, au domicile de M. Paul Keck.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 juin 2006)

Présidents d'honneur : MAIHI Tepaiatua
TEPOAITUTAHAROA
AROMATTERAI Tapuarii
AIRIMA Tauraatua (père)

Président : KECK Paul
Vice-président : OITO Luc
Secrétaire et délégué : NAHEI Heifara
Secrétaire adjoint : EBB Conrad
Trésorier : TANG Bryan
Trésorier adjoint : TERAIR Carl
Commissaires aux comptes : BAMBRIDGE Jean Paul
TETUIRA Marinella

Assesseeurs : MANEA Michel
EBB Edouard
OITO Sylvio
TCHING-PIOU Léon
FAATAU Noéma
TETUIRA Raymond

TIPUTA PING-PONG CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 juin 2006)

Président d'honneur : RICHMOND Bruno
Président : TAUHA Jean-Marie
Secrétaire : TAUHA Yolande
Trésorière : TUPAHIROA Teata
Trésorière adjointe : METUA Thérèse
Assesseeurs : MARUHI Eugénie
TAUHA Rita

**TE RIMA ROHI - CGPME DE POLYNESIE FRANÇAISE
CONFEDERATION GENERALE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
DE POLYNESIE FRANÇAISE**

MODIFICATION DU BUREAU :
(13 juin 2006)

M. Jean-Pierre Barotto remplace Mlle Valérie Lou au poste de trésorier.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE OMOA
anciennement dénommée
COOPERATIVE SCOLAIRE
DES ECOLES DE OMOA ET HANAVAVE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 juin 2006)

Présidente : MATOHI Valentine
Secrétaire : BOUYER Jeanne d'Arc
Trésorier : IHOPU Grégoire

RESULTATS DE LA TOMBOLA
DE L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE VAITAMA DE TITIRO
(Tirage effectué le 26 mai 2006)

1er lot	1 billet PPT-Paris-PPT	n° 9 458
2e lot	1 tableau du peintre Dubois	n° 13 980
3e lot	1 billet PPT-NZD-PPT	n° 2 098
4e lot	1 billet PPT/LAX/PPT	n° 2 519
5e lot	2 nuits à l'hôtel avec petit déjeuner	n° 5 310
6e lot	1 bon de repas de 25 000 F CFP	n° 3 926
7e lot	1 bon pour 4 pers pour un petit déjeuner	n° 2 447
8e lot	1 bon pour soin esthétique	n° 7 516
9e lot	1 tifaifai	n° 11 489
10e lot	1 collier en nacre	n° 10 157
11e lot	1 bague en argent	n° 14 885
12e lot	1 bracelet en nacre	n° 4 039

ASSOCIATION FOLKLORIQUE TAMARII PAPETOAI

Modification de statuts

L'association a modifié ses statuts.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 juin 2006)

Président d'honneur : TERAITUA Paita
Président : TEIHO Mita
Vice-présidents : MAHINEPEU Loana
TERAITURI Armand
Secrétaire : MAHINEPEU Clarita
Secrétaire adjoint : HANERE Tetiamana
Trésorière : MAHINEPEU Tatiana
Trésorière adjointe : NEHEMIA Florine
Commissaires aux comptes : TERAITUA Lévy
TEIHO Marcel
Assesseurs : MAURI Lanihei
HANERE Styven
TERAITUA Manava
MAHINEPEU Georges
PITTMAN Mirella
PAHIO Samuel
MAHINEPEU Deana

ASSOCIATION PARORO TEOHEOHE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 juin 2006)

Président : POETAI Teraao
Vice-présidents : PEUE Willy
EBBS Moïse
Secrétaire : TETOE Heifara
Secrétaire adjointe : TAAE Noéline
Trésorière : TERIRERE Marie
Trésorière adjointe : DEANE Ondine

RESULTATS DE LA TOMBOLA
DE L'ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS
DE L'ECOLE HEITAMA

(Tirage effectué le 26 juin 2006)

1er lot	1 nuit en suite incluant 2 petits déjeuners	n° 77 822
2e lot	1 A/R Papeete-Los Angeles	n° 78 114
3e lot	1 A/R Papeete-New York	n° 60 959
4e lot	1 A/R Papeete-Iles de Pâques	n° 71 041
5e lot	1 téléphone mobile	n° 70 728
6e lot	1 nuit pour 2 personnes	n° 79 292
7e lot	1 pendentif perle et brillants	n° 83 686
8e lot	1 nuit en bungalow sur pilotis	n° 73 573
9e lot	1 pendentif perle noire	n° 61 333
10e lot	1 guitare	n° 63 859
11e lot	1 abonnement de 6 mois à SDA + 2 bonbonnes gratuites	n° 87 397
12e lot	1 abonnement de 6 mois à SDA + 2 bonbonnes gratuites	n° 89 716
13e lot	1 abonnement de 6 mois à SDA + 2 bonbonnes gratuites	n° 77 323
14e lot	1 massage traditionnel	n° 65 668
15e lot	1 lecteur DVD	n° 89 092
16e lot	1 bon pour 2 personnes	n° 83 869
17e lot	1 bon d'achat	n° 76 003
18e lot	1 bon d'achat	n° 76 009
19e lot	1 bon pour un repas	n° 76 453
20e lot	1 bon d'achat	n° 76 106
21e lot	1 brunch du dimanche	n° 89 229
22e lot	1 collier nacre et perle	n° 76 493
23e lot	1 bon d'achat	n° 63 814
24e lot	1 bon de repas pour 2 personnes	n° 82 146
25e lot	1 caisse de bouteilles Magnum de mousseux	n° 73 833
26e lot	1 caisse de punu puaatoro	n° 67 109
27e lot	4 repas	n° 64 366
28e lot	4 repas	n° 78 081
29e lot	4 repas	n° 81 546
30e lot	4 repas	n° 66 533

DISTRICT DE VA'A DE NUKU HIVA
anciennement dénommé
DISTRICT NORD DE VA'A DES MARQUISES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 juin 2006)

Président : LABLEE Philippe
Vice-présidents : TEAROHA Teddy
TAAVIRI Ned
AH-SCHA Jonas
Secrétaire : TAMARII Nadine
Secrétaire adjoint : TAUPOTINI Gustave
Trésorier : KAUTAI Alain
Trésorier adjoint : OHU Nestor
Assesseurs : TEIKIHAA Nasaire
TETOHU Jean

ASSOCIATION EKALESA EMANUELA NO PAREA
anciennement dénommée
TE FAAROO CHERISETIANO NO PAREA

Erratum

A l'annonce parue au JOPF n° 27 du 6 juillet 2006, à la page 2286 :

Au lieu de : "ASSOCIATION EKALESIA EMANUELA NO PAREA, anciennement dénommée TE FAAROO CHERESETIANO NO PAREA";

Lire : "ASSOCIATION EKALESIA EMANUELA NO PAREA, anciennement dénommée TE FAAROO CHERISETIANO NO PAREA".

CONSEIL DES PROFESSIONNELS DE L'HOTELLERIE - CPH

MODIFICATION DU BUREAU :
(13 juin 2006)

M. Marc REISSINGER est nommé coprésident en remplacement de M. Jean Jacques TEBOUL.

LIGUE INTERNATIONALE DE FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTE - SECTION POLYNESIENNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er juillet 2006)

Présidente	:	MAKE - d'ASSIGNIES Roti
Vice-présidente	:	GATIEN Johanna
Secrétaire	:	HORSTING Tiare
Secrétaire adjointe	:	TEMARIAUMA Tonina
Trésorière	:	MARERE Renée
Trésorière adjointe	:	MAITERE Miri
Membre	:	KAVERA Gianna

ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DOCUMENTAIRE OCEANIE - AFIO

Modification de statuts
(29 mai 2006)

Les articles 8, 9 et 10 ont été modifiés.

Un 2e vice-président a été rajouté au bureau : M. Michel KOPS.

ASSOCIATION HINE VA'A TAHITI
(Récépissé n° 9387 DRCL du 20 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HINE VA'A TAHITI, fondée le 28 avril 2006, a pour objet de représenter et de développer la pratique du va'a (pirogue) féminin à l'étranger ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé à la résidence Tutuapare, Pamatai, Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	BIGOT Chantal
Vice-présidente	:	FAURA Frida
Secrétaire	:	TANI Uraau
Secrétaire adjointe	:	GALENON Moeata
Trésorière	:	VONGY Josiane
Trésorière adjointe	:	LINTZ Marie-Christine

ASSOCIATION FAMILIALE TE OHANA NUI NO EIMEO
(Récépissé n° 9487 DRCL du 12 juillet 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE TE OHANA NUI NO EIMEO, fondée le 17 mai 2006, a pour objet :

- de rechercher les terres familiales ;
- de privilégier la cohésion des projets de terre au sein de la famille ;
- d'organiser des recherches de fonds pour réaliser les dépenses en matière foncière ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens familiaux entre ses membres.

Son siège social est situé à Vairaatoa, Papeete, au domicile de M. François Deane.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	NAHEI Heifara
Vice-président	:	BANNER Johnny
Secrétaire	:	NAHEI Georges
Secrétaire adjointe	:	NAHEI Félicie
Trésorière	:	NAHEI Henriette
Trésorière adjointe	:	NAHEI Catherine
Assesseurs	:	MARIRAI Adelina MATAI Ahuura

ASSOCIATION KREATIV CONCEPT
(Récépissé n° 9479 DRCL du 12 juillet 2006)

L'ASSOCIATION KREATIV CONCEPT, fondée le 22 juin 2006, a pour objet :

- de développer l'art urbain ;
- de canaliser les jeunes par le biais de la peinture en les amenant à créer des fresques à thème ;
- d'embellir les murs des municipalités avec des fresques à thème ;
- de développer des activités pour jeunes grâce au graffiti (initiation, concours, etc.).

Son siège social est situé à Punaauia, PK 14, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAVITA José
Secrétaire	:	BERTAUX Isabelle
Trésorier	:	CHERON Arnaud

ASSOCIATION FAMILIALE UTIA TAURAAMOORA
(Récépissé n° 32 AUST du 12 juillet 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 25 avril 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE UTIA TAURAAMOORA.

Elle a pour but de promouvoir l'artisanat, l'agriculture, l'horticulture, la pêche, la sculpture, la menuiserie, la

couture, l'élevage et la vente de plats faits maison, de donner des cours aux jeunes et d'exposer en Polynésie française et à l'étranger.

Son siège social est fixé à Moerai, Rurutu, chez M. Ate Utia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: UTIA Ate
Président	: UTIA Franco
Vice-présidente	: TAVITA Annie
Secrétaire	: UTIA Nicole
Secrétaire adjointe	: UTIA Mareva
Trésorière	: UTIA Gloria
Trésorier adjoint	: UTIA Andy
Assesseurs	: UTIA Tihoni PARAU Ulysse

ASSOCIATION JEUNESSE MIRA VOLLEY-BALL

(Récepissé n° 9493 DRCL du 13 juillet 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 3 juillet 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION JEUNESSE MIRA VOLLEY-BALL.

Elle a pour objet :

- de pratiquer l'éducation physique et les sports ;
- de développer les relations amicales, sportives et culturelles entre les jeunes gens ;
- de promouvoir leur insertion sociale ;
- de venir en aide aux personnes nécessiteuses par des actions collectives ;
- d'organiser des rencontres corporatives telles que des bals, des tombolas, des fêtes, etc. ;
- de mettre en valeur les anciens et l'élite des secteurs de quartiers ;
- de s'intéresser aux problèmes de l'environnement.

Son siège social est situé à Papetoai, PK 21, côté mer.

Sa durée est limitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: CHANG René AMARU Heimata
Président	: MAHINEPEU Tiati
Vice-président	: MAHINEPEU Georges
Secrétaire	: MARAEURA Monia
Secrétaire adjointe	: MANAFENUAROA Solange
Trésorière	: TIHIVA Elina
Trésorière adjointe	: HANERE Sidonie

ASSOCIATION TE ANA ROA

(Récepissé n° 9494 DRCL du 13 juillet 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE ANA ROA, fondée le 5 juin 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de mettre les jeunes rameurs issus des îles Australes (Raivavae) et venant sur Tahiti afin de participer aux compétitions de pirogues dans des situations plus favorables en leur permettant d'accéder à des conditions meilleures telles que l'hébergement, le transport, la nourriture ou encore le financement de pirogues ;
- de défendre leurs intérêts au niveau de la pirogue sur le fenua ;
- de renforcer les liens amicaux de ces jeunes rameurs venant des îles vis-à-vis des membres de l'association.

Son siège social est situé à Paea, PK 21,100, côté montagne, servitude Lehartel. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur, la ratification de l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIPOARII Tehau
Vice-présidents	: TAHUTINI Heinui TEIPOARII Tehoi
Secrétaire	: TEIPOARII Rudolphe
Secrétaires adjoints	: TETUANUI Virginie TETARONIA Ken
Trésorier	: TEIPOARII Anthony
Trésorière adjointe	: TEIPOARII Rowena

ASSOCIATION A TAUTURU IA NA APATAKI

(Récepissé n° 107 TG du 11 juillet 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION A TAUTURU IA NA APATAKI, fondée le 24 juin 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de venir en aide et d'améliorer le bien-être du malade et de son entourage familial, sans restriction du domaine d'intervention, à toute personne en position d'évacuée sanitaire ;
- de défendre les droits et les intérêts des malades.

Son siège social est situé à Apataki.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: IORSS Ura
Présidente	: ORBECK Louise
Vice-présidente	: VARUAMANA Roberta
Secrétaire	: TURIHONO Lafie
Secrétaire adjointe	: BELLAIS Adèle
Trésorier	: HAATANI Janvier
Trésorière adjointe	: TIHATA Heiariki
Commissaires aux comptes	: MOUA Pauline FAUURA Neris

ASSOCIATION A LA DECOUVERTE D'AUTRES MONDES

(Récepissé n° 9451 DRCL du 3 juillet 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 19 février 2006, entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses

textes d'application ayant pour dénomination
ASSOCIATION A LA DECOUVERTE D'AUTRES MONDES.

Elle a pour objet :

- de faire découvrir à ses adhérents la richesse culturelle des pays du Pacifique et des autres pays du monde ;
- d'organiser les déplacements et l'hébergement de ses adhérents dans les différents pays à découvrir ;
- de faciliter et d'encourager la pratique des langues étrangères.

Son siège social est situé à Papeete, rue Wallis, BP 95, 98713 Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ATGER Yann
Secrétaire	: ATENI Tumata
Trésorière	: TAPETA Laurette
Assesseurs	: LABADIE Mairie TEIHO Jacintha

ASSOCIATION TAMARIKI KAHAIA NUI NO TITIORO

(Récépissé n° 9489 DRCL du 13 juillet 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMARIKI KAHAIA NUI NO TITIORO a été fondée le 24 juin 2006 et est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- l'insertion des jeunes dans toutes activités socio-éducatives, culturelles, économiques et sportives ;
- la proposition et l'organisation de manifestations de toute nature, et notamment des programmes socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- la promotion de toute expression musicale polynésienne, sur le plan local et international ;
- l'organisation de sorties et de voyages sur le territoire de la Polynésie française et en dehors du territoire ;
- l'organisation de soirées et de journées récréatives et sportives ;
- le développement des relations amicales et culturelles entre les jeunes ;
- l'organisation de centres de vacances avec ou sans hébergement durant les périodes de congés scolaires ;
- la mise en place de stages de formation et d'animation afin d'encadrer les jeunes et les enfants.

Son siège social est situé au domicile du président, au lotissement Puatuhu de Titioro.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TIMO Teuira
Vice-présidente	: MARA Vairee
Secrétaire	: TIMO Tepare
Trésorier	: TAVERE Errol

ASSOCIATION TE HEI MIRI RAU

(Récépissé n° 9460 DRCL du 5 juillet 2006)

Extraits de statuts

Il est formé le 14 juin 2006, entre les soussignés et toute autre personne y adhérent, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts dénommée ASSOCIATION TE HEI MIRI RAU.

Elle a pour objet :

- de sensibiliser ses adhérents dans l'artisanat varié (horticulture, couture, teinture, tressage, etc.) ;
- de développer les talents des jeunes en mettant des actions en place telles que des formations artisanales (couture, sculpture, tressage, etc.) ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- de faciliter le regroupement, la production et la commercialisation des produits ;
- d'organiser toute manifestation promotionnelle et culturelle ;
- de s'investir dans divers secteurs ;
- de resserrer les liens entre les autres associations ;
- d'organiser des voyages ;
- d'organiser des soirées ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses.

Ladite énumération ne pouvant être considérée comme limitative et ayant seulement pour but de tracer les concours du champ d'action imparti à l'association.

Son siège social est situé à Toahotu, PK 2,500, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: LY Joseline
Vice-présidente	: LY Sylvana
Secrétaire	: GOURNAC Mareva
Trésorière	: TETUANUI Teramai

ASSOCIATION HOKIMAI

(Récépissé n° 9498 DRCL du 17 juillet 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HOKIMAI, fondée le 2 juillet 2006, a pour objet la promotion de la culture polynésienne et des sports qui lui sont associés ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé sur la terre Atitevaea, route Tearapae, commune de Arue, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BORDES Gilles
Secrétaire	: HAOA Maria
Trésorier	: FERNANDES Dan

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 55

Premier tirage du mercredi 12 juillet 2006 :

1 7 21 22 31 36

Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	62 744 988
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1 632 661
5 bons numéros.....	408	110 608
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1 414	4 676
4 bons numéros.....	22 813	2 338
3 bons numéros et numéro complémentaire....	40 315	476
3 bons numéros.....	425 458	238

Deuxième tirage du mercredi 12 juillet 2006 :

10 15 26 34 35 41

Numéro complémentaire : **13**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	417 661 097
5 bons numéros et numéro complémentaire....	7	1 858 281
5 bons numéros.....	251	176 957
4 bons numéros et numéro complémentaire....	826	6 848
4 bons numéros.....	15 880	3 424
3 bons numéros et numéro complémentaire....	28 277	644
3 bons numéros.....	321 806	322

JOKER + : 3 073 235

LOTO NATIONAL N° 56

Premier tirage du samedi 15 juillet 2006 :

10 14 16 33 35 37

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	96 684 248
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1 125 393
5 bons numéros.....	291	119 725
4 bons numéros et numéro complémentaire....	758	5 894
4 bons numéros.....	14 280	2 947
3 bons numéros et numéro complémentaire....	21 496	596
3 bons numéros.....	269 656	298

Deuxième tirage du samedi 15 juillet 2006 :

16 19 22 24 27 49

Numéro complémentaire : **17**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	104 552 147
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2 006 837
5 bons numéros.....	379	92 983
4 bons numéros et numéro complémentaire....	761	4 606
4 bons numéros.....	18 610	2 303
3 bons numéros et numéro complémentaire....	20 850	500
3 bons numéros.....	330 649	250

JOKER + : 4 842 921

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 59 DU MERCREDI 26 JUILLET 2006

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 59 du mercredi 26 juillet 2006 un gain total minimum de 477 326 968 F CFP appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 11 juillet 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.*

KENO

Lundi 10 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 6 88 55 87 — Joker + : 4 538 267

3	4	7	12	18	26	29	33	34	37
40	41	46	53	55	59	65	66	67	70

2e tirage

Jackpot : 6 55 56 13 — Joker+ : 0 160 318

2	4	6	11	13	15	16	21	26	34
36	37	39	44	47	55	64	65	67	69

Mardi 11 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 6 43 52 51 — Joker + : 5 191 508

4	7	8	13	14	17	19	21	23	24
27	29	32	40	41	43	49	50	62	63

2e tirage

Jackpot : 5 47 63 76 — Joker + : 5 708 389

4	8	10	20	23	25	26	28	32	35
36	40	42	43	47	50	57	66	68	69

Mercredi 12 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 8 67 03 21 — Joker + : 3 522 885

1	13	16	17	22	27	29	30	34	35
36	46	50	52	55	62	64	65	67	68

2e tirage

Jackpot : 6 05 70 42 — Joker + : 3 073 235

1	2	8	13	18	21	23	25	27	31
32	35	39	45	55	58	60	61	65	70

Jeudi 13 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 6 38 60 64 — Joker + : 9 386 255

3	5	7	10	13	14	17	18	19	35
36	38	42	44	55	60	62	63	67	69

2e tirage

Jackpot : 0 83 58 60 — Joker + : 4 560 710

1	2	3	10	15	16	18	22	23	26
29	30	37	38	42	48	52	53	64	65

Vendredi 14 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 5 12 72 37 — Joker + : 2 714 296

1	3	4	7	10	12	13	15	17	20
26	37	38	39	44	49	54	59	62	65

2e tirage

Jackpot : 5 16 30 40 — Joker + : 1 223 000

3	5	9	15	17	18	24	25	26	27
30	33	39	50	54	56	60	66	67	69

Samedi 15 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 7 15 95 41 — Joker + : 8 769 042

4	5	9	10	12	14	15	16	20	21
30	38	40	53	56	57	59	61	65	69

2e tirage

Jackpot : 5 79 58 19 — Joker + : 4 842 921

1	2	3	8	12	18	20	21	25	26
46	47	48	50	53	59	63	64	68	69

Dimanche 16 juillet 2006

1er tirage

Jackpot : 2 21 09 55 — Joker + : 4 497 039

7	9	12	13	17	21	25	27	30	34
41	43	45	46	48	51	55	59	62	70

2e tirage

Jackpot : 6 29 33 92 — Joker + : 5 314 087

6	7	8	9	13	32	36	47	48	50
51	52	54	55	59	63	66	68	69	70

EURO MILLIONS

Vendredi 14 juillet 2006 - N° 28

1 7 17 31 36



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5+	☆☆	0	0	0
5+	☆	0	0	0
5		1	8	44 237 398
4+	☆☆	24	99	564 427
4+	☆	243	1 039	35 847
4		495	2 138	12 195
3+	☆☆	1 089	4 538	8 198
3+	☆	11 136	50 606	3 747
2+	☆☆	15 130	66 386	2 458
3		21 201	94 232	1 849
1+	☆☆	79 857	355 221	1 050
2+	☆	164 174	758 390	1 169

JOKER + : 1 223 000

